

Numéro 132 du 13 septembre 1982 - 10 FF - 70 FB - FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

LIBAN



**Les crimes sionistes
et la solitude des palestiniens**



Pologne

**Deux ans
après Gdansk**

**manifestations
et
perspectives**

ERNEST MANDEL

Menaces de guerre et luttes pour le socialisme

Sommaire du numéro 132 du 13 septembre 1982

3	EDITORIAL	Après Beyrouth ...	INPRECOR
4	LIBAN	Les crimes sionistes et la solitude des Palestiniens	Daniel BENSAID
7	—	« Deuxième lettre ouverte aux organisations libanaises combattantes », de la section libanaise de la IVe Internationale	GCR
8	SITUATION INTERNATIONALE	Menaces de guerre et luttes pour le socialisme	Ernest MANDEL
14	CHINE	Le projet de révision de la Constitution chinoise	OCTOBER REVIEW
17	—	La bureaucratie frappe encore le mouvement démocratique	Jacques et Jean TOSSI
19	TURQUIE	Deuxième anniversaire du coup d'Etat	Mehmet SALAH
22	—	52 syndicalistes risquent la peine de mort	Mehmet SALAH
25	POLOGNE	Deux ans après : manifestations et perspectives	Jacqueline ALLIO
26	—	Quelle stratégie pour Solidarité ?	Rédaction d'INPREKOR polonais
34		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE PORTUGAL : Le PSR et les élections anticipées. URUGUAY : Solidarité avec les prisonniers politiques uruguayens. PANAMA : Nouvelles menaces contre Miguel Antonio Bernal. MEXIQUE : La fraude électorale ; le PRT légalisé, mais interdit de Parlement.	
36	NICARAGUA	Face à l'invasion silencieuse	Alain VITOLD

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à «PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom – Prénom _____

[illegible]

Commune |-----|

[illegible]Réabonnement ☐Abonnement ☐

Après Beyrouth ...

LA bataille de Beyrouth s'est achevée par le résultat que toutes les forces bourgeoises et impérialistes voulaient atteindre : le départ des contingents militaires de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) du Liban. L'adieu chaleureux de la ville martyre aux combattants et le sentiment de ces derniers d'avoir sauvé leur honneur en livrant des semaines durant un combat acharné ne peuvent cacher la réalité : la résistance palestinienne vient de subir une défaite majeure, la plus sérieuse de toute son histoire. Elle a perdu l'essentiel de ses positions militaires, ses militants sont dispersés dans une série de pays, désarmés, condamnés à vivre dans des ghettos, soumis à un contrôle rigoureux par des régimes qui ont tout à la fois l'intérêt et la volonté de les neutraliser au maximum. Des centaines de milliers de réfugiés restent au Liban sans défense, livrés au bon vouloir des sionistes, des phalangistes de Bechir Gemayel, des forces arabes les plus réactionnaires, en dernière instance de l'impérialisme.

Les impérialistes ont ainsi atteint leur but. La guerre de Menahem Begin et d'Ariel Sharon avait été préparée depuis longtemps. Personne n'ignorait qu'elle serait déclenchée. Personne n'a bougé pour l'éviter, justement parce que tout le monde était d'accord pour priver la résistance palestinienne de sa force militaire et contraindre l'OLP à la capitulation. Les divergences apparues à plusieurs reprises entre Israël et certaines puissances impérialistes voulant ménager l'opinion arabe, ne sont jamais allées au-delà du domaine tactique.

Il va de soi que la défaite de l'OLP marque une évolution du rapport de forces dans la région en faveur des impérialistes et de toutes les forces conservatrices. Ronald Reagan s'est immédiatement efforcé d'exploiter cette situation pour relancer la logique des accords de Camp David. Il est significatif que sa manœuvre, concertée avec certains gouvernements arabes réactionnaires, ait rencontré des échos favorables dans les rangs de l'OLP. Depuis un certain temps, la majorité de sa direction a mis de l'eau dans son vin, par exemple en se déclarant ouverte à la discussion sur la base du plan Fahd (Arabie Saoudite) et en envisageant même une solution qui n'impliquerait pas la création d'un mini-Etat palestinien. Si la résistance devait s'engager dans une telle voie, la défaite militaire serait inévitablement suivie par une catastrophe politique.

Finalement, la situation intérieure au Liban a évolué elle aussi en faveur des forces les plus réactionnaires. L'élection de Bechir Gemayel à la présidence de la République est en elle-même symbolique. Le dirigeant phalangiste, qui s'est affirmé dans son propre camp par le massacre de ses rivaux et concurrents, et qui a déjà imposé un régime autoritaire fascisant dans les zones sous son contrôle, peut aujourd'hui espérer devenir le maître du pays tout entier avec l'aide du sionisme et de l'impérialisme et le feu vert d'une série de régimes arabes. Il peut s'adonner à la tâche de restructurer l'Etat libanais en se basant sur l'appareil militaire, politique et administratif phalangiste. Après avoir subi les bombardements meurtriers de Begin-Sharon, Beyrouth-Ouest est désormais menacé par l'instauration d'un régime « fort » qui n'hésitera pas à déclencher une répression systématique contre le mouvement de masse, ses organisations et ses dirigeants.

Certes, Bechir Gemayel se heurtera à des obstacles sérieux dans le parachèvement de sa tâche. Les forces centrifuges restent puissantes. Il ne lui sera pas facile d'imposer son autorité dans le camp réactionnaire lui-même (il suffit de penser au problème représenté par le major Haddad, dont la zone d'influence le long de la frontière avec Israël s'est considérablement étendue). Il lui sera encore plus difficile de réaliser cette stabilisation d'ensemble dont la bourgeoisie commerciale et financière, qui le soutient, et l'impérialisme ont besoin. Par ailleurs, l'évolution du rapport de forces dans la région n'implique aucunement que l'impérialisme pourra désormais contrôler la situation et éviter de nouvelles crises. Les foyers explosifs subsistent au Moyen-Orient, ne serait-ce qu'à cause de l'instabilité substantielle de tous les régimes arabes.

Quant à Israël, le régime sioniste ne cessera d'être confronté à des problèmes très aigus, allant de la crise économique à la situation dans les territoires occupés. Les grandes manifestations qui ont eu lieu, au cours même de la guerre, indiquent sans possibilité d'équivoque que le temps de l'unanimité est à tout jamais révolu et que l'édifice sioniste révèle des fissures dans ses fondements mêmes.

Tout cela ne doit pas amener, toutefois, à estomper sous quelque forme que ce soit le bilan essentiel. La résistance palestinienne a essuyé une défaite majeure, et toute une phase de sa lutte est terminée.

Il en découle qu'il est maintenant d'une nécessité vitale de dresser un bilan global de la stratégie que la résistance palestinienne a suivie jusqu'ici. De nombreux militants ont déjà commencé à aborder de façon critique les conceptions et les orientations de l'OLP au cours des semaines dramatiques de la bataille de Beyrouth, stimulés par la dure réalité de leur isolement, et d'autres sont en train de le faire dans leur nouvel exil.

Toute une campagne de propagande inspirée par les impérialistes et les opportunistes de tout bord vise à avaliser l'interprétation selon laquelle l'erreur de l'OLP aurait résidé dans le fait d'avoir choisi le terrain militaire au détriment du terrain plus proprement politique. Il s'agit d'une thèse parfaitement hypocrite et inconsistante. L'OLP s'est effectivement placée sur le terrain militaire et elle n'aurait pu faire autrement face à l'ennemi sioniste puissamment armé et soutenu sans réserve par l'impérialisme. Mais son orientation militaire était dictée en dernière analyse par une stratégie politique. Cette stratégie visait à réaliser une conciliation extrêmement difficile, voire impossible, entre les intérêts les plus élémentaires des masses démunies de tout et des couches palestiniennes privilégiées installées dans les différents pays de la région. La construction d'un appareil d'Etat politico-militaire embryonnaire ne pouvait donc qu'être conditionnée d'une façon décisive par ses bailleurs de fonds, les régimes arabes en place, qui n'ont jamais eu la volonté de lutter contre le sionisme, ni pour l'indépendance de la Palestine, et encore moins de régler son compte à l'impérialisme, principal soutien du sionisme. Les événements de Beyrouth ont démontré, sans contestation possible, que cette stratégie a mené à une impasse tragique. Toute illusion est tombée, même aux yeux des plus naïfs, et les Palestiniens se sont trouvés dramatiquement isolés à l'heure décisive.

C'est cette stratégie qui doit être remise en question. Sinon, les Palestiniens seraient dépendants de leurs « amis » et « alliés » encore plus que par le passé, dans la mesure où ils ne disposent même plus d'un instrument militaire un tant soit peu autonome.

La question qui se pose est de savoir par quelles orientations et quelles méthodes la résistance palestinienne pourra se restructurer en s'appuyant essentiellement sur les mouvements de masse, sur leur construction et leur mobilisation, dans tous les pays ou territoires où vivent plus de 4 millions de Palestiniens. L'impact qu'ont eu les luttes de masse dans les territoires occupés par Israël et le coup qu'elles ont porté au sionisme donnent une idée du potentiel énorme qui peut être exploité. Une telle orientation permettra d'affronter en même temps le problème en dernière analyse décisif : celui de la manière de lier d'une façon indissoluble la lutte de libération de la Palestine à la lutte plus générale des masses arabes pour l'émancipation de leurs pays de l'impérialisme, pour le renversement de ces régimes néocoloniaux qui, qu'ils se donnent un masque progressiste ou qu'ils apparaissent sous les traits hideux de la réaction la plus cynique, ne cessent d'exploiter les classes opprimées et de nier aux masses les droits démocratiques les plus élémentaires. ■

Les crimes sionistes et la solitude des Palestiniens

Daniel BENSARD

Le siège de Beyrouth-Ouest aura duré soixante-dix-neuf jours. Pendant plus de deux mois, l'armée sioniste (Tsahal) s'est acharnée sur la population palestinienne et libanaise. Pour briser la résistance, elle a eu recours aux méthodes les plus barbares : de la privation d'eau et d'électricité à la multiplication des raids de terreur aériens, en passant par les bombes à fragmentation et le pilonnage d'hôpitaux.

Il est encore impossible de dénombrer les victimes avec exactitude (17 825 morts et 30 103 blessés d'après les sources officielles libanaises, plus selon les Palestiniens). Un massacre à la dimension de celui de la Commune de Paris de 1871, perpétré jour après jour sous les caméras de toutes les télévisions du monde.

Et pourtant, le monde n'a pas bougé, ou si peu !

Le plan Habib, imposé par l'impérialisme et garanti par la présence des troupes américaines, françaises et italiennes, sanctionne cet isolement : il entérine le maintien des troupes israéliennes et couvre la mise en place d'un régime ultra-réactionnaire au Liban. Pour tous ceux qui se sont mobilisés aux côtés de la résistance palestinienne, le combat continue, pour le retrait des troupes sionistes et de toutes les troupes impérialistes du Liban, ainsi que pour la défense des droits démocratiques sous la menace directe des phalanges chrétiennes.

Mais la mobilisation ne sera possible que dans la clarté la plus totale sur les leçons de ces deux derniers mois.

Le sionisme a manifesté sans fard sa nature profonde et sa mission aux côtés de l'impérialisme américain dans la région. De bout en bout, il n'a pu développer son expédition guerrière dans la région que sous la protection diplomatique (exprimée par les votes successifs des Etats-Unis au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies — ONU) et grâce à l'assistance militaire et économique des Etats-Unis. L'existence de l'Etat d'Israël, dans ses structures actuelles, est apparue indissolublement liée au grand arrière impérialiste.

L'Etat sioniste a également manifesté au grand jour sa structure coloniale. Dès l'origine, il s'est fondé sur l'expulsion des travailleurs et des paysans arabes du processus de production, sur l'expropriation de leurs terres et sur la discrimination raciale. Dans la brutale franchise de ses escarmouches avec le président français François Mitterrand, Menahem Begin, le Premier ministre israélien, a exprimé le fond de cette mentalité : il est allé jusqu'à expliquer que les critiques françaises envers Israël révélaient seulement le dépit

d'une nation humiliée par son échec dans la guerre d'Algérie (1954-1962) devant les succès militaires israéliens face aux nations arabes.

On peut difficilement imaginer colonialisme et racisme plus grossiers.

Enfin, Menahem Begin a également exprimé, à propos du massacre de la rue des Rosiers du lundi 9 août à Paris, le caractère racial de l'Etat sioniste. La presse française, pour une fois presque unanime, s'est indignée de l'entendre proposer des armes aux jeunes Juifs français pour assurer leur autodéfense. Cette indignation à sens unique porte la marque d'une profonde inconscience ou d'une profonde hypocrisie. Menahem Begin a pour lui le mérite de la logique. La Loi du retour établit en Israël une discrimination au profit des Juifs contre les Palestiniens : tout Juif de par le monde peut, du jour au lendemain, obtenir la nationalité israélienne.

Menahem Begin n'a fait qu'énoncer la réciprocité de ce principe. Si tout Juif est un citoyen d'Israël en puissance, l'Etat sioniste se sent responsable de la sécurité de ses « citoyens » où qu'ils se trouvent...

De son côté, la « gauche travailliste » israélienne a montré, dans sa grande majorité, qu'elle restait fidèle aux entreprises impérialistes de l'Etat sioniste, avant d'être de gauche. Le Parti travailliste a approuvé l'opération « Paix en Galilée ».

Enfin, le chef du Parti travailliste, Shimon Peres, a accepté une mission officielle du gouvernement Begin pour aller présenter au monde, de New York à Paris, les raisons de l'Etat sioniste.

TRAITRES ET COMPLICES

L'attitude des autres grands protagonistes du conflit a été tout aussi crûment mise en lumière.

D'abord, celle de l'impérialisme américain. Le ministre de la Défense israélien, le général Ariel Sharon, a répété plusieurs fois publiquement qu'il avait averti les Américains des projets militaires israéliens bien avant le déclenchement des opérations. Il n'y a dans ces révélations aucune naïveté, mais bien la ferme volonté d'impliquer publiquement l'allié américain.

De son côté, l'Union soviétique n'est pas allée au-delà de protestations formelles. Sa passivité a été explicitement dénoncée par les dirigeants palestiniens eux-mêmes. Ainsi, le dirigeant de l'OLP Abou Ayad déclarait : « Nous avons résisté à l'armée israélienne plus que toutes les armées arabes. (...) L'attitude soviétique est encore plus inexplicable. Nous avons interrogé Moscou publiquement et en secret. Nous n'avons reçu que des encouragements symboliques. Comment

l'Union soviétique peut-elle se permettre pareille passivité quand les Etats-Unis sont partie prenante de la bataille de façon aussi flagrante ? Je ne le comprends pas. (1) »

Les Soviétiques ont beau jeu, pour couvrir leur discrétion, de renvoyer la balle dans le camp des pays arabes. Ils ont expliqué — non sans cynisme — qu'ils n'avaient pas à se montrer « plus arabes que les Arabes ». Il n'en demeure pas moins que leur abstention marque les limites de leur engagement au Moyen-Orient et révèle les ressorts de leur motivation. Le soutien à l'OLP demeure donc, pour eux, subordonné à la préservation d'alliances diplomatiques plus stables et plus avantageuses, non du point de vue de la mobilisation révolutionnaire anti-impérialiste, mais du point de vue des intérêts d'Etat soviétiques. Il apparaît ainsi que la protection du régime syrien, dernier allié de poids dans la région, constitue la limite implicite de l'engagement soviétique. En revanche, la survie de l'OLP ne fait, elle, pas partie de la défense de ses intérêts vitaux.

L'attitude de la diplomatie soviétique dans ce conflit ne manquera pas de servir de leçon à d'autres alliés en Amérique latine et en Amérique centrale : la « solidarité » soviétique n'ira jamais au-delà de ses intérêts d'Etat bien compris, et quiconque serait tenté de la confondre avec un internationalisme désintéressé s'exposerait aux plus cuisantes déconvenues.

Le lâchage soviétique n'a d'équivalent que la trahison ouverte des Etats arabes. Ils n'ont, à proprement parler, pas levé le petit doigt en solidarité avec les peuples palestinien et libanais. L'OLP s'est présentée au sommet de la Ligue arabe, les samedi 26 et dimanche 27 juin à Tunis, soit quinze jours après le début de l'agression sioniste, avec un plan de solidarité en 14 points. Ce plan réclamait notamment une participation efficace des Etats arabes à la lutte armée du Liban ; une condamnation des Etats-Unis « premier ennemi de la nation arabe » pour leur soutien à Israël ; le rappel d'urgence des ambassadeurs arabes en poste à Washington ; le boycott des institutions américaines et le gel des contrats américains dans les pays arabes ; le retrait des fonds arabes déposés dans les banques américaines, etc. Pas un seul point n'a été retenu, et le sommet de la Ligue arabe n'a pris aucune initiative.

L'Egypte a maintenu son ambassadeur en Israël et l'Arabie Saoudite a reçu officiellement Bechir Gemayel, le chef des Phalanges chrétiennes d'extrême droite, lui apportant ainsi une légitimité nécessaire aux yeux de la communauté mu-

1. *Le Monde*, 23 juillet 1982.

sulmane pour faire de lui un président possible du Liban.

Cette trahison des Etats arabes, ressentie et exprimée avec vigueur par les combattants palestiniens de Beyrouth-Ouest, n'est pas nouvelle. Elle s'inscrit dans la continuité du massacre de septembre 1970 (Septembre noir) organisé par le roi Hussein de Jordanie, de la contre-offensive anti-palestinienne appuyée par la Syrie à partir d'avril 1976 au Liban, des accords de Camp David par lesquels le président égyptien Anouar el-Sadate a laissé les mains libres à Menahem Begin pour se retourner contre les Palestiniens au Liban. Mais jamais cette trahison n'avait été aussi flagrante au point qu'elle débouchera à court ou moyen terme, sur d'inévitables différenciations politiques dans les rangs du nationalisme arabe.

Enfin, les puissances impérialistes européennes se sont démarquées des Etats-Unis par quelques votes sans conséquences pratiques à l'ONU, mais elles n'ont pris aucune mesure de rétorsion significative contre l'agression israélienne : ni boycott ni même embargo sur les livraisons d'armes.

Le comble dans cette affaire, c'est que François Mitterrand ait pu apparaître, par comparaison avec la démission de l'URSS et des Etats arabes, et grâce aux outrances verbales de Menahem Begin, comme le plus fidèle soutien des peuples palestinien et libanais. Les dirigeants de l'OLP et du Mouvement national libanais (MNL), acculés par leur isolement, ont contribué à accréditer cette image. Pourtant, François Mitterrand avait maintenu au début de l'année son voyage en Israël, quelques jours à peine après que Menahem Begin ait froidement décrété l'annexion du plateau du Golan. Pire, dans son discours devant le Parlement israélien, la Knesset, le président français avait purement et simplement « oublié » de mentionner cet acte de piraterie coloniale.

En juin, après le début de l'invasion israélienne du Liban, François Mitterrand se prononçait, lors de son voyage à Vienne en Autriche, pour un retrait « des trois armées étrangères » du Liban. Il mettait ainsi sur un même pied l'armée syrienne, la résistance palestinienne et l'armée sioniste, « oubliant » encore qu'à la différence des deux autres, la résistance palestinienne n'a toujours pas de patrie ni d'Etat où se retirer. En fait, cette fausse symétrie et cette fausse impartialité revenaient à justifier le maintien de la présence militaire israélienne aussi longtemps que demeurerait la présence militaire palestinienne.

Enfin, au bout du compte, François Mitterrand apporte son soutien à un plan qui aboutit pratiquement à l'évacuation et à la dispersion des Palestiniens et au maintien, *sine die*, de l'armée d'occupation sioniste. La présence du contingent français de la Force d'interposition apporte son concours à l'expulsion des Palestiniens et sa caution à l'élection, dans une caserne et sous la pression des chars israéliens, de Bechir Gemayel à la tête de l'Etat libanais.

En envahissant le Liban, Ariel Sharon et Menahem Begin s'étaient fixés trois objectifs explicites :

— D'abord, briser l'infrastructure et la colonne vertébrale militaire de la résistance palestinienne, au moment où son action risquait de se combiner avec la montée de la mobilisation dans les territoires occupés ;

— Ensuite, refouler la présence syrienne du Liban et affaiblir la Syrie ;

— Enfin, contribuer à la mise en place d'un régime allié au Liban susceptible de signer à chaud avec Israël un accord complétant celui de Camp David avec l'Egypte.

Outre ces buts avoués, il en existait au moins deux autres : d'une part, affirmer le rôle irremplaçable d'Israël comme allié privilégié de l'impérialisme dans la région ; d'autre part, restaurer l'Union sacrée et remobiliser l'opinion publique israélienne pour surmonter les effets des difficultés économiques et sociales grandissantes.

Si tels étaient les buts, l'offensive israélienne devenait possible du fait d'une conjoncture internationale particulièrement favorable au projet sioniste.

Elle s'inscrivait dans le cadre de la contre-offensive impérialiste et ne courait guère le risque d'un ferme désaveu des pays impérialistes, après le soutien unanime apporté à l'expédition coloniale britannique aux Malouines. Tout en s'inscrivant dans cette dynamique, elle pouvait bénéficier d'une marge d'autonomie relative grâce à la crise de direction impérialiste et aux hésitations de la diplomatie américaine (remplacement du secrétaire d'Etat US Alexander Haig par George Shultz). Elle bénéficiait de la paralysie de l'URSS, enlisée dans ses propres difficultés en Pologne et en Afghanistan. Elle bénéficiait également des divisions et de l'impuissance de tous les organismes prétendant « non alignés », de plus en plus déchirés par la polarisation internationale.

Ainsi, pendant les deux mois qu'a duré le siège de Beyrouth, la Ligue arabe a-t-elle été incapable de la moindre initiative. Le sommet de Tripoli de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a dû être ajourné faute de quorum. La conférence de Bagdad du Mouvement des non-alignés a dû être reportée du fait de la guerre irano-irakienne et transférée à New-Delhi...

Dans ces conditions, l'opération sioniste a pu atteindre partiellement chacun de ses objectifs sans en réaliser complètement aucun.

Tout d'abord, l'OLP a subi une lourde défaite militaire qui s'est soldée par l'écrasement de ses positions au Liban, l'expulsion et la dispersion de son fer de lance militaire. Mais il ne s'agit pas d'une défaite sans combat. Les soixante-dix-neuf jours de résistance héroïque, comparés à la lâcheté des régimes arabes, auront renforcé la légitimité des revendications nationales et démocratiques du peuple palestinien.

Cela ne suffit pourtant pas à transformer la défaite militaire en victoire politique. La direction et les troupes de choc de l'OLP, dispersées dans huit Etats arabes différents (Irak, Syrie, Arabie Saoudite, Yémen du Nord, Yémen du Sud, Soudan, Algérie, Tunisie) et hostiles à des degrés divers (les embrassades hypocrites de Hussein de Jordanie ne peuvent le faire oublier), seront placées sous étroite surveillance. Les régimes arabes sauront plus que jamais que la résistance palestinienne peut jouir auprès des masses arabes d'une autorité face à l'impérialisme qu'ils ont eux-mêmes perdue ou même jamais eue. Ce sera pour eux une raison de plus de renforcer leur vigilance.

Les pressions ne manqueront pas pour imposer à l'OLP un changement de ligne et la transformer en force diplomatique d'appoint dans les grandes manœuvres des Etats arabes. C'est ce qu'annonçait à sa façon, dès le samedi 26 juin, le dirigeant du Mouvement national libanais (MLN) Walid Joumblatt : « *L'OLP a besoin d'une nouvelle direction qui aborde la sauvegarde des droits palestiniens sous un autre angle. (...) L'essentiel, c'est une nouvelle légalité palestinienne, une nouvelle stratégie, une nouvelle direction. (...) Je suis conscient que l'OLP risque de se scinder et qu'une guerre civile entre Palestiniens n'est pas impossible.* » (2) »

En ce qui concerne le retrait des forces syriennes de la Force arabe de dissuasion (FAD) du Liban, Israël n'a pas tout à fait atteint son but. Il semble toutefois en situation d'imposer ce résultat par la force. Ses armées sont face aux armées syriennes dans la plaine de la Bekaa, et Damas est pratiquement à portée des canons israéliens. Mais une épreuve de force de ce type pourrait, cette fois, contraindre l'URSS à réagir, car elle mettrait en jeu son dernier allié diplomatique dans la région. Israël peut donc essayer préalablement de négocier un retrait parallèle de ses propres troupes et des troupes syriennes. Mais un tel processus est évidemment subordonné à la consolidation au Liban d'un régime allié d'Israël et à la fiabilité de cette alliance.

Pour le moment, sans se compromettre ouvertement dans les opérations militaires contre la résistance palestinienne, les Phalanges chrétiennes de Bechir Gemayel ont commencé à implanter l'embryon de leur police et de leur administration sur les talons de l'armée israélienne dans la montagne du Chouf comme dans la région de Saïda. Elles ont pu récupérer les armes palestiniennes et syriennes généreusement négligées par l'occupant sioniste. Enfin, Bechir Gemayel a reçu l'investiture à la présidence de la République, dans une caserne et à l'ombre des baïonnettes sionistes. C'est encore un peu juste pour établir une légitimité et pour écarter le risque de guerre civile comme le risque de sécession du nord du pays.

Pour ce qui est du quatrième objectif, Israël a sans aucun doute réussi à s'af-

2. Interview de Walid Joumblatt au *Monde*, 26 juillet 1982.

firmer comme l'allié le plus zélé de l'impérialisme dans la région. Il a prouvé qu'il peut, le cas échéant, agir militairement, sous prétexte de légitime défense, comme pourrait difficilement le faire un corps expéditionnaire américain, au moment où l'impérialisme yankee a tant de mal à surmonter le « syndrome vietnamien » et à agir dans sa propre chasse gardée d'Amérique centrale et de la Caraïbe. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les déclarations fracassantes d'Ariel Sharon, selon lesquelles la zone d'intérêt militaire d'Israël s'étendrait désormais du Soudan à la Turquie ...

Enfin, le résultat le plus problématique de l'entreprise sioniste concerne la situation intérieure en Israël. En apparence, Menahem Begin a atteint son but et galvanisé son opinion publique. Les sondages à la fin août donnaient 82 % de soutien à l'opération « Paix en Galilée ». Pourtant, des fissures sont apparues dans le bloc sioniste comme jamais auparavant dans une situation de guerre.

Depuis plusieurs années, la situation économique se dégrade. Le chômage chronique a fait son apparition. Le taux d'inflation oscille entre 100 % et 130 % par an. La politique économique néolibérale met à l'ordre du jour la reprivatisation de certains secteurs, des reconversions et des suppressions d'emploi. A cette tendance générale viendra s'ajouter le coût de la guerre. On estimait officiellement en août qu'elle avait déjà coûté 1,2 milliard de dollars, soit 10 % du budget national. Pour le seul mois de juillet, l'inflation a atteint un taux record de 9,2 %. Le gouvernement a pris des mesures de diminution des subventions de l'Etat sur les produits de consommation courante et de relèvement des tarifs publics. Les prix du carburant, du lait, des transports, des télécommunications et de l'électricité ont connu des augmentations brutales. Les taux de TVA (taxe sur la valeur ajoutée) ont été relevés et des taxes exceptionnelles imposées sur les voyages à l'étranger. Un emprunt a été lancé, imposant une souscription obligatoire pendant neuf mois sur les salaires bruts de la majorité des Israéliens.

Un jour ou l'autre, il faudra bien finir par faire les comptes. Ils risquent d'être d'autant plus douloureux que, pour la première fois, Israël a dû mener une guerre, sans alibi et sans fard. Dans le passé, ses dirigeants ont toujours pu présenter leurs entreprises guerrières comme celles d'un vaillant David affrontant une conjuration de Goliaths incarnée par les Etats arabes. Cette fois, ils ont conduit une opération d'agression, foulant aux pieds les frontières et les institutions d'un Etat voisin, sans même lui avoir déclaré la guerre, pour aller écraser un peuple sans terre et sans Etat, abandonné de tous, dont la nouvelle diaspora ne peut manquer de renvoyer à la communauté nationale juive de Palestine l'image de son propre passé.

Les protestations qui se sont élevées en Israël même, comme dans la communauté juive de France et même celle des

Etats-Unis, annoncent le début de cette interrogation.

L'OLP A LA CROISÉE DES CHEMINS

La guerre du Liban et le siège de Beyrouth ont illustré une fois encore les spécificités de la lutte de libération palestinienne. Cette lutte a été jusqu'à maintenant principalement le fait d'un peuple dispersé, sans base territoriale ni sociale stable. La résistance palestinienne puise ses forces dans la population des camps de réfugiés et dans l'émigration qui, depuis 1948, a essaimé dans la région et dans les émirats. Matériellement, elle dépend pour beaucoup des subsides de cette émigration et plus encore de l'aide financière et militaire des régimes arabes.

Dans ces conditions, rien d'étonnant pour un peuple humilié, dispersé, marginalisé du processus productif, à ce que la lutte armée ait été un point de ralliement et la principale expression d'une dignité chèrement défendue.

Pourtant, la lutte de libération palestinienne se heurte à des questions plus complexes que toute autre lutte de libération nationale.

Elle n'affronte pas une simple occupation coloniale, mais une autre communauté nationale, hier encore opprimée, qui s'est constituée en Etat avec le projet d'expulser les travailleurs arabes avant que de les exploiter. C'est d'ailleurs ce qui fait — au-delà de l'aide technologique impérialiste dont il bénéficie — la force de l'Etat d'Israël : il parvient encore à dévoyer un sentiment d'autodéfense nationale nourri du traumatisme du génocide nazi.

C'est pourquoi l'efficacité de la lutte contre le sionisme passe par le développement des antagonismes de classe au sein même de la société israélienne et par la rencontre internationaliste entre le mouvement de libération nationale palestinien et le prolétariat juif.

De même, la résistance palestinienne doit trouver son soutien principal dans la mobilisation anti-impérialiste des masses arabes. Elle ne peut l'obtenir sans se heurter à la politique pro-impérialiste de la plupart des régimes arabes. L'OLP a toujours prétendu s'en tenir à une ligne de « non-ingérence » dans la politique intérieure des Etats arabes. Elle n'a pu éviter pour autant l'ingérence la plus brutale de ces Etats dans la vie de la résistance palestinienne. La Jordanie, la Syrie, le Liban n'ont cessé d'intervenir par les armes contre la résistance palestinienne, en 1970, 1976, 1982 ... Les régimes arabes ne peuvent tolérer sur leur territoire l'existence d'une force politique et militaire échappant à leur autorité, et susceptible d'encourager — par sa seule présence — la mobilisation autonome des exploités et opprimés dans leurs propres pays.

Demain encore, dans les huit pays d'accueil après l'évacuation du Liban, les combattants palestiniens, passés les embrassades officielles, seront sévèrement surveillés.

En somme, pour défendre efficace-

ment les droits nationaux et démocratiques de son peuple, la résistance palestinienne a besoin d'une direction qui adopte des positions de classe face à la politique des régimes arabes, et des positions internationalistes pour pouvoir attiser les contradictions de la société israélienne. On peut comprendre qu'une telle direction soit difficile à forger à partir des camps de réfugiés, sans racines dans une expérience de lutte prolétarienne.

Pourtant, les terribles coups reçus au cours des quinze dernières années imposent un bilan critique et une clarification. La réponse de Yasser Arafat au journaliste du *Monde* qui lui demandait quelles étaient, à son avis, les erreurs commises tout au long de cet interminable conflit, est significative : « *Nous n'avons pas su expliquer notre cause aux Israéliens, nous n'avons pas compris la mentalité israélienne.* » Yasser Arafat réduit à un problème de pédagogie une question qui est fondamentalement politique. Il n'en met pas moins le doigt sur un point décisif qui est de savoir comment briser le ciment du sionisme. Et il apporte un début de réponse positive : « *Notre Conseil national a adopté plusieurs résolutions sur l'ouverture d'un débat avec les forces démocratiques en Israël et nous sommes prêts à établir des relations avec tous ceux qui reconnaîtront notre droit à l'autodétermination.* (3) » Le danger, c'est que ce réalisme ouvre la voie à des arrangements diplomatiques dans le cadre des accords de Camp David, plutôt qu'à une stratégie révolutionnaire.

Concernant les rapports avec les Etats arabes, les leçons ne sont pas publiques. Il est vrai qu'elles impliqueraient un douloureux retour critique sur la politique menée par la direction de l'OLP dans la guerre civile libanaise de 1975-1976, et notamment sur les accords qui ont permis à la Syrie d'organiser l'élection du président Elias Sarkis le 18 octobre 1976 et de préparer la contre-offensive phalangiste, au moment où les forces palestiniennes et le MNL étaient à deux doigts de la victoire militaire.

Mais la trahison des régimes arabes est cette fois si flagrante, et si profondément ressentie, qu'il sera difficile à la direction de l'OLP de se soustraire à un réexamen de la question.

Qu'elle évolue globalement ou au prix de différenciations nouvelles en son sein, elle se trouve, après le siège de Beyrouth, devant un nouveau tournant de son histoire, aussi important que celui qui l'avait propulsée, après la faillite des Etats arabes, à l'avant-scène du mouvement anti-impérialiste arabe à la fin des années 1960.

La formation d'un prolétariat palestinien en Israël et la consolidation d'un mouvement de résistance dans les territoires occupés peuvent jouer un rôle décisif dans cette évolution.

Daniel BENSARD
Paris, 3 septembre 1982.

3. Interview de Yasser Arafat au *Monde*, 10 août 1982.

Deuxième lettre ouverte aux dirigeants des organisations libanaises combattantes

Camarades et frères, salutations résistantes !

Nous nous adressons publiquement à vous pour la deuxième fois, soixante-dix jours après notre première lettre ouverte (1), soixante-dix jours durant lesquels les peuples libanais et palestiniens, ainsi que leurs forces combattantes, ont été les héros d'une épopée qui figurera en bonne place dans l'histoire des luttes populaires ; épopée qui a vu néanmoins l'ennemi sioniste imposer sa volonté à travers des moyens politiques après avoir échoué en utilisant les moyens guerriers. La cause de cela, camarades et frères, il faut la chercher dans le grand contraste existant entre l'héroïsme de nos deux peuples et de nos combattants d'une part, et la ligne politique qui a présidé à la bataille menée par notre camp patriotique d'autre part (et qui tient tant à la ligne suivie par la direction palestinienne qu'à la ligne libanaise dominante).

En effet, la direction de l'Organisation de libération la Palestine (OLP) n'était pas tant préoccupée de libérer le territoire libanais envahi (sans parler du territoire palestinien) que d'obtenir une reconnaissance américaine, en admettant la légitimité de l'entité sioniste, faisant ainsi fi de trente-cinq ans d'une lutte nationale tenace. Cette reconnaissance de la légitimité de l'entité sioniste n'a pas eu de contrepartie, et la direction de l'OLP a finalement préféré quitter Beyrouth, dernier bastion de la résistance palestinienne, afin de sauvegarder sa tête pour garantir la continuité de la ligne choisie en remplacement de la lutte populaire, c'est-à-dire les négociations diplomatiques s'appuyant sur les régimes arabes lâches et agents de l'impérialisme.

Là, camarades et frères, réside votre responsabilité : que ce soit par la pression exercée par certains d'entre vous sur la résistance palestinienne afin qu'elle se retire de Beyrouth ou par le fait que d'autres n'aient pas élevé la voix pour appeler les combattants palestiniens à rester, contrecarrant ainsi les intentions capitulaires de la direction palestinienne. En effet, camarades et frères, le retrait des combattants palestiniens de Beyrouth n'est pas seulement une soumission à la volonté de Menahem Begin et de Ronald Reagan, mais c'est aussi, et en premier lieu, un changement très grave du rapport de forces au profit de l'offensive sioniste, impérialiste et fasciste, menée contre les masses libanaises et palestiniennes et leurs forces patriotiques.

Cela dit, permettez-nous, camarades et frères, de vous rappeler ce à quoi nous avons consacré notre première lettre ouverte, en l'occurrence l'attitude à adopter à l'égard des institutions liées à la prétendue « légalité ». Nous vous avons appelés à vous départir de la ligne de collaboration avec ces institutions et à prendre l'initiative de créer une nouvelle légalité prenant sa source dans le sacrifice des martyrs pour la défense du Liban et balayant la « légalité » pourrie s'appuyant sur un Parlement plus que caduc. Au lieu de cela, vous avez choisi d'attendre et de miser sur un jouet constitutionnel factice qui a fini par accoucher d'une souris fasciste comme président d'une République occupée.

Beaucoup de choses peuvent être dites concernant l'évaluation de la période que nous avons traversée, mais ce n'est pas le but de cette lettre. L'histoire se chargera de tirer les bilans. A travers cette lettre, nous voulons attirer votre attention sur la gravité de la période qui s'ouvre, où toute attitude de compromis avec le plan sioniste-impérialiste-fasciste de la part d'une organisation patriotique est une attitude suicidaire qui continue à creuser la tombe de l'ensemble du Mouvement na-

tional. Il n'est nul besoin de vous démontrer que le chef de la bande fasciste, Bechir Gemayel, qui a liquidé ses propres alliés, n'hésitera pas un seul instant à liquider ses ennemis historiques, et ce quelles que soient les intentions proclamées au début de son investiture.

Il est nécessaire à cet égard d'être conscient qu'il existe une séparation de classe objective dans les rangs de ce que vous appelez « camp islamique et patriotique » : les forces bourgeoises qui sont les agents du pouvoir saoudien, lui-même agent de l'impérialisme et qui sont représentées par Sueb Salam, réaliseront probablement un accord avec les fascistes après s'être assurés de leur participation au pouvoir. C'est pourquoi, tout en affirmant que nous sommes pour le plus vaste et le plus large Front d'opposition au projet de dictature fasciste, nous insistons sur la nécessité de ne pas miser sur le maintien de ces forces bourgeoises dans ce Front, mais plutôt d'œuvrer dès maintenant à la construction d'un système d'institutions capable de diriger et d'organiser la résistance patriotique à l'occupation sioniste et à son instrument libanais.

Nous vous proposons une nouvelle fois ce que nous croyons être le seul programme permettant de s'opposer avec succès à l'offensive que nous subissons, programme s'inspirant de celui que nous vous avons appelés à appliquer il y a soixante-dix jours (afin d'éviter ce qui se produit aujourd'hui), programme que nous avons modifié à la lumière des nouvelles circonstances, et qui s'articule autour des propositions suivantes :

- 1) Refus de tout compromis avec les fascistes, qui viseraient à permettre l'entrée de forces armées à leurs ordres, et notamment l'armée « légale », dans notre Beyrouth patriotique ;
- 2) Unification et centralisation de toutes les capacités militantes dans le cadre d'une Garde nationale, et ce dans le but d'augmenter l'efficacité de ces forces et d'empêcher que l'armement ne soit utilisé par des groupes suspects à des fins servant les ennemis ;
- 3) Constitution d'une direction de la Garde nationale, responsable de la direction de la bataille, direction élue par un Conseil central formé de délégués élus par les unités combattantes ;
- 4) Mise en application des projets des « conseils locaux » pour que ces conseils organisent la résistance de notre Beyrouth patriotique sous toutes ses formes civiles ;
- 5) Mainmise sur tous les organismes de pouvoir présents dans notre Beyrouth patriotique, et notamment les organes d'information, pour les mettre au service de la lutte menée par les forces patriotiques.

Tels sont, camarades et frères, les mesures que nous jugeons nécessaires pour organiser la défense de notre Beyrouth assiégée. C'est votre dernière chance de vous hisser au niveau de l'enjeu de la bataille. Sinon, vous n'échapperez pas à la guillotine de l'histoire, même si certains d'entre vous arrivent à échapper à celle de Bechir Gemayel.

Recevez nos salutations résistantes et que notre cri de guerre soit : « Le fascisme ne passera pas ! ».

GROUPE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (GCR),
section libanaise de la IV^e Internationale,
Beyrouth-Ouest, jeudi 26 août 1982.

Menaces de guerre et luttes pour le socialisme

CES deux dernières années, l'impression a été créée à plusieurs reprises que la menace de voir éclater, à court terme, la troisième guerre mondiale, était en train de se préciser. Des commentateurs impressionnistes n'ont pas manqué de tirer cette conclusion. Un vent de panique s'est même levé, avant tout dans certains milieux intellectuels. Le mouve-

ment anti-guerre puissant et plein de promesse qui se développe actuellement dans les pays impérialistes en a été affecté à son tour, du moins partiellement. Le nombre d'ouvrages consacrés à la troisième guerre mondiale qui aurait déjà commencé, qui serait en cours, voire qui serait sur le point de s'achever, ne se compte plus (1).

Ernest MANDEL

Il faut reconnaître que les événements eux-mêmes sont pour quelque chose dans cette vague de panique. N'a-t-on pas vu, au mois de juin 1982, coïncider la relance de la guerre entre l'Irak et l'Irak, la guerre des Malouines, les préparatifs de l'invasion du Liban par Israël, l'accroissement de l'intervention étrangère dans la guerre civile salvadorienne, sans parler des « petites guerres » plus ou moins oubliées, comme celles du Tchad, d'Erythrée, de Namibie, du Sahara occidental, sans compter la guerre civile au Yémen, la guerre civile jamais éteinte en Angola et au Mozambique, et encore la liste n'est-elle pas exhaustive... De là à conclure que la guerre serait en train de se rallumer à l'échelle mondiale, il n'y avait qu'un pas à faire, que d'aucuns ont franchi sans se rendre compte de ce qu'impliquait cette conclusion injustifiée. Comme il s'agit d'une question d'importance capitale, il y a tout intérêt à ne pas se laisser entraîner par la panique ou l'euphorie, l'une ou l'autre profondément irresponsables au regard de l'enjeu même qui est celui, littéralement, de la survie physique du genre humain.

AVANCÉES DE LA RÉVOLUTION MONDIALE ET GUERRES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES

Plus que jamais, l'impérialisme reste résolu à opposer sa violence contre-révolutionnaire à toute avancée de la révolution dans le monde. Cette violence contre-révolutionnaire prend la forme d'interventions armées systématiques, déguisées quelquefois sous la forme d'« appui » à l'un des camps en présence d'une guerre civile, prenant en d'autres occasions la forme d'une intervention étrangère massive en bonne et due forme. Comme le système impérialiste mondial est en proie à une profonde crise de décomposition, comme les foyers révolutionnaires n'ont cessé et ne cessent de s'y succéder depuis plus d'un demi-siècle, le principal danger de guerre provient de la multiplication de ces interventions étrangères contre des révolutions en cours. Tout au long de ces

dernières décennies, la grande majorité des guerres ont été des guerres de ce genre. Il en est de même aujourd'hui ; il en sera de même demain.

Il ne s'agit donc nullement d'un phénomène nouveau. En fait, depuis l'intervention contre la Russie soviétique en 1918-1922, chaque révolution triomphante, ou en marche vers d'importantes victoires, a dû affronter une guerre étrangère contre-révolutionnaire. Enumérons à ce propos — pour ne mentionner que les plus importantes — l'intervention de l'impérialisme allemand contre la révolution finlandaise de 1918 ; l'intervention de l'Entente (France, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie) utilisant comme pointe acérée la Roumanie contre la République soviétique hongroise de Bela Kun en 1919 ; l'intervention de Hitler et de Mussolini contre la révolution espagnole de 1936-1937 ; l'intervention britannique et américaine contre la révolution grecque de 1944-1949 ; l'intervention impérialiste contre la troisième révolution chinoise de 1946-1949 ; la première guerre d'Indochine de 1945-1954 ; l'intervention impérialiste contre les révolutions coréenne et chinoise en 1950-1953 ; la guerre impérialiste contre la révolution algérienne en 1954-1962 ; l'intervention impérialiste contre la guérilla en Malaisie (1948-1960) et au Kenya (1952) ; la deuxième guerre d'Indochine de 1961-1975 ; l'intervention impérialiste contre la révolution en Angola (1961), au Mozambique (1964) et en Guinée-Bissau (1971) ; les interventions impérialistes sionistes contre l'Égypte (1956, 1967) ; les interventions impérialistes répétées contre la révolution palestinienne (1969, 1970, 1975, 1976, 1978, 1981, 1982).

Certaines de ces guerres ont été d'une ampleur sans commune mesure avec la guerre des Malouines ou l'intervention impérialiste actuellement en cours en Amérique centrale. Ne mentionnons que la première guerre d'Indochine, l'attaque israélienne doublée de l'intervention franco-britannique de 1956 sur le canal de Suez, la guerre d'Algérie et, enfin, la deuxième guerre d'Indochine, qui ont impliqué des centaines de milliers de soldats des pays impérialistes.

Le fait nouveau, ce ne sont pas ces guerres contre-révolutionnaires « localisées ». Elles constituent la règle. Le fait nouveau, cela a été l'exception représentée par les révolutions nicaraguayenne et iranienne contre lesquelles, du moins au moment de la chute de Somoza et de celle du chah, l'impérialisme s'est trouvé dans l'incapacité politique (non matérielle ou militaire) d'intervenir, par suite des retombées de la défaite subie en Indochine en 1975.

A l'époque, la IVe Internationale avait analysé cette paralysie comme devant être de courte durée. Aussi bien la résolution politique votée au XIe Congrès mondial en 1979 que celle adoptée par le Comité exécutif international (CEI) de mai 1981 ont correctement indiqué que l'impérialisme était en train de se donner les moyens de reprendre des interventions contre-révolutionnaires contre les révolutions en cours, ou des initiatives anti-impérialistes nouvelles avec, entre autres, la mise sur pied de la Force de déploiement rapide (RDF) américaine. Cette analyse a été confirmée depuis lors.

Loin de constituer une « situation internationale nouvelle » ou de nous amener au seuil de la troisième guerre mondiale, la guerre des Malouines, l'invasion du Liban, l'intervention impérialiste en Amérique centrale et, dans une mesure plus ambiguë, la guerre Iran-Irak, représentent un « retour à la norme », à savoir la tentative systématique, obstinée, de l'impérialisme d'opposer sa violence contre-révolutionnaire à toute nouvelle avancée de la révolution, norme qui s'affirme depuis près de soixante-cinq ans.

1. Citons, parmi ces ouvrages, celui d'un ancien président des États-Unis, Richard Nixon, qui s'intitule *La Troisième guerre mondiale a commencé*, et celui de l'ancien chef d'état-major adjoint de l'armée britannique, le général sir John Hackett, *The Third World War* (Sphere Books, Londres, 1978). Mentionnons aussi l'article devenu célèbre d'Edward Thompson, « Exterminism, the Last Step of Civilization », repris du symposium « Exterminism and the Cold War », publié par la *New Left Review*, (Verso Books, Londres, 1982).

GUERRES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES ET GUERRE MONDIALE

Différentes de cette chaîne quasi ininterrompue de guerres localisées qui ponctuent toute la période historique ouverte par la révolution russe — et qui prouvent l'incapacité de l'impérialisme à assurer la paix à l'humanité, raison parmi les plus importantes pour se débarrasser de ce système qui secrète la violence la plus barbare par tous ses pores — sont les deux guerres mondiales qui ont éclaté en 1914 et en 1939. Encore plus différente de cette même chaîne serait forcément la troisième guerre mondiale.

Ces différences ne sont pas seulement quantitatives. Elles sont qualitatives. Contrairement aux guerres contre-révolutionnaires « localisées », les guerres mondiales ont impliqué des dizaines, voire des centaines de millions de personnes, causant un nombre proportionnel de victimes et de destructions matérielles, modifiant ainsi de fond en comble le fonctionnement de l'économie mondiale, entraînant un profond recul des forces productives, de la richesse matérielle accumulée de l'ensemble de l'humanité, et réduisant donc les bases de départ pour la reconstruction socialiste du monde. Ce n'est nullement faire preuve de « pacifisme » que de reconnaître ces effets désastreux des guerres mondiales. Rappelons à ce titre le jugement de l'Internationale communiste en mars 1919 :

« L'Europe est couverte de débris et de ruines fumantes... Les contradictions du régime capitaliste se sont révélées à l'humanité à la suite de la guerre, sous forme de souffrances physiques : la faim, le froid, les maladies épidémiques et une recrudescence de barbarie... Maintenant, ce n'est pas seulement la paupérisation sociale, mais un appauvrissement physiologique, biologique, qui se présente à nous dans toute sa réalité hideuse. »

Manifeste du Ier Congrès
de l'Internationale communiste
aux prolétaires du monde entier.

Il est vrai que des guerres contre-révolutionnaires « localisées » peuvent avoir des effets similaires pour un pays. Il suffit de penser aux effroyables conséquences des destructions causées par l'impérialisme au Cambodge (mars-août 1973, six mois de bombardements de toutes les zones de population dense par la flotte aérienne US d'Indochine tout entière). Mais, d'un point de vue matérialiste, toute la différence est justement de savoir si c'est un pays (ou un petit nombre d'entre eux) qui se voit ainsi acculé au bord de la barbarie, avec la possibilité de voir rapidement compensé son manque de production par le reste du monde, ou si c'est l'humanité tout entière (ou sa vaste majorité) qui est acculée au désastre, sans qu'il y ait de réserves pour la sortir rapidement du marasme.

Cette différence entre guerres contre-révolutionnaires « localisées » et guerre

mondiale plonge ses racines dans les causes objectives différentes des deux phénomènes. Les guerres contre-révolutionnaires « localisées » sont des *ripostes conjoncturelles à des avancées partielles de la révolution*. La guerre mondiale surgit de la crise structurelle du système, contre laquelle elle constitue en quelque sorte un ultime recours.

Il faut certes nuancer cette distinction. Les avancées successives, bien que partielles, de la révolution sont elles-mêmes l'expression de la même crise structurelle du système qui finit par enfanter la guerre mondiale. Mais si la différence qualitative doit être nuancée, elle n'en reste pas moins de taille. Les guerres contre-révolutionnaires « localisées » peuvent coïncider, et ont coïncidé en maintes occasions, avec des phases d'essor « pacifique » de l'économie capitaliste. La guerre mondiale ne survient que lorsque une dépression économique grave semble boucher pour une longue période toute possibilité d'un nouvel essor pacifique de l'économie capitaliste internationale. Et, surtout, les guerres contre-révolutionnaires « localisées », constituant des ripostes à des avancées fragmentaires de

ARMES NUCLÉAIRES ET GUERRE MONDIALE

Le fait que la troisième guerre mondiale serait, selon toute probabilité, une guerre nucléaire ne peut que souligner davantage l'importance de cette distinction. Il lui donne encore plus de poids.

Il serait absurde, et contraire aux principes élémentaires du matérialisme historique, d'argumenter que l'accumulation d'un arsenal nucléaire capable de détruire au moins vingt fois (2) tout le genre humain ne changerait rien de « fondamental » à la « nature de la guerre mondiale », et que celle-ci poserait au prolétariat mondial et aux révolutionnaires des « problèmes stratégiques et tactiques identiques » à ceux de la Première et de la Seconde Guerre mondiale.

Pour construire la société sans classes, il faut des forces productives humaines et techniques considérables. Des cendres nucléaires ne surgirait pas le socialisme, mais une planète dominée par les herbes et les insectes (3) ou, dans la « meilleure » des hypothèses, une société humaine barbare, à partir de laquelle les survivants de l'holocauste reprendraient une



Time Magazine : le Salvador en ligne de mire. (DR)

la révolution, peuvent coïncider, et coïncident généralement, avec une montée du mouvement de masse qui freine, voire paralyse, la marche générale de l'impérialisme vers la guerre.

Par contre, l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale a exprimé de manière synthétique une défaite, ou une série de défaites si graves du mouvement de masse dans des pays clés de la lutte des classes, que c'est la paralysie temporaire du prolétariat qui a répondu à l'initiative belliqueuse de la bourgeoisie. En d'autres termes, les guerres contre-révolutionnaires « localisées » accompagnent des avancées ou des victoires partielles de la révolution mondiale. L'éclatement de la Seconde Guerre mondiale a exprimé, au contraire, une défaite historique profonde de cette même révolution.

pénible ascension séculaire. Le projet communiste serait de toute manière écarté de l'actualité pour une longue période. On peut évidemment penser — à tort,

2. Selon l'étude *Comprehensive Study on Nuclear Weapons*, soumise à l'Assemblée générale des Nations-Unies de 1980, on a calculé que l'explosion de 1 000 ogives nucléaires de 1 mégatonne contre l'URSS et les USA causerait instantanément la mort de 150 à 200 millions de personnes dans ces deux pays. Or, il y a actuellement déjà plus de 40 000 ogives nucléaires stockées de par le monde. Et il faut tenir compte des pertes causées ultérieurement par les retombées radioactives, la famine, la contamination, etc.

3. C'est le titre de l'essai initial du livre de Jonathan Shell, *The Fate of the Earth* (Pan Book, London, 1982), livre par ailleurs faible et inconséquent, mais qui décrit avec une grande force de conviction les conséquences, suicidaires pour le genre humain, d'une guerre nucléaire.

à notre avis — que tout cela est déjà devenu inévitable. Mais il est difficile de percevoir en quoi il serait particulièrement « révolutionnaire » de substituer un autre projet social à celui du communisme, en partant de l'hypothèse que les bases matérielles du communisme sont condamnées à disparaître, c'est-à-dire sans partir de l'inévitabilité de l'holocauste nucléaire.

Il en découle que le but stratégique du mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial doit être d'empêcher la guerre nucléaire mondiale et non pas de la « gagner » (quel que soit le contenu aberrant de cette dernière formule). Ou, pour exprimer ce but de manière encore plus précise, tout faire pour que les progrès de la révolution mondiale — tout en ne pouvant empêcher des interventions contre-révolutionnaires « localisées » de l'impérialisme (cela est utopique, aussi longtemps que l'impérialisme conservera le pouvoir politique et la puissance matérielle et militaire dans des pays clés) — paralysent de manière croissante sa capacité d'intervention avec des armes nucléaires, et conduisent progressivement à son désarmement nucléaire par le renversement de son pouvoir politique. Comme l'ont précisé de nombreux documents de la IV^e Internationale, ce désarmement n'est possible que de l'intérieur des forteresses impérialistes disposant d'armes nucléaires, et non de l'extérieur (4). Seul le prolétariat nord-américain, français, britannique, allemand, japonais peut désamorcer les armes nucléaires, en interdire à tout jamais l'emploi, les supprimer radicalement et les effacer une fois pour toutes de la terre (épaulé dans ce sens par le prolétariat soviétique et chinois). Tout le reste revient à croire à un miracle qui ne se produira pas, à savoir que les impérialistes seront à tout jamais assez sages, ou assez peureux, ou assez démoralisés, pour ne pas utiliser l'arme du désespoir, même s'ils conservent le pouvoir de le faire.

On pourrait, à première vue, trouver une contradiction entre le fait que nous soulignons l'inévitabilité des guerres contre-révolutionnaires « localisées » et que nous affirmons simultanément la nécessité et la possibilité d'empêcher la guerre nucléaire mondiale. Les premières ne risquent-elles pas de déboucher graduellement, quasi imperceptiblement, sur la seconde ? N'y a-t-il pas un risque réel que des armes nucléaires « tactiques » soient utilisées un jour contre des avancées de la révolution, soit par l'impérialisme directement, soit par un de ses relais particulièrement « motivé » (sionistes extrémistes au Moyen-Orient, partisans extrémistes de l'apartheid en Afrique du Sud) ? Toute escalade des guerres « localisées » en voie d'extension ne risque-t-elle pas de déclencher une conflagration généralisée, conduisant à la guerre nucléaire mondiale ?

Il y a un élément de vérité dans cette objection, mais seulement un élément. Il implique que le danger de guerre nucléaire augmente au fur et à mesure qu'augmente l'arsenal nucléaire et que se multiplient les conflits « locaux ». Mais on pas-

se de la dialectique au sophisme en passant du constat de l'accroissement de ce danger de guerre nucléaire à la conclusion de l'inévitabilité de son éclatement.

C'est justement la nature particulière des armes nucléaires qui nous permet de toucher du doigt cette différence capitale : aussi longtemps que survit l'impérialisme, les guerres locales et le danger de guerre nucléaire sont inévitables ; la guerre nucléaire ne l'est pas.

LA RÉALITÉ DE « L'ÉQUILIBRE DE LA TERREUR »

Il est un fait que, malgré l'accumulation depuis trente ans et plus d'un arsenal de plus en plus terrifiant d'armes nucléaires, celles-ci n'ont pas été utilisées jusqu'ici, alors que les guerres « locales » se sont multipliées et que des armes « classiques » de plus en plus sophistiquées et de plus en plus meurtrières y ont été effectivement employées. La raison de cette différence nous semble évidente. Ceux qui détiennent les armes nucléaires et qui peuvent décider de leur emploi connaissent parfaitement leur caractère suicidaire pour le genre humain. Le grand public peut être berné avec des récits monstrueux sur les « guerres nucléaires qui ne coûteront que quelques centaines de millions (sic) de morts » et que « ceux qui auront des abris nucléaires survivront », les puissants de ce monde ne sont pas dupes.

Il est vrai qu'un des buts partiellement « rationnels » de la folle course aux armements nucléaires, c'est la recherche frénétique d'armes nucléaires si « petites » et si « propres » que leur emploi « tactique » dans des guerres « localisées » deviendrait possible, sans déclencher automatiquement la guerre nucléaire mondiale. Sans pouvoir exclure totalement cette hypothèse, disons qu'elle est fortement improbable, et qu'elle impliquera, de toute façon, d'effroyables coûts en vies humaines et en destructions.

Cela signifie, en clair, que c'est la fabrication et la possession d'armes nucléaires par l'Union soviétique qui a sauvé jusqu'ici l'humanité de l'holocauste nucléaire. Sans cet « équilibre de la terreur », il est pratiquement certain que l'impérialisme aurait déjà utilisé l'arme nucléaire contre les « volontaires chinois » pendant la guerre de Corée, contre les révolutions vietnamienne et chinoise pendant la seconde guerre d'Indochine (5), voire contre d'autres révolutions.

Au-delà de la dictature totalitaire et contre-révolutionnaire de la bureaucratie soviétique, responsable en grande partie de la survie de l'impérialisme à l'échelle

mondiale (et donc, indirectement, de l'existence même du péril nucléaire), l'existence de l'Etat ouvrier soviétique en tant qu'Etat de nature socialement différente des Etats impérialistes, en tant qu'Etat d'une société qu'aucune logique infernale ne propulse sur la voie de l'holocauste nucléaire, prend une fois de plus toute sa signification contradictoire pour la réalité mondiale d'aujourd'hui, et confirme la justesse de sa définition marxiste, n'en déplaçant à tous ses destructeurs superficiels et inconstants qui le définissent comme étant de même nature sociale que celui des Etats-Unis.

Quand nous affirmons que, jusqu'ici, « l'équilibre de la terreur » a effectivement empêché l'éclatement de la guerre nucléaire mondiale, nous n'émettons pas un avis fondé sur une foi naïve dans la « rationalité humaine ». Nous avons suffisamment dénoncé le caractère profondément irrationnel du « troisième âge du capitalisme » pour ne pas nous attirer un tel reproche (6). Nous nous fondons sur quelque chose de beaucoup plus fondamental que la Raison : sur l'instinct de conservation, au sens physique du terme, des classes possédantes, et notamment de leurs représentants les plus puissants au sein du capital financier, du complexe militaro-industriel, et de leurs dirigeants politiques. Ces gens-là constituent la classe dominante la plus riche que le monde ait jamais connue. S'imaginer qu'ils soient prêts à sacrifier toute cette richesse, toute cette jouissance, tout ce pouvoir, à n'importe quel moment et dans n'importe quelle circonstance, sur l'autel d'idées abstraites ou de principes « absolus » comme l'« anticommunisme », la « défense de l'économie de marché » (appelée « défense de la liberté »), « la haine de la révolution », c'est se tromper du tout au tout concernant les motivations et le comportement de cette classe.

Ce à quoi on assiste périodiquement, c'est à un chantage nucléaire tendant à modifier marginalement les rapports de forces au sein de « l'équilibre de la terreur », non à une tentative suicidaire d'utiliser les armes nucléaires pour réintroduire le capitalisme à l'Est ou pour modifier à l'échelle mondiale les rapports de forces entre l'ensemble des forces impérialistes d'une part, et l'ensemble des forces non capitalistes (y compris l'Union soviétique et la Chine) d'autre part. C'est d'ailleurs actuellement la troisième fois depuis la Seconde Guerre mondiale que l'impérialisme déclenche pareille relance accélérée de la course aux armements nucléaires. Il l'a fait une première fois lors de la guerre de Corée (1950-1953). Il l'a fait une deuxième fois au début des

4. « En dernière analyse, seule la victoire du prolétariat dans les pays impérialistes les plus hautement développés, et avant tout la victoire du prolétariat américain, peut délivrer l'humanité du cauchemar de l'anéantissement nucléaire. Telle est, définitivement, la solution révolutionnaire socialiste que la IV^e Internationale oppose aux illusions utopiques de la "coexistence pacifique" et de la "victoire" dans une guerre nucléaire mondiale. »

Dialectique actuelle de la révolution mondiale, document adopté par le Congrès de réuni-

fication de la IV^e Internationale, juin 1963.

5. Nombreuses sont les sources déjà publiées qui attestent de débats au cours desquels l'emploi des armes nucléaires a été envisagé par les dirigeants de l'impérialisme américain, à ces occasions-là. Quand les sources aujourd'hui encore secrètes seront accessibles, on verra que ces occasions n'étaient pas les seules.

6. Voir notre chapitre sur « l'idéologie du capitalisme du troisième âge » dans Ernest Mandel, *Le Capitalisme du troisième âge*, UGE, 10/18, Paris, 1975.



Manifestation contre les missiles en Grande-Bretagne. (DR)

années 1960. Il s'y est engagé une troisième fois à partir de la fin des années 1970. Chacune de ces relances a abouti à une nouvelle tentative de « détente », c'est-à-dire à « l'équilibre de la terreur » confirmé.

LES LIMITES DE « L'ÉQUILIBRE DE LA TERREUR »

Mais, si nous croyons que « l'équilibre de la terreur » a permis d'éviter jusqu'ici l'emploi des armes nucléaires — et donc, par représailles et escalades successives, le déclenchement de la troisième guerre mondiale — pendant toute une période historique, nous sommes en même temps persuadés qu'il n'en sera pas ainsi indéfiniment. La raison du changement possible nous semble de nouveau liée à l'amplification de la crise structurelle qui frappe le système capitaliste à l'échelle mondiale.

Ce qui distingue l'actuelle relance de la course aux armements nucléaires de celle des années 1950 et 1960, c'est qu'elle correspond davantage à un *besoin économique intrinsèque* de l'économie impérialiste, lié à la dégradation à long terme de la situation économique du capitalisme. Dans des conditions de tassement du taux de profit et de stagnation des débouchés « normaux », la production d'armes est de plus en plus le « marché de substitution » par excellence qui relance l'accumulation du capital.

Plus grand est le poids des dépenses d'armement dans l'économie impérialiste, plus grande est la pression pour accentuer l'austérité et en finir avec le *Welfare State* (Etat-providence) sous toutes ses formes, plus s'exacerbe la lutte de classe, y compris pour des objectifs immédiats et défensifs, et plus la bourgeoisie impérialiste est amenée à rechercher aussi un changement de régime politique au sein de ses principales citadelles (7).

Quand nous disons que les classes dominantes nord-américaine, européenne et japonaise, ont été et restent motivées au cours des trente dernières années par tout

ce que leurs richesses impliquent concrètement, et notamment par des possibilités de manœuvre qui résultent des immenses réserves qu'elles détiennent encore, nous entendons par là quelque chose de fort précis : un « climat » politique, social, militaire et idéologique d'ensemble résultant d'une longue période de croissance accélérée, et qui a profondément imprégné le personnel politique dirigeant de l'impérialisme, sur l'arrière-fond d'un rapport de force déterminé, tant avec la classe ouvrière qu'avec les bureaucraties soviétique et chinoise. Certes, c'est un personnel capable de mille initiatives barbares contre la révolution coloniale (tortures en Algérie, défoliants au Vietnam, massacres en Amérique latine, armes « antipersonnel » utilisées contre le peuple palestinien, etc.). Mais ce n'est pas un personnel politique prêt à la barbarie suicidaire d'un Adolf Hitler de 1944-1945 ou d'un général Hideki Tojo à la même époque au Japon.

Pour qu'un personnel politique prêt à la « solution finale » pour toute l'humanité arrive à la tête des principales puissances impérialistes, il faut un climat économique totalement différent, il faut que les principales forces du grand capital y soient littéralement acculées, il faut d'autres dominantes idéologiques, d'autres rapports de force entre les classes dans ces pays. Justement, avec la prolongation d'une « onde dépressive » de l'économie capitaliste internationale, avec l'accentuation de l'offensive d'austérité et de remilitarisation du capital international, apparaissent progressivement, dans les coulisses ou sur les bords de la scène, les personnages, les tendances, voire les forces politiques, qui incarnent la résolution de se battre jusqu'à la mort sans phrase, y compris le suicide collectif, pour la plus grande gloire de la propriété privée, de la nation ou de la race, comme le firent Adolf Hitler et Hideki Tojo (mais cette fois-ci il s'agira de la mort nucléaire).

Il serait profondément irresponsable d'écarter d'un revers de la main la possibilité d'un tel « tournant suicidaire » du personnel dirigeant du grand capital, une

fois dépassé un certain seuil de la crise structurelle du capitalisme en déclin (comme le seuil dépassé en Allemagne vers 1932). Ceux qui croient que « l'équilibre de la terreur » ou la propagande anti-nucléaire peuvent nous sauver à *tout jamais* de l'holocauste nucléaire sont comme ceux qui croient la petite voix qui sussure : « Toi, tu ne peux pas mourir ! » Hélas, notre destin à nous autres humains, c'est que non seulement les individus meurent inévitablement, mais que même l'espèce peut disparaître, si elle ne maîtrise pas à temps sa destinée sociale, si elle ne la soumet pas à des règles rigides face à la menace nucléaire, *par la création d'un ordre social mondial qui rende impossible la guerre*. Ce qui signifie, en clair, l'abolition de la propriété privée et de l'Etat national souverain, et la constitution d'un pouvoir mondial des producteurs (la Fédération socialiste mondiale) qui interdise la fabrication de toute arme importante et qui ait les moyens d'imposer le respect de cette interdiction.

« L'équilibre de la terreur » perd progressivement son efficacité, au fur et à mesure que s'aggravent et la dépression et la crise capitalistes de longue durée, au fur et à mesure que se modifient les rapports de forces *au sein des sociétés bourgeoises impérialistes*, au fur et à mesure que s'amplifient l'austérité et la remilitarisation. Ces phénomènes sont structurellement liés les uns aux autres.

Il en découle une première conclusion essentielle : la possibilité ou non de voir arriver au pouvoir des groupes de politiciens bourgeois prêts à déclencher la guerre nucléaire *dépend de l'issue de l'ensemble des luttes de classes politiques et économiques des principaux pays capitalistes* dans les années et les décennies à venir. Il leur faudra d'abord vaincre le prolétariat occidental (et le mouvement anti-impérialiste des pays dépendants les plus développés) avant de pouvoir pousser sur le bouton de l'holocauste. Voilà ce qui doit guider l'orientation des marxistes révolutionnaires ainsi que le cours politique de tous ceux et de toutes celles qui ont compris la gravité du péril nucléaire.

Un parallèle vient immédiatement à l'esprit. Vers la fin des années 1920, la fraction stalinienne a en grande partie motivé le cours criminel ultra-gauche, dit « de troisième période », de l'Internationale communiste par l'imminence du danger de guerre. Il y avait, certes, quelques éléments de vrai dans cette analyse. Mais nous savons aujourd'hui jusqu'à quel point Trotsky avait raison quand il soulignait que rien n'était décidé ni en 1928, ni en 1929, ni en 1931 (date du déclenchement de l'agression japonaise contre la

7. Un but parallèle de la relance de la course aux armements nucléaires par l'impérialisme est d'aggraver la crise économique et sociale en URSS. Par suite du déclin du taux de croissance de l'économie soviétique, le Kremlin se trouvera acculé à des choix déchirants s'il doit accroître considérablement ses dépenses militaires, comme Washington entend l'y obliger. Pour éviter qu'il en soit ainsi, il devra payer un prix politique dont l'impérialisme s'efforce d'augmenter le montant.

Chine, qui a été en quelque sorte à la fois la prolongation de l'agression impérialiste plus générale, mais aussi plus diffuse, contre la révolution chinoise et le début de la marche vers la Seconde Guerre mondiale), ni même en 1936.

La marche vers la Seconde Guerre mondiale avait, certes, déjà commencé. Mais l'inévitabilité de la Seconde Guerre mondiale est passée par la défaite du prolétariat allemand de 1933, par la trahison de la montée révolutionnaire française de 1936 et, surtout, par l'étouffement, puis l'écrasement de la révolution espagnole de 1936-1937. Rien n'était fatal à ce propos, et certainement pas en 1928-1929.

chances d'une renaissance de la civilisation dans le socialisme libéré de l'angoisse de l'holocauste nucléaire (9). La seconde conduit éventuellement sinon probablement à cet holocauste.

IMPORTANCE DES MOBILISATIONS ANTI-GUERRE ET ANTI-NUCLÉAIRES

Au fur et à mesure que s'amplifie l'offensive du Capital vers l'austérité, la remilitarisation amplifiée et les attaques de plus en plus graves contre les conquêtes sociales et politiques du prolétariat des pays impérialistes — en même temps que

de nombreux participants et qu'il soit du devoir des marxistes révolutionnaires de propager inlassablement ces idées et d'en accroître l'influence au sein du mouvement. Ce qui motive ce mouvement, c'est fondamentalement la peur de l'holocauste nucléaire, l'instinct physique de conservation. C'est pourquoi, à la surprise générale, les masses allemandes, qui ont pourtant un niveau de conscience politique bien plus bas que les masses françaises et italiennes, y participent bien plus largement que leurs frères et sœurs de classe dans les pays voisins. Car les masses allemandes sont convaincues que toute l'Allemagne sera détruite dès les premiers



Beyrouth sous les bombes. (DR)

Dans ce sens, et avec toutes les réserves qu'appellent les analogies historiques, la situation d'aujourd'hui se rapproche davantage de celle de 1928-1931 que de celle d'après 1938. Les batailles de classe décisives sont devant nous, non derrière nous. Ce sont elles qui décideront de la marche vers la guerre.

On peut formuler une deuxième conclusion essentielle : le sort de l'humanité se joue dans une course de vitesse entre, d'une part, la capacité du mouvement ouvrier international à renverser le pouvoir dans les principales forteresses impérialistes — tout affaiblissement extérieur contribuant évidemment à ce renversement, mais sans pouvoir se substituer à lui —, d'y résoudre la question de la percée vers le socialisme et, d'autre part, la tentative de l'impérialisme d'infliger à ce mouvement ouvrier international des défaites décisives, qui laisseraient le champ libre à la guerre nucléaire. L'offensive d'austérité et de remilitarisation débouche d'ailleurs, tôt ou tard, sur une offensive de remise en cause de l'essentiel des libertés démocratiques du mouvement ouvrier, qui ouvrirait à son tour la porte à un changement fondamental du personnel politique impérialiste (8).

La première voie implique la transgression de la révolution mondiale, de son développement fragmentaire et empirique à son développement universel et conscient. La seconde signifie la défaite de la révolution mondiale. La première voie sauve le genre humain, préserve les

des coups de boutoir de plus en plus meurtriers et barbares contre la révolution coloniale —, « l'équilibre de la terreur » perd une partie de son efficacité comme obstacle principal de la marche vers la troisième guerre mondiale. Dans la même mesure s'accroît l'importance du mouvement anti-guerre (avant tout anti-guerre nucléaire), qui se développe aujourd'hui dans les principaux pays impérialistes, et dont la manifestation du 1er juin 1982 à New York (la plus grande manifestation de l'histoire des Etats-Unis sinon des pays impérialistes, avec un million de participants) n'a constitué qu'un avant-goût.

Ce qui motive ce mouvement, ce n'est pas le désir immédiat de renverser le capitalisme, seul responsable de la course aux armements nucléaires, ou de soutenir la révolution à l'échelle mondiale, bien que ces motivations soient présentes chez

jours d'une guerre nucléaire, et elles veulent vivre.

Ceux qui, avec pédanterie, dénie à l'action de ces masses leur impact *objectivement révolutionnaire*, sous prétexte qu'elles ne font pas, de prime abord, la distinction entre Etats ouvriers bureaucratés et Etats bourgeois, qu'elles emploient quelquefois le jargon concernant les prétendues « super-puissances » à mettre sur le même pied, qu'elles ne font pas preuve d'« internationalisme prolétarien » par rapport aux révolutions en cours (reproches qui sont d'ailleurs en partie faux), méconnaissent deux aspects essentiels de la situation mondiale :

Primo, c'est l'impérialisme, et l'impérialisme seul, qui a vitalement et désespérément besoin d'armes nucléaires pour sa stratégie militaire contre-révolutionnaire.

8. A plusieurs reprises, nous avons insisté sur les risques politiques inhérents au maintien de la démocratie bourgeoise pour une démocratie engagée dans une politique d'appauvrissement systématique des masses laborieuses. Certes, il n'y a rien d'automatique dans des victoires de la gauche réformatrice dans de telles circonstances : elles dépendent de beaucoup de facteurs, variant d'un pays à l'autre et d'une situation à une autre. Néanmoins, le risque d'un désastre électoral pour la bourgeoisie, comparable à celui du 10 mai 1981 en France, est réel dans de telles conditions. Récemment, pour la première fois dans l'histoire, la gauche réformatrice a obtenu à l'île Maurice tous les mandats parlementaires lors d'élections pourtant organisées sous un gouvernement de droite.

9. Deux intellectuels anglo-saxons, qui n'ont pourtant rien de révolutionnaire, viennent de se prononcer pour l'abolition et l'interdiction immédiate des armes nucléaires : le Britannique lord Solly Zuckerman (*Nuclear Illusion and Reality*, New York, Viking Press, 1982), ancien principal conseiller scientifique du ministère britannique de la Défense, et l'Américain Theodor Draper, historien social-démocrate spécialisé dans l'étude du stalinisme et anti-communiste convaincu (« How Not to Think About Nuclear War » dans *New York Review of Books*, 15 juillet 1982). Mais ils ne répondent pas à la question de savoir quelles sont les préconditions politiques et sociales pour permettre pareille abolition et interdiction.

Concentrer le mouvement contre les armes nucléaires, c'est donc frapper objectivement l'impérialisme.

Secundo, ces mouvements de masse, dans la mesure où ils incluent des secteurs croissants du mouvement ouvrier organisé et de la jeunesse, déclenchent une *dynamique objectivement anticapitaliste*, indépendamment de la phraséologie utilisée par certains de leurs dirigeants. Car ils visent et viseront à imposer non seulement des mesures concrètes de désarmement unilatéral de l'impérialisme (contre l'installation de missiles *Pershing* et *Cruise*, contre les bases de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord - OTAN), mais encore une politique économique fondée sur l'alternative anticapitaliste à l'austérité et à la remilitarisation : des emplois et pas des bombes ; des écoles et des hôpitaux et pas de bases militaires ; la semaine de 35 heures par la réduction radicale du budget militaire, etc.

D'une manière plus générale, la lutte contre la course aux armements nucléaires et contre l'offensive de remilitarisation recoupe, au moins sur un point essentiel, la lutte contre la crise capitaliste et contre le capitalisme en général. *Elle enseigne aux masses les plus larges qu'il n'y a aucune fatalité menant à la troisième guerre mondiale, pas plus qu'il n'y a de fatalité qui mène à la crise, à 35 millions de chômeurs dans les pays impérialistes, à la faim dans le Tiers-Monde ou à la torture partout.* Les « cavaliers de l'Apocalypse » peuvent être arrêtés, à condition que les masses, que les exploités et les opprimés, saisissent leur destin dans leurs propres mains.

Dans ces conditions, il est du devoir des marxistes révolutionnaires de se battre aux premiers rangs du mouvement anti-guerre et anti-armes nucléaires, d'y être des éléments unitaires et fédérateurs, d'y entraîner le maximum de forces du mouvement ouvrier organisé et des « mouvements sociaux » qui en sont les alliés naturels, de faire descendre des millions et des millions de gens dans la rue de par le monde. Si ce mouvement s'amplifie et se généralise, nous connaissons l'itinéraire opposé à celui de 1913-1914 et de 1938-1939. *Ces fois-là, la guerre avait étouffé la révolution ; cette fois-ci, la révolution empêchera la guerre.* C'est dans ce cadre unitaire que nous défendons l'ensemble de notre programme, et pour la solidarité avec les révolutions en cours, et avec toutes les victimes des guerres contre-révolutionnaires « locales » de l'impérialisme. Nous, marxistes révolutionnaires, ne subordonnons pas la mobilisation unitaire au débat idéologique, parce que nous comprenons l'impact décisif de ces mobilisations sur les chances objectives de révolution mondiale.

Dans le même sens, nous appuyons résolument des mouvements de masse autonomes contre la course aux armements en République démocratique allemande (RDA) et dans les autres pays d'Europe orientale. Non pas que nous mettions sur le même pied des Etats ouvriers et des Etats bourgeois, ou que

nous aurions oublié le devoir de défendre, en cas de conflit militaire, les premiers contre les seconds. Mais nous comprenons que, dans la situation mondiale d'aujourd'hui, tout ce qui favorise la mobilisation la plus large et la plus unitaire pour le désarmement unilatéral de l'impérialisme en Europe constitue un coup mille fois plus dur contre l'impérialisme, et donc une contribution mille fois plus efficace à la défense de l'URSS et des autres Etats ouvriers, que quelques fusées en plus ou quelques conflits disciplinaires en moins dans l'armée de tel ou tel Etat ouvrier.

En enlevant à la bourgeoisie un de ses principaux arguments politiques pour diviser le mouvement anti-guerre en Occident et freiner son essor, le mouvement anti-guerre à l'Est porte objectivement un coup à l'impérialisme plus qu'à la bureaucratie. En réclamant un contrôle public et démocratique des masses sur la politique militaire et étrangère, le mouvement anti-guerre autonome en Europe orientale et en URSS y stimule objectivement la révolution politique antibureaucratique. Celle-ci est partie intégrante de la révolution mondiale, et donc de la lutte pour sauver l'humanité de l'anéantissement nucléaire. Comme viennent de le démontrer successivement les avancées de la révolution politique et de la contre-révolution en Pologne (10), elles entraînent des conséquences quasi immédiates — positives dans le premier cas, négatives dans le second — pour la lutte anti-impérialiste et anticapitaliste à l'échelle internationale.

NOTRE DÉBAT AVEC LES PACIFISTES

Il est faux et contre-productif d'engager le débat avec les pacifistes sur le terrain de savoir s'il est, oui ou non, prioritaire d'abolir les armes nucléaires (de même que les écologistes disent qu'il est prioritaire de sauver la biosphère de la pollution) plutôt que d'abolir le régime capitaliste. Nous renversons la question : *il est impossible d'éliminer la menace de guerre nucléaire sans éliminer le régime capitaliste.* Tant que subsisteront la propriété privée des moyens de production, la concurrence et l'économie de marché qui en découlent, l'âpreté au gain individuel, la production pour le profit et toute leur logique infernale, y compris de frustrations et d'agressivité exacerbées, rien ni personne n'empêcheront des groupes ou des individus d'acheter des machines et de la main-d'œuvre pour gagner plus d'argent en fabriquant des armes potentiellement destructrices de l'humanité. Pour empêcher des groupes sociaux de jouer la survie du genre humain à la roulette russe, il faut créer des conditions sociales et matérielles nécessaires à ce dessein, par la victoire de la révolution socialiste mondiale, par la création de la Fédération socialiste mondiale, par la socialisation des moyens de production, leur emploi sous le contrôle public le plus large, libéré de tout « secret ».

Nous reprochons donc aux pacifistes, non pas d'« exagérer » le danger des armes nucléaires, mais de le sous-estimer.

Nous leur reprochons de se contenter de mesures temporaires — la lutte pour telle ou telle mesure immédiate que nous appuyons évidemment, telle la lutte pour la zone dénucléarisée en Europe, du Portugal à la Pologne —, sans voir que le danger terrifiant subsistera aussi longtemps que subsisteront le régime capitaliste et l'Etat national souverain, c'est-à-dire la possibilité, *pour certains*, de décider de la fabrication de ces bombes derrière le dos de la grande majorité du genre humain. Nous disons aux pacifistes radicaux : l'humanité ne sera libérée du cauchemar de la menace nucléaire que si elle prend elle-même en main le droit et le pouvoir de décider ce qui est produit, et aussi ce qu'il est interdit de produire. Cela suppose la suppression de la propriété privée, de la concurrence entre individus, entre Etats, et de l'économie marchande. Si vous n'êtes pas prêts à payer ce prix, c'est que vous préférez courir le risque de voir disparaître le genre humain plutôt que de modifier le régime social qui conduit au suicide collectif.

Pour nous, la cause de la lutte contre la guerre et de la lutte pour le socialisme n'est qu'une. Seul un monde socialiste autogéré sera un monde sans armes. Les hommes et les femmes qui habitent cette planète, ayant compris le terrible danger qu'ils courent, décideront collectivement qu'on ne fabriquera plus d'armes d'extermination et créeront le seul régime social capable de faire respecter cette interdiction.

Autant nous sommes partisans de toute lutte, de toute mobilisation concrète, immédiate, contre l'actuelle relance impérialiste de la course aux armements, autant nous continuerons sans relâche à dénoncer *l'illusion historique* selon laquelle il serait possible d'abolir les armes d'extermination sans détruire le régime capitaliste. Elle est du même ordre que l'illusion des années 1950 et 1960, selon laquelle il aurait été possible d'empêcher les crises économiques sans abolir la domination du capital. Elle risque de connaître le même sort, avec un résultat mille fois plus terrifiant pour le genre humain.

De même que la lutte contre l'austérité, la lutte contre la remilitarisation ne peut atteindre sa pleine ampleur, et surtout ne peut arracher la victoire, que si elle débouche sur une *solution anticapitaliste d'ensemble* : arracher le pouvoir politique à la bourgeoisie. Il n'y a pas d'autre issue historique à la crise de l'humanité — dont la course au suicide nucléaire est l'expression la plus condensée — que la conquête du pouvoir par les travailleurs et son exercice à l'échelle mondiale, dans le cadre de la démocratie socialiste pluraliste la plus large, fondée sur l'autogestion planifiée des producteurs.

Ernest MANDEL
1er juillet 1982.

10. « Révolution politique et contre-révolution en Pologne », résolution adoptée par le Comité exécutif international (CEI) de la IVe Internationale, le 27 mai 1982, dans *Inprecor*, numéro 130 du 12 juillet 1982.

Le projet de révision de la Constitution chinoise

LA cinquième session de l'Assemblée nationale populaire de Chine se réunira au mois de novembre prochain, deux mois après le Congrès du Parti convoqué pour septembre. Cette décision a été confirmée par le Comité permanent de l'Assemblée, réuni à Pékin du 19 au 23 août. Le principal point à l'ordre du jour de cette session sera l'examen du projet de révision de la Constitution rendu public en mai dernier, après son adoption par le Comité permanent.

Dans son travail, la Commission pour la révision de la Constitution semble s'être inspirée de l'esprit de la Constitution de 1954. Quatorze ans après la destitution de Liu Shaoqi, dernier président de la République populaire, elle propose de rétablir la fonction de chef d'Etat, abolie dans le texte de 1975, et qui n'avait pas été rétablie dans la Constitution adoptée en mars 1978.

Nous reproduisons ci-dessous un article d'analyse critique du projet de révision constitutionnelle publié dans la revue marxiste révolutionnaire *October Review*, éditée à Hong Kong (article daté du 4 mai 1982).

Le projet de révision introduit les notions de « démocratie socialiste » et de « système légal socialiste », absentes de la Constitution de 1978. Elles sont censées garantir les droits fondamentaux des citoyens.

Pourtant, procès et condamnations continuent à se succéder. Xu Wenli, ouvrier électricien de 38 ans, arrêté en avril



1981, vient ainsi d'être condamné à 15 ans de prison pour « activités contre-révolutionnaires ». Il était en fait l'animateur de la revue *Tribune du 5 avril*, qu'il avait fondée en 1978. Cette revue représentait une position marxiste dans la contestation issue du printemps de Pékin (1976).

« OCTOBER REVIEW »

Le projet de révision de la Constitution de la République populaire de Chine (RPC) a été rendu public au début de 1982 ; à cette occasion, le gouvernement (« Conseil des affaires d'Etat ») a déclaré inviter le peuple à donner son avis, afin que des modifications puissent y être apportées. Une fois révisé, le projet sera ensuite discuté et adopté par la cinquième session de l'Assemblée populaire nationale. Quelle que soit la façon dont la direction tiendra compte des avis émis par le peuple, cette démarche diffère des procédures de révision constitutionnelle suivies en 1975 et le 5 mars 1978, quand la « discussion » avait été limitée à des cercles désignés officiellement. Cela exprime la très forte pression exercée par les aspirations démocratiques de la population.

LE POUVOIR DE LA DIRECTION DU PCC RESTE LE MEME

Le statut « légal » accordé au Parti communiste chinois (PCC) dans les précédents textes constitutionnels a disparu des quatre chapitres du projet soumis à la « discussion » ; particulièrement des phrases comme : « Le PCC est le noyau de direction de tout le peuple chinois. La classe ouvrière exerce son pouvoir sur l'Etat à travers son avant-garde, le PCC.

(...) L'idéologie dominante de la République populaire de Chine est la Pensée Mao Zedong. (...) L'Etat défend la position dominante de la Pensée Mao Zedong dans toutes les sphères de l'idéologie et de la culture. » Les forces armées étaient jusqu'à présent commandées par le président du Comité central (CC) du PCC ; le Premier ministre était choisi par l'Assemblée nationale « sur recommandation » du CC du PCC. Dans les 140 articles soumis à la discussion, la mention « Parti communiste chinois » n'apparaît pas une seule fois.

Ce faisant, le PCC essaie de faire la preuve de la séparation tant proclamée entre l'Etat et le parti, et de renforcer l'idée de la légalité du pouvoir. Cela est rendu nécessaire par l'existence même de la dictature du parti unique, qui place un parti (et même une fraction ou un dirigeant de ce parti) au-dessus de tout le peuple travailleur et de l'Etat, ce qui suscite un fort ressentiment parmi les travailleurs. Or, c'est ce ressentiment qu'il s'agit de calmer. De sérieuses difficultés dans différents domaines, aggravées par le pouvoir absolu du PCC, ont fait qu'il s'est avéré impossible pour la fraction dominante de continuer à régner selon l'arbitraire le plus extrême, comme c'était le cas au temps de Mao Zedong (mort le 9 septembre 1976). Elle doit maintenant se cacher derrière le « pouvoir légal ». La révision de la Constitution en cours vise à restaurer le soutien et la confiance du

peuple dans le PCC. Elle doit également établir un certain nombre de normes légales pour rendre plus aisée sa domination.

Mais les modifications formelles et littéraires ne changent rien à l'essence de la dictature du parti unique qui demeure la même qu'auparavant.

Même dans le préambule du projet — et le préambule constitue le fondement idéologique de tout texte —, il est encore dit que, pour « maintenir les 4 Principes fondamentaux, il est essentiel d'adhérer à la direction du PCC », selon les explications données par Peng Zhen, vice-président du Comité pour la révision de la Constitution. Le maintien de la prédominance de la direction du PCC sur le peuple et sur l'Assemblée populaire montre bien que la dictature du parti unique reste entière dans la Constitution ; le pouvoir du parti s'impose même à la Constitution et il n'y a, en fait, pas la moindre séparation entre le parti et l'Etat. En conséquence, le dernier paragraphe du préambule qui dit que « la Constitution est la Loi fondamentale de notre Etat et détient l'autorité suprême légale » n'est que pure hypocrisie.

Ainsi donc, bien que l'article 2 des Principes généraux affirme que « tout le pouvoir dans la RPC appartient au peuple », et bien que cette phrase ait été maintenue dans les trois Constitutions précédentes, les trente-deux années écoulées

lées depuis la fondation de la RPC le 1er octobre 1949 ont prouvé que « tout le pouvoir » appartient au PCC et que le peuple n'en a aucun. L'Assemblée populaire nationale et ses structures locales ne sont que des chambres d'enregistrement, car c'est le PCC qui détient le pouvoir suprême. Tant que le privilège de direction du PCC ne sera pas aboli, la Constitution, aussi bien écrite soit-elle, ne sera jamais qu'un écran destiné à masquer la dictature du PCC, et une caricature de démocratie socialiste.

LES ERREURS DU PRÉAMBULE

Le préambule contient d'autres graves erreurs :

1.— On y lit que « depuis la fondation de la RPC, la société est passée petit à petit de la démocratie nouvelle au socialisme. » Mais, en fait, depuis 1949, le modèle de société de démocratie nouvelle conçue dans les écrits de Mao Zedong *Sur la Démocratie nouvelle* n'a jamais vu le jour en Chine. La Chine n'est pas devenue une société socialiste dont le niveau des forces productives serait supérieur à celui déjà atteint par les pays capitalistes avancés. Dans sa présentation du projet, Peng Zhen admet que « le progrès de la société socialiste exige un haut développement des forces productives comme fondement matériel ». La Chine est encore loin de disposer d'une telle base matérielle et elle ne peut donc pas être appelée une société socialiste.

2.— Le préambule affirme que « dirigée par la classe ouvrière et basée sur l'alliance entre les ouvriers et les paysans, la dictature démocratique du peuple — c'est-à-dire la dictature du prolétariat — s'est consolidée et développée ». Etablir un parallèle entre la « dictature démocratique du peuple » et la dictature du prolétariat représente une sérieuse entorse au marxisme. Le marxisme affirme que la seconde est la dictature du prolétariat à l'encontre de la classe exploiteuse, la bourgeoisie. Mais le terme « peuple », dans la « dictature démocratique du peuple » promulguée par Mao Zedong, désigne « le prolétariat, la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie nationale » (Mao Zedong, *Oeuvres choisies*, vol. 4, p. 1364 de l'édition chinoise). La « dictature » exercée conjointement par les classes exploitées et exploiteuses n'est certainement pas la dictature du prolétariat. Mao Zedong lui-même avait souligné cette différence fondamentale : « Les très nombreuses formes de systèmes étatiques qui existent de par le monde peuvent être réduites à trois formes essentielles, selon le caractère de classe du pouvoir politique qu'elles représentent : 1) les régimes sous la dictature de la bourgeoisie ; 2) les régimes sous la dictature du prolétariat, et 3) les régimes sous la dictature conjointe de plusieurs classes révolutionnaires » (Mao Zedong, *Oeuvres choisies*, vol. 2, p. 636 de l'édition chinoise). Définir le système étatique chinois dans les Principes fondamentaux de la Constitution comme étant du troisième

type relève d'une autre trahison du marxisme.

3.— Quand il parle des 4 Principes fondamentaux, le préambule élimine tout simplement le terme « dictature du prolétariat », et ne parle plus que de la « persistance de la dictature démocratique du peuple ». Le PCC a hésité sur cette question : il a d'abord proposé « persistance de la dictature du prolétariat », puis a changé pour « persistance de la dictature démocratique du peuple ». Cette reculade reflète une tendance de plus en plus droitière dans la politique du PCC (faite de concessions croissantes aux forces capitalistes nationales et étrangères) et sa tentative de couvrir sa nature dictatoriale et bureaucratique par le mot « démocratique ». En même temps, le projet insiste sur l'existence d'un « large front uni » dans le pays et met en avant son organisation, la Conférence consultative politique du peuple chinois, dans l'intention de rétablir, jusqu'à un certain point, la collaboration de classe de la fin des années 1940 et du début des années 1950, et de s'assurer la collaboration d'anciens industriels, hommes d'affaires et intellectuels de haut rang, pour aider le PCC à stabiliser son pouvoir.



Le mur de la liberté, c'était hier. (DR)

4.— Quand il aborde la politique étrangère chinoise, le préambule supprime du texte de l'ancienne Constitution les phrases suivantes : « Nous devons soutenir l'internationalisme prolétarien. (...) Nous devons renforcer notre unité avec le prolétariat et les peuples et nations opprimés de par le monde, avec les pays socialistes. (...) Nous devons nous opposer à une nouvelle guerre mondiale. » Bien que ces phrases aient été inscrites dans le texte de la Constitution avec une fonction purement décorative, leur suppression aujourd'hui reflète encore une fois la tendance droitière de la politique étrangère du PCC.

Le texte de la Constitution de 1918 de la Russie soviétique, rédigé sous la direction de Lénine, montre de façon irréfutable dans quelle mesure le nouveau projet de Constitution chinoise trahit le léninisme. Le chapitre 2 de la Constitution de la République soviétique de Russie affirmait : « La tâche fondamentale du

IIIe Congrès panrusse des soviets de députés ouvriers, paysans et soldats est l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'abolition totale de la division du peuple en classes, la suppression des exploiteurs, l'établissement d'une société socialiste, et la victoire du socialisme dans tous les pays. »

UNE TENDANCE DROITIÈRE DANS LES « PRINCIPES FONDAMENTAUX »

Bien que les Principes fondamentaux affirment que le secteur étatisé de l'économie — c'est-à-dire le secteur socialiste qui appartient au peuple — est la force dominante de l'économie nationale, et que l'Etat pousse à sa consolidation et à son développement, le feu vert est donné à l'économie privée et à la propriété privée, leur fournissant ainsi la possibilité de se développer et de miner le secteur économique étatisé. Examinons de plus près ce danger :

1.— Le projet déclare que seul le sol des villes est propriété de l'Etat. Dans les villages, les régions suburbaines, la terre appartient aux collectivités, c'est aussi le cas pour les lopins individuels à la campagne ou dans les régions montagneuses. Dans la mesure où la propriété peut aussi être privée, les communes et les brigades ont le droit de vendre ou de louer la terre qui est attribuée à leur propriété collective. Ces dernières années, de tels cas ont été signalés dans la presse officielle. Quand le projet stipule qu'« aucun organisme ou individu ne saisira, achètera, vendra ou louera la terre », il ne se donne pas les moyens d'empêcher de telles transactions. Pour ce faire, il faudrait que la Constitution déclare que toute la terre est propriété d'Etat et non pas d'organismes collectifs ou d'individus. Ces derniers ne peuvent avoir que le droit d'utiliser la terre. Par exemple, la Constitution soviétique de 1918 affirmait : « Afin de réaliser la socialisation du sol, toute propriété privée de la terre est abolie, et toute la terre est déclarée propriété nationale. »

2.— Le projet affirme que « l'Etat protège le droit des citoyens de posséder légalement des revenus, des économies, des maisons et autre propriété légale » et protège également « le droit d'hériter des biens privés ». Au cours des dernières années, des anciens capitalistes ont recommencé à recevoir des compensations et des intérêts pour des gains obtenus par l'exploitation, et des propriétaires d'immeubles ont retrouvé le droit de propriété et celui de percevoir légalement des loyers. La Constitution s'engage maintenant à assurer la protection de ce principe sacro-saint de la propriété privée. Les différenciations sociales sont appelées à s'accroître. La recherche avide de l'accumulation de propriété privée individuelle va être fortement stimulée. La pratique du PCC qui visait, ces dernières années, à encourager les foyers à s'enrichir sans imposer les restrictions nécessaires, a entraîné un accroissement notable du nombre de paysans riches. Ces derniers se trouvent dorénavant protégés par le projet de

Constitution.

3.— Il permet aux « entreprises étrangères, à d'autres organisations économiques étrangères ou à des personnes privées étrangères d'investir en Chine ou d'entreprendre différentes formes de coopération économique avec les entreprises chinoises ou d'autres organismes économiques ». Cela ne fait que bafouer le passage du préambule qui affirme que « le système d'exploitation de l'homme par l'homme a été aboli », car cela permet d'ouvrir une brèche pour faciliter l'entrée du capital étranger en Chine et cela pave la voie à la réintroduction d'un système d'exploitation. En fait, cette ouverture a amené plus de mal que de bien. En 1979-1981, seulement 200 millions de dollars de capitaux appartenant à des étrangers ont été autorisés à entrer en Chine ; ce chiffre est très faible si on le compare aux sommes gaspillées chaque année du fait de la gestion bureaucratique et de la corruption. Mais la Chine fait là d'importantes concessions politiques et économiques.

4.— Le projet stipule que « les unités de l'économie collective pratiquent une gestion démocratique comme le prévoit la loi ; le personnel dirigeant doit être élu et révocable et les décisions concernant les grandes questions de l'entreprise doivent être prises par l'ensemble des travailleurs et des employés ». Mais les ouvriers et employés des entreprises étatisées n'ont pas le même droit ; ils peuvent seulement, « en conformité avec la loi, participer à la direction de leurs entreprises respectives à travers l'assemblée des ouvriers et employés et autres canaux ». Le but est de restreindre les droits des travailleurs du secteur étatisé. Alors qu'il impose ces restrictions aux travailleurs, le projet autorise les entreprises étatisées à « exercer le pouvoir de décision au niveau de direction, dans les limites spécifiées par la loi ». Ce qui, en fait, signifie donner un pouvoir « autonome » aux cadres dirigeants de ces entreprises (mais pas aux travailleurs). Il ne fait donc que réaffirmer le rôle des bureaucrates dans l'administration des entreprises.

En ce qui concerne les minorités nationales, on ne leur accorde que l'« autonomie » et non l'autodétermination. Les Principes fondamentaux affirment qu'elles sont une « partie inaliénable » de la Chine, leur refusant ainsi le droit à la sécession, ce qui est contraire à la position de principe de Lénine sur la question des minorités. La Constitution de l'URSS, adoptée en janvier 1924, affirmait sans équivoque les droits à la souveraineté, y compris « le droit de se retirer de l'Union » pour toutes les Républiques qui la composaient.

LES DROITS DES CITOYENS

Le nouveau projet de Constitution place le chapitre « Les droits fondamentaux des citoyens » avant le chapitre « Structures de l'Etat », alors qu'il était après dans l'ancienne Constitution. En même temps, le nombre des articles

concernant ces droits est passé de 12 dans la Constitution du 5 mars 1978 (4 dans celle de 1975) à 15. Les propagandistes du PCC insistent sur l'importance que le projet donne ainsi aux droits des citoyens, ce qui est bien sûr ridicule : un accroissement du nombre des articles est vraiment futile, si ceux-ci restent des proclamations creuses et sont, dans la réalité, soumis à l'arbitraire de ceux qui détiennent le pouvoir (ce qui est le cas depuis août-octobre 1954). En outre, quand on lit le texte, on constate que ces articles sont pires que ceux des trois Constitutions précédentes :

— Premièrement, l'essence de ce nouveau projet est en fait une nouvelle restriction apportée aux droits fondamentaux des citoyens. Il souligne que « les droits des citoyens sont inséparables de leurs devoirs. Tout citoyen jouit des droits prescrits par la Constitution et la loi et, en même temps, a le devoir de se soumettre à la Constitution et à la loi ; au cours de l'exercice de leurs libertés et de leurs droits, les citoyens ne doivent pas porter atteinte aux intérêts de l'Etat, de la société ou de la collectivité, ni aux libertés et droits légaux des autres citoyens ; les citoyens doivent observer la discipline du travail et respecter l'ordre public ... ». Ces articles ont été ajoutés de façon à pouvoir être utilisés « légalement » pour nier les libertés et les droits fondamentaux dont les citoyens devraient jouir, afin que ceux qui détiennent le pouvoir puissent décider arbitrairement que les citoyens « portent atteinte aux intérêts de l'Etat » ou n'observent pas leurs « devoirs », et liquider ainsi les droits que les citoyens peuvent exercer selon la Constitution.

— Deuxièmement, le droit de grève, qui était inscrit dans les deux Constitutions précédentes, est supprimé dans le nouveau projet : l'article selon lequel les « citoyens ont le droit de s'exprimer librement, de faire connaître leurs opinions, d'organiser des grands débats et d'écrire des journaux muraux » a finalement aussi été supprimé. Peng Zhen, le vice-président du Comité pour la révision de la Constitution, n'a même pas mentionné cette suppression quand il a longuement expliqué le « projet » devant la commission ad hoc de l'Assemblée populaire nationale.

Hu Sheng, secrétaire général adjoint du même Comité, n'a pu donner qu'une réponse simpliste et fallacieuse lors d'une conférence de presse au cours de laquelle de nombreux journalistes ont demandé les raisons de la suppression. Il a déclaré à cette occasion que « l'expérience des dernières années a montré que faire grève est non seulement nuisible pour l'Etat mais également pour les intérêts des ouvriers. (...) Les travailleurs peuvent utiliser d'autres moyens que la grève pour exprimer leurs revendications et atteindre leurs buts. » Si ces « moyens » peuvent être établis, les dirigeants réactionnaires des pays capitalistes pourront aussi les utiliser pour priver les ouvriers du droit

de grève. Ainsi, dans un prétendu « pays socialiste » sous la « direction du prolétariat », le droit de grève est supprimé dans la Constitution.

Y a-t-il là une différence fondamentale avec l'action du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), qui interdit par un coup de force militaire le syndicat regroupant la majorité des travailleurs polonais ? Les ouvriers doivent pouvoir avoir recours à la grève quand ils pensent que la grève est le meilleur instrument pour obtenir satisfaction. Les grèves ouvrières ne sont nuisibles que pour les bureaucrates au pouvoir, et l'objection manifestée par le PCC à l'égard des grèves montre bien son opposition aux intérêts des travailleurs. Peu après, le Conseil des affaires d'Etat (gouvernement) a promulgué une « Ordonnance sur les récompenses et les peines pour les travailleurs des entreprises », qui stipule que les ouvriers qui « rompent la discipline du travail » seront lourdement pénalisés.

Enfin, la première Constitution chinoise d'août-octobre 1954 affirmait que l'Etat devait accorder les moyens matériels pour « garantir l'exercice de ces droits par les citoyens », quelle qu'ait ensuite été la pratique réelle. Le nouveau projet n'en parle même plus. Cela va de pair avec le maintien de la loi de 1952 sur le droit de publication qui stipule qu'il faut posséder au moins deux boutiques pour l'exercer. En plus, la direction du PCC se déchaîne contre les citoyens qui luttent pour exercer leurs droits constitutionnels, en les qualifiant de « hors-la-loi » et de « contre-révolutionnaires », et en opérant des arrestations illégales, comme cela a été le cas en 1981 contre le Mouvement démocratique.

Sans le droit effectif de parole, de presse, de réunion, d'association — et de former des partis —, de manifestation et de grève, les prétendues élections démocratiques resteront purement formelles et ne serviront qu'à conforter le parti au pouvoir. Ainsi, dans ces conditions antidémocratiques, des articles qui affirment que « les organes à travers lesquels le peuple exerce le pouvoir d'Etat sont l'Assemblée populaire nationale et les assemblées locales aux différents échelons », ou que ces assemblées sont « élues démocratiquement, qu'elles sont responsables devant le peuple et soumises à son contrôle », sont-ils tout aussi formels.

UNE RÉVISION DE DEUX PROPOSITIONS DE MAO ZEDONG

Alors que les droits des citoyens et du peuple ne sont pas garantis, les pouvoirs individuels des dirigeants continuent de se concentrer et de se renforcer. La réinstauration de la fonction de président de la République donne une indication de cette tendance. Mao Zedong avait décidé autocratiquement de supprimer ce poste, à la suite de quoi Liu Shaoqi, président de la RPC depuis le 27 avril 1959, n'avait même pas pu sauvegarder sa propre personne et était mort sous la torture, probablement en 1974. Jusqu'ici, les Constitutions chinoises n'ont été que de simples

ornements de la dictature du parti unique (et en particulier de la dictature individuelle de Mao Zedong). Mais la réinstitution, aujourd'hui, de la fonction de président de la République n'est pas accompagnée de mesures garantissant une séparation effective entre le parti et l'Etat, ou la subordination du pouvoir du parti à celui du peuple et de la Constitution.

Le projet affirme que le président représente le pays dans les affaires tant nationales qu'internationales. Cela lui donne pratiquement le pouvoir impérial de proclamer : « *L'Etat c'est moi !* » Le projet ne stipule pas qu'on ne peut cumuler la fonction de président et de vice-président et celle de président de la Commission militaire centrale. Si un individu occupe ces deux postes en même temps et est, en plus, un dirigeant important du parti, il concentrera un pouvoir énorme. D'autant plus que, selon le projet, c'est le président qui nomme le Premier ministre. Tout cela est contraire aux engagements du PCC à combattre la concentration des pouvoirs. De même, le passage de 35 à 45 ans de l'âge nécessaire pour postuler au poste de président et de vice-président de la République est en contradiction avec les efforts affichés par le PCC pour promouvoir les jeunes dirigeants. Et si le projet affirme qu'*« ils ne serviront pas plus de deux mandats successifs »*, il n'empêche pas une réélection après une certaine période.

Le nouveau texte abolit les communes populaires qui étaient les unités de base du pouvoir populaire. Il restaure les congrès populaires et les gouvernements populaires au niveau des villes. Le système des communes populaires, qui intégrait l'administration gouvernementale et la direction économique, avait été établi par Mao Zedong en 1958. Il plaçait les communes sous une direction supérieure. Toutes les questions de production et de distribution relevaient des ordres arbitraires d'en haut, et la main-d'œuvre, les ressources matérielles et financières pouvaient être confisquées sans compensation. D'un autre côté, les dépenses pour l'éducation et la santé, etc., qui auraient dû être prises en charge par l'Etat, devaient être supportées par les communes.

Tout cela privait les membres des communes de toute autonomie, accroissait leurs charges et minait leur enthousiasme pour la production. Les cadres dirigeants des communes, en tant que salariés de l'appareil d'Etat et représentants du régime bureaucratique, étaient responsables devant leurs supérieurs et n'étaient en rien affectés par le niveau de production de la commune.

Afin de mettre fin à la stagnation de la production agricole, le PCC a été contraint, au cours de ces dernières années, de faire d'énormes concessions aux paysans. L'abolition des communes est la

bienvenue car elle réduit, dans une certaine mesure, l'intervention arbitraire des cadres de l'Etat dans la vie des paysans et la production agricole.

En général, les Constitutions protègent le statut et les intérêts du groupe dirigeant. Même si certains articles inscrits dans la Constitution sont des concessions que les dirigeants sont contraints de faire aux travailleurs, le seul moyen qui puisse empêcher ces articles d'être de simples chiffons de papier, c'est la mobilisation des travailleurs. Aujourd'hui, alors que la Chine est en train d'élaborer une nouvelle Constitution, les larges masses du pays, en particulier les éléments politiquement actifs, doivent faire connaître leur opinion et se battre pour une Constitution démocratique au service du peuple travailleur. Elles ne doivent pas rester passives et se laisser manipuler.

Durant des années, les masses chinoises ont déployé des efforts continus pour défendre leurs intérêts et leurs droits, et elles ont effectivement réussi à ouvrir des brèches dans le pouvoir bureaucratique, et le nouveau projet de constitution reflète par endroit ces brèches. La mobilisation croissante des masses doit les élargir. La tendance générale de l'histoire ne doit pas être bloquée par la volonté des bureaucrates.

« OCTOBER REVIEW »
Hong Kong, 4 mai 1982.

La bureaucratie frappe encore le Mouvement démocratique

Le 28 mai 1982, Wang Xizhe et, le 29, He Qiu, deux militants du Mouvement démocratique chinois de Canton, étaient respectivement condamnés à quatorze et dix ans de prison.

Ancien garde rouge, He Qiu, ouvrier aux chantiers navals de Canton, a été arrêté une première fois le 18 juin 1973 pour « *opinions non conformes* » émises dans une lettre adressée à son frère. Libéré en octobre 1976, il rejoindra le Mouvement démocratique dès sa naissance et deviendra le rédacteur en chef de la *Voie du peuple*, une des revues de Canton les plus lues en Chine du Sud. Arrêté une seconde fois en août 1980, relâché quinze jours plus tard, il deviendra dès septembre 1980 le rédacteur en chef de *Zeren* (Devoir), organe de l'Association nationale des revues parallèles, dont il était l'un des principaux animateurs (1).

Wang Xizhe, lui aussi ancien garde rouge (l'un et l'autre ont un peu plus de trente ans), ouvrier à Canton, est le co-auteur du *dazibao* célèbre *Sur la légalité socialiste* (2) en 1973-1974. Arrêté en 1975, libéré en 1978, il s'exprimera dans différentes revues, notamment dans la *Voix du peuple* et le *Bulletin du cher-*

cheur qu'il anime. Il est l'un des rares théoriciens du Mouvement démocratique qui soit marxiste radical. Il n'hésite pas à faire référence au trotskysme, en particulier sur la question du droit de tendance ; il a poursuivi, depuis, sa réflexion sur la démocratie socialiste et la dictature du prolétariat (3).

Ces deux militants, qui appartiennent à l'aile marxiste du mouvement, ont été arrêtés à nouveau en avril 1981 avec une trentaine d'autres animateurs de revues non officielles. Sans nouvelles d'aucun d'entre eux pendant plus d'un an, on a pu croire, un temps, à une « disparition » comme dans le cas de Ben Wanding (de l'Alliance des droits de l'homme), arrêté « disparu » depuis avril 1979.

L'un comme l'autre ont été condamnés pour leurs activités « *contre-révolutionnaires* » : « *appel des masses à la résistance et au sabotage, utilisation d'affiches, d'articles et autres moyens pour promouvoir l'agitation contre la dictature du prolétariat et le système socialiste* », selon les paragraphes 1 et 2 art. 102 du Code pénal chinois. De plus, Wang Xizhe a été accusé d'avoir « *constitué des groupes contre-révolutionnaires* ». Sans

que l'accusation se soit donnée la peine de respecter sa propre légalité — il faut savoir à ce propos que, depuis janvier 1980, un Code pénal est entré en vigueur en Chine —, c'est leurs activités de militants du Mouvement démocratique qui ont été directement visées et, plus particulièrement, les initiatives qu'ils avaient prises au moment où Liu Qing, animateur de la revue de Pékin la *Tribune du 5 avril*, a été condamné à trois ans de rééducation par le travail pour avoir diffusé les minutes du procès de Wei Jingsheng.

Il n'a pas été du tout du goût de la bureaucratie chinoise de voir ses décisions contestées au nom de sa propre légalité ; sans compter que ce même Liu Qing a réussi à faire sortir du fond de son camp une longue lettre, « *J'accuse* », qui tient à la fois de la plaidoirie et du témoignage,

1. « Autobiographie de He Qiu », *Inprecor* numéro 86 du 14 octobre 1980.

2. Li Yizhe, *Chinois, si vous saviez...*, Christian Bourgois éditeur, Paris, 1969.

3. « Interview de Wang Xizhe par un journaliste de la *Voix du peuple* », *Inprecor* numéro 64 du 20 novembre 1979 et « Nouvelles arrestations en Chine : pour la libération de Ho, Zhong, Zhu, Zhang », *Inprecor* numéro 86 du 14 octobre 1980.

et qui a été publiée à Hong Kong en septembre 1981, puis en France en avril 1982 (4). Tous ceux qui auraient pu être mêlés de près ou de loin à cette affaire, et notamment à l'acheminement de ce document, ont été poursuivis par les foudres de la « justice populaire ». On vient d'apprendre, par exemple, l'arrestation du frère de Liu Qing.

Au sujet des crimes contre-révolutionnaires qui lui sont reprochés conformément au Code pénal, Liu Qing explique qu'« entre les mains des bureaucrates, un tel instrument devient le sceptre royal ». Ce Code stipule, en effet, que « sont dits contre-révolutionnaires les actes de tout organisateur ou meneur d'une clique contre-révolutionnaire ». La tautologie tend la main à l'arbitraire, laissant toute latitude au pouvoir. Pour autant, dans le cas de He Qiu et de Wang Xizhe, comme souvent, le minimum de garanties formelles n'a même pas été assuré (moins encore que pour le procès de Wei Jingsheng, malgré l'entrée en vigueur, depuis, du Code pénal et du Code de procédure pénale) : ces procès « publics » ont été menés quasi clandestinement, bâclés en quelques heures devant une quarantaine de personnes triées sur le volet, sans que l'annonce du procès soit publiquement notifiée, même à la famille. C'est là ce que l'on peut appeler une procédure honteuse.

Honteuse, au point que les médias officiels n'ont même pas diffusé l'information. Certes, si la bureaucratie a frappé si lourdement, c'est qu'elle n'a pas réussi à étouffer les aspirations démocratiques ni à normaliser la jeunesse.

En effet, pour ce qui est des couches sociales sensibilisées par le Mouvement démocratique, essentiellement la génération de la Révolution culturelle et la jeunesse urbaine, la disparition du Mouvement démocratique et la suppression des droits démocratiques (modification de la Constitution : d'abord suppression des « 4 grandes libertés », notamment d'affichage des *dazibao*, puis suppression du droit de grève dans la version 1982 de la Constitution) ont déplacé les enjeux du terrain directement politique vers le terrain artistique et culturel.

Puis, après que l'attaque se soit portée contre « la dernière ligne » du mouvement (campagne contre le Groupe des Etoiles, arrestation d'un artiste du Sichuan, condamnation de Li Shuang) au moment de la campagne contre le libéralisme petit-bourgeois clôturée par les autocritiques de l'écrivain militaire Bai Hua, l'enjeu s'est encore déplacé sur le terrain des mœurs, spécialement sur la question des relations pré-maritales.

Il s'agit pour les autorités de construire une « civilisation spirituelle socialiste ». Des concours pour la sélection des familles modèles conformes aux « 5 mérites » (bonne entente entre époux, entre belle-mère et belle-fille, respect des personnes âgées et amour des enfants) sont organisés. Hu Yaobang en personne, le président du Parti communiste chinois (PCC), a dénoncé « l'inconstance en matière conjugale » et a prôné tout à la fois



Hier aussi, la croisade pour la pensée de Mao. (DR)

« une morale sociale et une opinion publique saines ». Actuellement, Yu Luojin, une femme auteur du *Nouveau Conte d'hiver* (5), qui vient de publier un *Conte de Printemps*, deux fois divorcée et qui avait collaboré à la *Tribune* du 5 avril, est la cible d'une campagne d'ordre moral.

La mise au pas de la jeunesse chinoise n'est pas achevée. Sur ces questions, la résistance sociale aurait même plutôt tendance à s'étendre. Dans ces conditions, il n'aurait pas été de bonne politique pour la bureaucratie de raviver le souvenir de l'existence du Mouvement démocratique. Au contraire, il importait de déconnecter les manifestations actuelles de résistance de celles qui étaient apparues au moment du printemps de Pékin (1976). Les bureaucrates chinois, tirant les leçons de l'« échec » du procès de Wei Jingsheng qui, de leur point de vue, a été finalement contre-productif, auraient sûrement préféré être plus discrets encore. Il est d'ailleurs plus que probable que d'autres condamnations ont été prononcées sans que rien n'ait filtré. Ainsi, malgré les proclamations sur la légalité socialiste — la condamnation de Wang Xizhe prend ici valeur de symbole —, la bureaucratie chinoise continue à préférer la méthode des « disparitions » ; elle s'assied littéralement sur sa légalité de fraîche date.

Wang Xizhe et He Qiu sont Cantonais, voilà pourquoi ces « procès publics » n'ont pas pu être tenus secrets. Les liens entre Hong Kong et Canton sont constants. Et quand, le 8 juin 1982, le vice-président chargé des Affaires extérieures de l'Union des étudiants de l'Université chinoise de Hong Kong et le président de l'Union des étudiants de l'Université de Hong Kong ont interrogé les autorités cantonnaises, celles-ci ont choisi de reconnaître les condamnations. De toute façon, l'information aurait fini par être connue à Hong Kong et les mensuels *Zhengming* et *Seventies* (animés par des courants issus du PCC), ainsi que le Centre d'étude sur le Mouvement démocratique chinois, s'en seraient fait largement l'écho.

On oublie trop souvent que la majeure

partie des informations qui parviennent sur la Chine passent par Hong Kong, et que les militants de la démocratie socialiste ont joué (notamment depuis 1973), et jouent encore, un rôle irremplaçable, en particulier dans le soutien et le développement de la solidarité internationale au Mouvement démocratique. On oublie trop souvent que militer à Hong Kong exige aussi un certain courage.

On peut même dire que le problème de Hong Kong, pour la direction chinoise, c'est d'abord celui du contrôle social du PCC sur « les compatriotes de Hong Kong », fatalement moins serré, malgré la collaboration de la couronne britannique et de la bureaucratie chinoise. Un problème qu'elle s'applique d'ailleurs à résoudre. Ainsi, deux militants de Hong Kong du Centre d'étude sur le Mouvement démocratique chinois ont-ils « disparu » dans les prisons chinoises à l'occasion d'un voyage à Canton. Le premier, Liu Shanqing, en décembre 1981, le second, Li Zhiyi, en avril 1982.

La bureaucratie chinoise, instruite par l'expérience de l'Union soviétique et des pays de l'Est, tente d'empêcher toute manifestation de dissidence. Héritière du maoïsme, elle utilise tous les instruments du despotisme bureaucratique. C'est ce qu'elle a rappelé à sa manière à l'occasion du 40e Anniversaire des « *Causeries de Yanan sur l'art et la littérature* » (la première campagne de répression des artistes et des intellectuels).

La solidarité internationale n'est pas vaine : elle peut servir de porte-voix à ceux qui ont engagé le combat pour les droits démocratiques en Chine, ou qui s'apprennent à le faire ; elle doit se développer pour exiger la libération de Liu Shanqing et Li Zhiyi, de He Qiu et Wang Xizhe, de Wei Jingsheng, Ren, Liu Qing et de tous leurs camarades.

Jacques et Jean TOSSI
Paris, fin juillet 1982.

4. Liu Qing, *J'accuse*, Robert Laffont, Paris, 1982.

5. Yu Luojin, *le Nouveau Conte d'hiver*, Christian Bourgois éditeur, Paris, 1982.

Deuxième anniversaire du coup d'Etat

La dictature renforce son arbitraire

CELA fait maintenant deux ans qu'a eu lieu en Turquie le coup d'Etat militaire qui a porté au pouvoir la junte dirigée par le général Kenan Evren. Depuis son accession au pouvoir, la dictature n'a cessé de renforcer ses attaques contre les travailleurs et les masses opprimées, sans leur laisser aucun répit (cf. *Inprecor* numéro 121, du 22 mars 1982).

Un changement se fait cependant sentir sur un point. En vue d'empêcher toute possibilité que le mécontentement général dans le pays puisse donner un élan à une opposition démocratique et pour tenter de réduire les diverses pressions dont le régime fait l'objet, la dictature a accéléré son cours vers la recherche d'une façade sous forme d'un gouvernement civil. Après la mise en place d'une Assemblée consultative fantôme, la seconde étape a été la publication d'un nouveau projet de Constitution. Cette Constitution doit entrer en application après l'organisation d'un prétendu référendum, dans les mois à venir.

Ce projet de Constitution est peut-être le plus réactionnaire du monde. Il impose aux travailleurs une véritable camisole de force. Le droit de grève est tellement restreint qu'il se trou-

ve de fait pratiquement éliminé. Dans les entreprises de moins de 10 travailleurs (ce qui concerne un très fort pourcentage des ouvriers de l'industrie), les grèves sont totalement interdites. Dans d'autres cas, les grèves ne sont autorisées que si les travailleurs font preuve de « bonne volonté ».

Il est interdit aux habitants de voyager à travers le pays et de changer librement de résidence. Les chômeurs n'ont aucun droit. Ce projet établit que les crimes perpétrés par des policiers ou des militaires ne seront pas considérés comme des crimes, ce qui porte atteinte au simple droit à la vie, non seulement de fait, mais aussi de droit.

Ce projet de Constitution contient également d'innombrables restrictions à l'encontre des partis politiques et de toutes sortes d'organisations populaires. Avec cette Constitution, la junte entend donner un cadre institutionnel à un appareil d'Etat autoritaire hyper-centralisé. Le chef de l'Etat se voit attribuer des pouvoirs qui ne sont soumis à aucun contrôle législatif. De plus, l'exécutif a été encore renforcé par l'établissement d'organismes tels que le Comité consultatif et le Comité de défense nationale, qui ne sont également soumis à aucun contrôle législatif.

Mehmet SALAH

Les grèves, le syndicalisme, le socialisme, etc., sont des notions et des expériences relativement récentes pour la classe ouvrière turque, en comparaison de la situation qui prévaut dans les principaux pays occidentaux. Ce n'est qu'au cours des vingt dernières années qu'ils sont devenus de fait partie intégrante de la vie quotidienne des travailleurs. En remontant au-delà de cette période, c'est une toute autre réalité qui apparaît.

La fondation, en 1923, de la République turque et de la « Turquie moderne » n'a pas entraîné une accélération notable et immédiate du développement capitaliste. Pendant des décennies après 1923, la Turquie est restée un pays essentiellement agricole dont le secteur industriel demeurait insignifiant. Dans quelques centres, il y eut une certaine croissance de la classe ouvrière, principalement parmi les travailleurs des industries alimentaires, des mines et du textile.

En 1934, les entreprises concernées par la Loi de développement industriel, instance créée pour favoriser l'essor de certains secteurs, en particulier l'industrie lourde, regroupaient 66 247 travailleurs (ces chiffres ne prennent pas en compte les travailleurs non régis par cette loi, mais cela correspond à la différenciation que l'on peut faire aujourd'hui entre travailleurs assurés sociaux et ceux qui ne le sont pas).

Dans l'entre-deux-guerres, il n'existait pas de syndicats, mais des clubs ouvriers qui regroupaient de fait des dizaines de milliers de travailleurs. Bien que les grèves fussent interdites par la loi, il en écla-

tait de temps à autre. Dans la période du régime kémaliste (1) de parti unique, de 1923 à 1946, le mouvement ouvrier fut soumis à une forte oppression et à de nombreuses contraintes légales. Dans l'ensemble, ce fut pour lui une période de stagnation. Mais cette stagnation n'était que le reflet de la torpeur générale qui frappait alors l'ensemble de la société turque. C'est ainsi qu'entre 1923 et 1950, la proportion entre population rurale et population urbaine n'a varié que d'un pour cent.

Pourtant, durant ces trente années, il y eut des soulèvements ouvriers occasionnels. C'est ainsi qu'au début des années 1930, Izmir (Smyrne), le second centre industriel du pays à cette époque, fut le théâtre d'importantes mobilisations ouvrières.

LA MONTÉE OUVRIÈRE DE L'APRES-GUERRE

En 1946, il y eut un second soulèvement ouvrier. La destruction des régimes fascistes sur le plan international et la progression du mouvement ouvrier qui en découla ne pouvaient manquer de faire sentir leurs effets même sur un pays aussi figé que la Turquie. L'interdiction des « clubs ouvriers », qui était en vigueur jusqu'alors, fut abolie. En l'espace de quelques mois, des dizaines de milliers de travailleurs commencèrent à s'organiser en syndicats.

Cependant, ce « printemps » fut de courte durée. Après six mois de liberté syndicale, la Loi martiale fut décrétée.

Tous les syndicats et les deux partis de gauche furent interdits. Leurs dirigeants et de nombreux militants furent arrêtés, inculpés et condamnés à de lourdes peines.

En 1947, une nouvelle Loi syndicale entra en application. Il devenait légalement possible de constituer des syndicats, mais il fallut encore attendre 16 ans pour que le droit de grève soit garanti par la loi. En 1950, au bout de 27 ans, le régime de parti unique fut aboli. La période qui allait suivre se caractérisa par un développement rapide du capitalisme dans l'agriculture et l'accélération de l'urbanisation. Dans le même temps, l'industrialisation, qui ne démarra vraiment qu'au début des années 1960, ne connaît qu'un développement limité. Les liens économiques, politiques et militaires de la Turquie avec l'impérialisme se renforcent alors. L'afflux de capitaux étrangers augmente. La Turquie rejoint l'OTAN puis le Pacte de Bagdad (2), envoie des soldats combattre en Corée, etc.

C'est au début de cette période que la plus importante des confédérations

1. Du nom de Mustafa Kemal « Atatürk » (père des Turcs), général ayant mené la guerre d'indépendance de la Turquie contre l'occupation grecque. Il fonda le Parti républicain du peuple (PRP), populiste et chauvin, parti unique du régime qui, sous la présidence de Mustafa Kemal, construisit la « Turquie moderne ».

2. Pacte de Bagdad : aussi appelé CENTO (Organisation du Traité central). Pacte militaire signé par l'Irak, l'Iran, le Pakistan, la Turquie, sous la houlette des USA. Aujourd'hui, il a été successivement abandonné par tous ses signataires, excepté la Turquie et les USA.

syndicales turques, Türk-Is, a été fondée. En 1946, après que la première vague de syndicalisation ait été brisée, des syndicats se formèrent, mais sous le contrôle du gouvernement et de la police. Une bureaucratie syndicale naquit à partir de syndicalistes éduqués aux Etats-Unis, d'anciens éléments de la police du travail et d'éléments issus du *lumpen-proletariat*. C'est ainsi que Türk-Is fut fondée en 1951 comme une confédération syndicale collaborant étroitement avec la Confédération internationale des syndicats libres (CISL).

Cependant, ces syndicalistes-gangsters se trouvèrent confrontés à une contradiction. De même qu'une armée qui est utilisée contre le peuple peut être amenée à apprendre aux travailleurs l'usage des armes, les syndicalistes des années 1950 se virent obligés de rassembler les travailleurs et de les amener à apprendre le « b-a-ba » du syndicalisme. La classe ouvrière allait prendre à cœur ce projet et, en 1963, 30 % des travailleurs déclarés étaient syndiqués.

Les années 1950-1960 furent cependant une période relativement calme du point de vue de l'action du mouvement ouvrier. Il y eut des grèves, mais qui restèrent occasionnelles. C'est peu avant 1960 qu'un tournant commença à se faire sentir. On put observer, à ce moment-là, une croissance du nombre de grèves et de tentatives de grèves et, de manière plus générale, un essor des conflits du travail. Ainsi, de 1939 à 1950, 41 conflits seulement furent instruits devant la Haute Cour (Yüksek Hakem Kurulu) contre 160 pour la seule année de 1954. Au cours des six années suivantes, 110 conflits en moyenne passèrent devant la Haute Cour chaque année. Même si ces chiffres n'abordent qu'un des aspects de la lutte économique de la classe ouvrière, ils montrent comment des secteurs de plus en plus larges de la classe s'engagèrent dans la lutte.

De cette époque datent aussi de nombreuses lois sociales. On créa un ministère du Travail, un institut du Travail et des Travailleurs, tandis que des lois étaient promulguées pour renforcer les conditions d'hygiène du travail, instaurer les retraites, les congés hebdomadaires et annuels, ainsi que la pause garantie pour le déjeuner.

En même temps que ces lois étaient adoptées, il faut remarquer qu'elles ne s'appliquaient réellement qu'à une faible minorité de la classe ouvrière. C'est après 1963 seulement que des secteurs plus importants ont pu en bénéficier.

VERS DES AFFRONTEMENTS DE GRANDE AMPLITUDE

Le coup d'Etat du 27 mai 1960 constitua une date historique pour tout le pays, en ouvrant la voie à des changements économiques, politiques et sociaux importants. Toutefois, nombre de jeunes officiers impliqués dans le coup ignoraient alors quels seraient les changements à long terme, souvent paradoxaux,

que leur initiative allait finalement induire.

On peut dire de ce coup d'Etat qu'il correspondait au degré d'implication traditionnel de l'institution militaire dans la politique turque. On se rappelle qu'au début du siècle, du temps de l'empire ottoman, l'armée et en particulier les jeunes officiers jouèrent un rôle décisif dans le développement de courants nationalistes bourgeois qui débouchèrent ensuite sur l'instauration de la République.

Le coup d'Etat de 1960 a orienté l'évolution de toute la société pour les 21 années suivantes. L'intention proclamée du coup de septembre 1960 était également de déterminer l'avenir de l'ensemble des rapports sociaux, économiques, culturels et politiques, en modifiant le contenu des institutions sociales. Le coup d'Etat du 12 mars 1971, qui avait eu lieu entre-temps, peut être considéré comme une répétition du dernier coup d'Etat militaire.

Les putschistes du 27 mai 1960 n'avaient pas de programme clairement défini. Ils jouissaient d'une certaine autonomie par rapport aux classes sociales et vis-à-vis de la hiérarchie militaire. Au contraire, les hommes qui dirigèrent le coup d'Etat du 12 septembre 1980 étaient membres du haut-Commandement. Dès les premiers jours, ils appliquèrent sans hésitation le programme du capital financier local et international. La « révolution » du 27 mai 1960 avait débouché, quant à elle, sur la Constitution de 1961.

La nouvelle Constitution élaborée par les rebelles du 27 mai reconnaissait le droit d'organisation et de grève, permettant par là que se créent de nouveaux rapports de forces entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. En établissant une relative liberté d'expression, de pensée, de réunion et d'organisation, elle donna de nouvelles formes aux relations politiques, sociales et culturelles de toute la société turque. Au cours des vingt-et-une années suivantes, jusqu'à ce qu'elle soit abrogée, cette Constitution fut le cadre légal des développements sociaux.

La législation du travail définie en général par la Constitution de 1961 fut précisée et mise en œuvre par une série de lois, promulguées sur une période de deux ans environ. Puis, après que le pouvoir ait été remis au premier d'une longue série de gouvernements civils de coalition, en septembre 1961, un mouvement ouvrier puissant et pacifique commença à se développer.

Les travailleurs ont commencé à prendre part à ce qui, pour la première fois, constituaient des activités légales : grèves, grèves avec *sit-in*, manifestations, meetings, grèves du rasoir (3) et signature de pétitions. Pour la première fois dans l'histoire de la Turquie, un meeting ouvrier réunit plus de 100 000 participants. Toutes ces actions montrèrent que la classe ouvrière était décidée à imposer la mise en application des droits reconnus sur le papier par la Constitution de 1961.

Bien que les lois promulguées aient

comporté d'importantes limitations, le mouvement ouvrier connut un nouvel essor. L'organisation syndicale se développa rapidement. En 1963, près de 300 000 travailleurs étaient syndiqués. Cinq ans plus tard, ils étaient un million. Manifestations de rue et grèves se multipliaient.

Mais, à côté des grèves, d'autres formes d'action apparurent, que la loi n'autorisait pas, comme les grèves sauvages et les occupations d'entreprises. Dans les conditions faites au mouvement ouvrier en Turquie, de telles actions prenaient une signification particulière. En effet, pour qu'une grève soit reconnue comme légale, elle devait être déclarée très longtemps à l'avance. Cet obstacle poussa les travailleurs à entreprendre des actions illégales.

Ainsi, si l'on évalue les mobilisations ouvrières depuis 1963, le nombre de grèves illégales égale ou dépasse celui des grèves autorisées. Pendant cette période, les travailleurs qui passaient à l'action se trouvaient confrontés aux licenciements, aux arrestations, aux procès, etc. Cela valait surtout pour les travailleurs d'avant-garde. De plus, les grèves illégales comportaient toujours le risque d'affrontements avec la police ou les gendarmes.

Entre 1963 et 1968, près de 40 000 travailleurs prirent part à environ 320 grèves légales. Dans le même temps, 70 000 furent impliqués dans 38 conflits illégaux (les statistiques pour les deux catégories de conflits sont plus ou moins exactes et certainement sous-estimées). Cette période de la première montée continue du mouvement ouvrier connut des luttes particulièrement dures. Ainsi, dans 25 des grèves mentionnées plus haut, il y eut des affrontements avec la police et les gendarmes. Il y eut deux grèves illégales des mineurs. 5 000 d'entre eux prirent part à la première en 1965, et lors de la seconde, en 1968, il y eut 25 000 grévistes. A chaque fois, il y eut de violents heurts avec la police, et quatre mineurs furent tués.

LES TRAVAILLEURS S'ORGANISENT

C'est aussi durant cette période que la DISK fut formée, en réaction contre les méthodes de gangster de Türk-Is. En 1963, le Parti ouvrier turc (TIP - Türkiye İsci Partisi) fut fondé, et c'est lui qui, en relation avec son rôle d'avant-garde, créa la DISK. Au départ, la nouvelle organisation syndicale comptait 25 ou 30 000 adhérents, tous du secteur privé. Le secteur privé allait constituer pendant de longues années encore la base de la DISK.

Depuis les années 1950, le secteur public constituait un bastion de Türk-Is. Parmi les principales raisons de cette situation, il faut relever la continuité de la tradition de la bureaucratie étatique, le niveau relativement arriéré des techniques de production employées dans ce secteur et le fait, également, que nombre d'entre-

3. Refus des travailleurs de se raser selon la réglementation du travail, en vigueur depuis les lois sur la modernisation de Kemal Atatürk.

prises d'Etat était dispersées à l'extérieur des grandes concentrations industrielles.

Le développement du secteur privé a été un phénomène caractéristique des années 1950 et 1960. Il se concentra dans les grandes villes comme Istanbul et Izmir. Ces entreprises mettaient en œuvre des techniques relativement avancées. De plus, les entreprises du secteur privé pratiquaient une rotation permanente des ouvriers employés. La sécurité de l'emploi y était faible et le travail était soumis à une intensification constante. La pression à l'augmentation du surproduit absolu était générale (ces deux caractéristiques étaient inexistantes ou beaucoup moins marquées dans le secteur public). Les conditions de travail et d'exploitation prévalant dans le secteur privé servaient ainsi de stimulant puissant à la syndicalisation et à des formes plus élevées d'activité syndicale. Et lorsque les travailleurs entraient, dans ces conditions, en contact avec les syndicats, ils se tournaient invariablement vers la DISK pour les organiser.

Dans les quelques années qui suivirent sa constitution, la DISK commença à se développer rapidement et les ouvriers qualifiés du secteur privé en constituèrent l'épine dorsale.

Au plan politique, cette accélération de l'organisation du mouvement ouvrier se concrétisa dans l'essor rapide du TIP. Aux élections législatives de 1965, il obtint près de 3 % des voix. Grâce à un système électoral assez favorable, il disposa de 15 sièges au Parlement.

Malgré ce développement relativement rapide de la gauche, la connaissance du marxisme resta confinée à une poignée de militants radicaux de l'ancienne génération. C'est à cette époque que, pour la première fois depuis les années 1930, les œuvres de Marx, Engels et Lénine recommencèrent à être publiées, mais sur une échelle relativement limitée par rapport à la montée impétueuse de l'activité ouvrière. C'est ce que montre le tableau ci-dessous :

Année	Oeuvres de Marx, Engels et Lénine publiées
1962	1
1963	0
1964	1
1965	2
1966	7
1967	8
1968	5

Durant la même période quatre livres, respectivement de Kuusinen, Politzer, Plekhanov et Baby furent publiés. C'est tout ce qui était disponible comme littérature marxiste jusqu'en 1968.

Les occupations d'usines commencèrent à apparaître, à côté des autres formes d'action, à la fin des années 1960. En 1968, sur les 40 000 travailleurs qui débrayèrent, 80 % participèrent à des grèves illégales ou à des occupations d'usines, et seulement 20 % à des grèves légales. L'année suivante, 23 000 travailleurs prirent part à des grèves illégales et à des occupations. Le nombre de grévistes

impliqués dans les grèves légales n'avait pas varié mais les entreprises affectées par les grèves illégales ou les occupations comptaient en moyenne plus de 1 500 travailleurs. Les secteurs qui participèrent le plus à ces actions furent ceux des ouvriers qualifiés et des mineurs.

1970 marqua l'apogée du mouvement ouvrier de l'après 1961. C'est cette année-là que le mouvement de masse de la jeunesse étudiante connut un de ses sommets. Les enseignants participèrent, au nombre de 100 000, à une tentative de grève générale. La syndicalisation des fonctionnaires s'accéléra. Pour la première fois dans l'histoire de la Turquie moderne, un mouvement paysan apparut. Ce fut aussi l'année de la troisième grande dévaluation de l'histoire turque. En août 1970, la valeur de la monnaie turque fut amputée de 70 % (les précédentes dévaluations de grande ampleur avaient eu lieu en 1946 et en 1958). Le tableau ci-après dresse le bilan des mobilisations ouvrières pour 1970 :

	Nombre de travailleurs	Nombre d'entreprises
Grèves illégales	60 000	41
Occupations	6 000	12
Grèves légales	25 963	111

Les grandes manifestations ouvrières des 15 et 16 juin 1970 montrèrent aussi le niveau atteint par l'action ouvrière. Ce jour-là, plus de 150 000 travailleurs descendirent dans la rue pour protester contre une modification de la législation visant à entraver la progression de la DISK. A Istanbul, les travailleurs se rassemblèrent en divers points de la ville pour manifester. En plusieurs endroits les barrages de la police et de l'armée furent rompus. Tout Istanbul fut submergée par une explosion ouvrière sans précédent.

Cette vague de manifestations, qui dura deux jours, fut interrompue par l'instauration de la Loi martiale dans les villes d'Istanbul et d'Izmir, et suivie d'arrestations, de poursuites judiciaires et de licenciements massifs. Mais même une telle répression ne put arrêter que pour une courte période les luttes ouvrières de la région d'Istanbul. A la veille du coup d'Etat militaire du 12 mars 1971 et de l'instauration de la Loi martiale dans 17 provinces en avril de la même année, ce sont plus de 20 000 travailleurs qui avaient pris part à des grèves illégales. En outre, au cours des quatre premiers mois de 1971, le nombre d'ouvriers ayant participé à des grèves légales avait été à peu près équivalent.

A côté de leur importance numérique, les mobilisations ouvrières s'étaient élevées à un niveau qualitatif supérieur. C'est durant cette période que la dynamique des mobilisations ouvrières commença à déborder le cadre de l'action purement syndicale.

Au sein de la DISK, la bureaucratie syndicale n'avait pas encore établi un contrôle et une domination stricts sur l'action des ouvriers. Le noyau des travail-

leurs les plus combattifs éprouvait une vive sympathie pour le mouvement jeune qui se développait alors. Les années 1968-1971 furent marquées aussi bien par les occupations de facultés que par l'adoption, par les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière, de l'occupation d'usine comme principale forme de lutte. Il ne faut pas sous-estimer l'influence, sur les travailleurs, des étudiants qui commencèrent à occuper les universités. Le fait est que les occupations d'usines étaient pratiquement inconnues du mouvement ouvrier avant 1968 et furent relativement rares après 1971. Cela montre l'influence qu'a eue le mouvement étudiant révolutionnaire de cette époque.

Au cours de la décennie qui a suivi le coup d'Etat de mai 1960, la classe ouvrière avait été capable de transformer en réalité nombre des droits qui lui avaient été reconnus sur le papier. Ce fut le cas de l'extension de la journée de huit heures, de l'augmentation des congés payés, de la réglementation des conditions de travail et de l'amélioration des services sociaux pour les ouvriers, d'une augmentation des salaires réels, etc.

La dictature semi-militaire issue du coup d'Etat du 12 mars 1971 déploya toutes sortes d'efforts pour réduire ces acquis de la classe ouvrière. Mais elle n'y parvint pas, le rapport de forces entre les classes dans le pays lui restant défavorable.

LE MOUVEMENT OUVRIER DANS LES ANNÉES 1970

Entre 1971 et 1973, le mouvement ouvrier connut une période de calme plat. Des milliers de militants révolutionnaires furent emprisonnés. Les luttes révolutionnaires qu'ils avaient dirigées étaient éteintes. Par rapport à l'étendue de la vague de terreur qui a suivi le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, la vague répressive de cette époque fut relativement limitée. Mais elle a porté un coup sévère et durable au type de mouvement qui s'était développé dans une relative liberté au cours des dix années précédentes.

Après être restée au pouvoir pendant deux ans, la dictature semi-militaire se retira. Elle mit fin à cette période en organisant des élections générales qui permirent au CHP (Cumhuriyet Halk Partisi - Parti républicain du peuple) de gagner la majorité relative. Le CHP forma un gouvernement de coalition avec le MSP (Milli Selamet Partisi - Parti du Salut national), un parti populiste islamique. Une amnistie politique partielle fut décrétée au moment de l'occupation militaire de la partie nord de Chypre. Alors que le mouvement ouvrier et les organisations de gauche commençaient juste à renaître, cette occupation de la partie septentrionale de l'île poussa le chauvinisme turc à un paroxysme. Elle fournit également le prétexte à une nouvelle période de Loi martiale. Les grèves furent reportées ou interdites. Pourtant, en 1974, les mobilisations ouvrières atteignirent une ampleur considérable. Plus de 80 000 travailleurs prirent part à des grèves, légales ou non. A nouveau, les entreprises touchées

par les grèves illégales avaient en moyenne plus de 1 500 travailleurs, contre une moyenne de 350 pour celles touchées par les grèves légales. En 1975 en particulier, il y eut un bond en avant dans le nombre de grèves illégales : plus de 60 000 travailleurs prirent part à 105 grèves illégales.

L'une des caractéristiques de cette nouvelle vague de grèves illégales, c'est qu'elle touchait des secteurs ouvriers situés en dehors des grands centres industriels. Ces couches, qui étaient les plus arriérées avant 1971, se mirent en mouvement pour bénéficier des acquis conquis par les travailleurs des grandes entreprises du secteur privé. Cela explique que, lors de ces grèves illégales, les revendications sur la sécurité de l'emploi et le droit de pouvoir adhérer au syndicat de son choix prirent le pas sur les revendications salariales.

Le 16 juin 1975, Türk-İs organisa une grève générale illimitée à Izmir, à laquelle participèrent 60 000 travailleurs. Ainsi, la longue lutte de dix années menée par la classe ouvrière avait finalement réussi à tourner un syndicat de gangsters vers une politique syndicale classique.

C'est au milieu des années 1970 que se produisit une accélération de la croissance des courants et partis de gauche. Le type de mobilisations révolutionnaires qui

s'étaient développées dans la période précédant mars 1971 dans des centres culturels, économiques et politiques comme Istanbul ou Ankara, s'étendit à la petite industrie et aux centres régionaux et même à la campagne et aux provinces.

Mais cette extension du mouvement signifiait en même temps un affaiblissement de son niveau politique. Sur le plan national, ce furent les groupes les plus arriérés, les plus confus idéologiquement, ceux pour qui les problèmes se réduisent à quelques mots d'ordre et quelques formules, qui connurent la croissance organisationnelle la plus importante. Cette arriération du mouvement révolutionnaire est une des principales raisons pour lesquelles, lorsque à la fin des années 1970 la classe ouvrière émergea de ses illusions envers le CHP, au lieu de se tourner dans une direction positive, elle retomba dans la démoralisation.

L'année 1976 fut l'une des années de plus grande activité de cette période. Cette année-là, environ 500 000 personnes participèrent à la commémoration du 1er Mai, plus de 200 000 se mirent en grève légale ou illégale, et plus de 100 000 prirent part à une grève générale contre l'instauration d'une Cour de sûreté de l'Etat.

Durant cette période, la grande majo-

rité des grèves fut victorieuse, donnant un coup de fouet au moral du mouvement ouvrier. En 1976, le nombre de travailleurs impliqués dans les grèves officielles ne représentait qu'une petite proportion de ceux qui s'étaient engagés dans toutes sortes d'actions collectives.

Cependant, l'année suivante, en 1977, la proportion de grèves officielles s'est accrue par rapport aux grèves illégales. En tout, ce sont environ 93 000 travailleurs qui s'engagèrent dans des grèves cette année-là. Mais la mort de 37 personnes, due à une provocation lors de la manifestation du 1er Mai 1977 à Istanbul, fut un choc sévère.

A ce moment-là, la Turquie était au beau milieu d'une campagne électorale mouvementée. Dans les grandes cités industrielles, les meetings du CHP étaient en fait des rassemblements de travailleurs. La classe ouvrière a perçu l'entrée du CHP au gouvernement comme le point culminant de ces dix années de luttes.

LE DÉCLIN DU MOUVEMENT OUVRIER

L'installation du gouvernement du CHP en janvier 1978 a marqué le début ►

52 syndicalistes risquent

C'est à la fin de l'année 1981, seize mois après avoir pris le pouvoir par un coup d'Etat militaire, que la dictature a ouvert le procès de 52 dirigeants syndicaux. Les accusés proviennent tous de la centrale syndicale DISK (Türkiye Devrimci İsci Sendikaları Konfederasyonu - Confédération turque des syndicats ouvriers révolutionnaires), la seconde par ordre d'importance des confédérations syndicales du pays.

Dans un acte d'accusation dont la lecture a duré 70 jours, ces dirigeants syndicalistes ont été accusés « de tentative de renversement par la force et la violence de l'ordre établi, pour instaurer un système marxiste-léniniste ». Le procureur a requis contre eux la peine de mort.

Des dirigeants syndicalistes d'un moindre niveau de responsabilité, des délégués d'atelier et des ouvriers vont être jugés dans des procès séparés mais qui sont liés à ce procès-fleuve, sous l'accusation d'avoir organisé et dirigé des grèves illégales ou non.

En fait, les accusations portées contre les dirigeants de la DISK ne reposent sur rien. Jusqu'au coup d'Etat du 12 septembre 1980, ils ne sont pas allés au-delà d'une activité syndicale normale.

Ces dirigeants ont joué un certain rôle en remplissant la fonction qui est celle de tout syndicat, c'est-à-dire lutter pour réduire l'exploitation de la classe ouvrière et limiter le taux de plus-value qui lui est extorqué. Mais ils considéraient la lutte pour une véritable démocratie ou-

vière, en Turquie et à l'échelle internationale, comme une menace pour leurs intérêts spécifiques. C'est pour cela qu'ils se sont employés à saboter tout développement allant dans cette direction.

Pourtant, la dictature militaire requiert la peine de mort contre ces dirigeants syndicaux. S'agit-il d'un accident ou d'une erreur ? Ni l'un ni l'autre, bien évidemment, si l'on se place du point de vue des généraux.

FAIRE TAIRE LA CLASSE OUVRIÈRE

En effet, ces responsables ont été à la tête de la DISK, organisation qui a joué un rôle très important dans le combat qu'a mené la classe ouvrière turque au cours des quinze dernières années. Ce que tente la junte, en accusant les dirigeants de la DISK, c'est essentiellement d'intimider l'ensemble de la classe ouvrière turque. Mais il s'agit-là d'un objectif qu'elle ne peut pas avouer de but en blanc.

Le 12 septembre 1980, la DISK a été interdite de toute activité. Cette mesure extrême n'a pas été prise à l'encontre de la principale centrale syndicale du pays, Türk-İs (Türkiye İsci Sendikaları Konfederasyonu - Confédération des syndicats turcs). Mais, bien que son secrétaire général soit devenu ministre dans le gouvernement militaire, l'activité syndicale de cette organisation a été, en fait, très fortement limitée. De plus, les militaires ont décidé d'interdire aux syndicalistes de

quitter leur organisation pour adhérer à une autre confédération.

Dans ce contexte, près de 300 000 travailleurs continuent de se considérer comme des militants de la DISK et suivent le procès où leurs dirigeants sont menacés de la peine capitale.

Au cours des vingt dernières années, tous ces travailleurs ont vécu au moins une grève, c'est-à-dire qu'ils ont fait l'expérience du syndicalisme et de la lutte syndicale. Ils sont le premier secteur de la classe ouvrière à s'être familiarisé avec les idées socialistes. Ils constituent donc le noyau du mouvement ouvrier organisé turc. Si la junte réussissait à les intimider, cela ne manquerait pas d'avoir des effets décourageants sur l'ensemble du monde du travail. C'est pour cela que la dictature a choisi de braver les réactions éventuelles de l'opinion publique internationale.

Bien sûr, le procès des dirigeants de la DISK n'est pas le seul exemple du recours massif de la junte aux poursuites, aux arrestations et à la torture pour tenter d'intimider les travailleurs. Beaucoup de travailleurs sont inculpés pour avoir participé à des grèves illégales. Des dizaines de milliers de personnes, liées à différentes organisations révolutionnaires, sont poursuivies, dont une forte proportion de travailleurs.

La dictature lance une offensive impitoyable contre les acquis accumulés par les travailleurs au cours des deux dernières décennies, tels le droit de grève, les

► d'un certain reflux de la montée ouvrière qui se produisait depuis 1974. En comparaison avec les années précédentes, le nombre de grèves légales et illégales a baissé. La première raison en fut que les gens pensaient que tout ce qui pourrait être éventuellement obtenu par la lutte serait de toutes façons accordé par le gouvernement.

Durant le peu de temps qu'il est resté au gouvernement, le CHP a réussi à ôter toutes leurs illusions aux travailleurs. Ce fut un important facteur du ralentissement et du déclin du mouvement ouvrier. Environ une centaine de milliers de travailleurs participèrent à une grève de protestation de deux heures appelées par la DISK contre l'assassinat de 7 étudiants. Cela mis à part, le nombre de travailleurs participant à des grèves légales ne fut que d'environ 10 000.

Dans ces années-là, la méfiance envers la bureaucratie syndicale s'accrut considérablement parmi les travailleurs affiliés à la DISK. Ce cœur du mouvement ouvrier, qui était passé par dix années d'expériences de grèves durement menées, commença à se retourner contre la bureaucratie. Dans les secteurs relativement attardés de la classe ouvrière, le désintérêt à l'égard de l'action syndicale et un sentiment d'éloignement vis-à-vis du syndicat grandissaient.

Quoi qu'il en soit, la possibilité de développer une opposition révolutionnaire dans les syndicats se trouvait écartée. Aucun défi sérieux ne fut donc opposé à la bureaucratie syndicale.

Il apparut clairement que dans les assemblées syndicales comme dans l'action, et même au cours des grèves légales, les travailleurs devenaient moins actifs, moins militants, moins enthousiastes. Les ouvriers les plus combattifs étaient devenus incapables de mener la lutte au plein sens du terme, c'est-à-dire d'en être la véritable direction. Ils n'abandonnaient pas la lutte pour autant, mais en laissaient, dans une large mesure, la conduite à la bureaucratie syndicale.

L'indice le plus éloquent de cette évolution a été la stagnation, suivie du déclin, du nombre de militants de la DISK. Cette organisation connut des scissions même dans l'industrie mécanique. Elles n'ont cependant pas entraîné un accroissement des effectifs des autres confédérations syndicales. Des luttes internes se sont développées rapidement au sein de plusieurs syndicats affiliés à Türk-Is.

Le syndicat indépendant limité à un lieu de travail devint une solution alternative, bien qu'elle ne fut pas tout à fait neuve. Cependant, il faut souligner, encore une fois, qu'étant donné le fait que

cette période a été brève, elle n'a pas ouvert la porte à une nouvelle situation ni à un changement du rapport de forces. Elle a été significative parce qu'elle a représenté un changement par rapport à la tendance apparue chez les travailleurs à la fin des années 1960 de chercher à créer, par-delà l'éparpillement des lieux de travail individuels, un mouvement de la classe ouvrière dans son ensemble. En quelques endroits, des secteurs entiers de la classe ouvrière se détournèrent de l'organisation syndicale et se trouvèrent pris entre les quatre murs de l'usine, leur perspective ne dépassant pas le cadre de leur seule entreprise.

Cette évolution générale constitua un important facteur de dispersion et de démoralisation des forces révolutionnaires à la veille du coup d'Etat du 12 septembre.

LA MÉFIANCE NAÎT ENVERS LA BUREAUCRATIE SYNDICALE

Plus important encore, les travailleurs s'étaient rendus compte qu'au-delà d'un certain niveau de la lutte économique, les bureaucrates reculaient toujours. Après 1974 et la fin de la dictature semi-militaire, la bureaucratie s'était retrouvée en bonne position pour se stabiliser.

Comme la stabilisation de la bureau- ►

la peine de mort !

congrés payés, le versement d'une retraite, l'amélioration des conditions de travail, des services de santé et une relative amélioration du niveau de vie. Le procès de la DISK est aujourd'hui la pierre angulaire de toute la contre-offensive gouvernementale.

L'ESSOR DU MOUVEMENT OUVRIER TURC

Ce que la dictature militaire tente de faire, c'est de renverser le cours ascendant qu'a connu, au cours des vingt dernières années, le mouvement ouvrier, et qui a constitué un bouleversement fondamental de la société turque.

A l'aube des années 1980, la classe ouvrière turque avait déjà acquis une force numérique considérable. Selon les statistiques publiées à la fin 1981, le nombre de travailleurs assurés sociaux était de 2 154 000. Mais ce chiffre ne représente qu'une fraction du prolétariat industriel, parce qu'il exclut les travailleurs qui ne sont pas assurés sociaux du fait de la pression patronale et des menaces de licenciement. Cela concerne beaucoup d'ouvriers qui travaillent dans les innombrables petites entreprises liées au secteur de la petite industrie. Ces travailleurs non assurés se comptent certainement par millions.

C'est ainsi que les statistiques officielles chiffrent à un demi-million le nombre de petites entreprises et exploitations qui ne sont pas couvertes par la sé-

curité sociale. Cela donne une certaine idée du nombre de travailleurs dans la petite industrie.

De plus, les 2 154 000 travailleurs mentionnés plus haut ne comprennent pas les centaines de milliers d'ouvriers employés dans les entreprises de l'Etat et qui, d'après une législation adoptée après 1975, sont comptés comme fonctionnaires. De la même manière, les ouvriers employés temporairement dans les activités minières et les industries saisonnières ne sont pas pris en compte dans ces chiffres.

Si l'on tenait compte de l'ensemble de ces catégories, la classe ouvrière industrielle représenterait plus de 25 % de la population active en Turquie.

Enfin, si l'on ajoute le prolétariat agricole, qui n'a jamais été recensé mais doit se compter par millions, et les 1 500 000 fonctionnaires, on voit que la proportion de travailleurs salariés dans la population active doit dépasser les 50 %.

LA SYNDICALISATION

Le processus de syndicalisation dans ces masses de travailleurs salariés présente certaines caractéristiques spécifiques. Il est impossible pour les ouvriers industriels non assurés et les travailleurs agricoles d'adhérer à un syndicat, et la loi interdit aux fonctionnaires de se syndiquer.

Cependant, une large majorité des 2 millions de travailleurs assurés sociaux est

syndiquée dans les deux principales confédérations. Türk-Is compte environ un million et demi d'adhérents, la DISK environ 300 000. Les confédérations fascistes MISK (Milliyetçi İsci Sendikaları Konfederasyonu - Confédération nationale des syndicats) et la centrale islamique Hak-Is n'ont été en mesure de recruter que quelques dizaines de milliers d'adhérents. On estime, en outre, que des syndicats indépendants regroupent au total plusieurs centaines de milliers de travailleurs. On ne peut guère accorder de confiance aux chiffres donnés par les centrales syndicales elles-mêmes. Nous avons donc procédé à une rapide estimation qui, étant donné l'exagération des statistiques officielles, est certainement plus proche de la réalité. Les chiffres donnés par la direction de la DISK varient entre 800 000 et un million d'adhérents.

Le principal danger de ces surestimations, c'est de faire apparaître en contrepartie les luttes des travailleurs turcs comme moins importantes qu'elles ne le sont en réalité. Si la DISK avait eu un million de membres dans la période qui a précédé le coup d'Etat du 12 septembre 1980, la situation aurait été profondément bouleversée. Ces 300 000 travailleurs organisés par la DISK représentaient une petite minorité de la classe ouvrière, même s'ils ont joué un rôle moteur et ont permis d'élever le niveau de l'ensemble du mouvement ouvrier. ■

cratie syndicale coïncidait avec un approfondissement des oppositions de classes, son caractère réactionnaire ne manqua pas de se faire sentir, quels que soient les oripeaux révolutionnaires, voire communistes, ou les noms radicaux dont elle se parait.

Les travailleurs se sont rendus compte que ces bureaucrates syndicaux et les politiciens de gauche qui les contrôlaient ne pouvaient tolérer aucune démocratie. Ils ont vu qu'ils divisaient les travailleurs de façon irresponsable. Les bureaucrates se sont efforcés de maintenir en dehors des activités syndicales les travailleurs dont les vues étaient différentes des leurs (leur accolant parfois l'étiquette ambiguë de « maoïstes-ultra-gauches »). Ils ont même collaborés avec les patrons pour faire renvoyer certains de ces travailleurs, et ne les ont jamais intégrés à la direction de la DISK.

En outre, avec l'approfondissement de la crise économique et les difficultés croissantes qui assaillaient les travailleurs, le luxe et le gaspillage auxquels s'adonnait la bureaucratie devinrent de plus en plus éclatants. Ce luxe matériel allait par ailleurs de pair avec une élévation du statut social. Les dirigeants syndicaux jouissaient dans les courants politiques de gauche d'un crédit considérable bien que, selon les règles de l'organisation syndicale, ils n'eussent droit à aucun privilège à titre personnel.

Même dans des conditions où la lutte de classe est très violente et la conscience de classe très avancée, des règles organisationnelles très strictes et des règles démocratiques sont indispensables pour empêcher des dirigeants ouvriers d'acquiescer des privilèges sociaux et matériels. Mais la bureaucratie de la DISK, au contraire, s'est entourée de règles statutaires hautement antidémocratiques. Tous les permanents syndicaux se sont retrouvés dans l'unité pour soutenir ce cadre organisationnel, qu'ils soient communistes, sociaux-démocrates, libéraux ou simplement des gangsters.

En fait, même des courants qui proclamaient leur hostilité à la bureaucratie syndicale n'ont pas manqué d'utiliser ces statuts pour accroître leur influence dans certains secteurs du mouvement syndical.

En ce qui concerne la démocratie, cette bureaucratie était dans le ton des attitudes traditionnellement antidémocratique du mouvement révolutionnaire turc, et il lui était facile de détourner toute attaque contre ses propres pratiques. De plus, sur ce terrain-là comme sur bien d'autres, la bureaucratie a toujours su faire montre d'une certaine souplesse tactique.

Par ailleurs, les illusions semées à propos du CHP par les syndicalistes membres de ce parti et leurs alliés se sont retournées contre la bureaucratie, et sont devenues un important facteur de la montée de l'hostilité et de la défiance envers les dirigeants syndicaux. Dès que le gouvernement CHP a commencé à mettre en œuvre une politique économique qui suivait en tous points la ligne des directives du Fonds monétaire international (FMI),

comme le gel des salaires, et a adopté une position de neutralité envers les attaques des fascistes, les travailleurs ont rapidement perdu leurs illusions. Evidemment, ce réveil brutal eut un effet sur la façon dont les travailleurs voyaient la bureaucratie syndicale.

Cependant, la moyenne des travailleurs, qui méprisaient la bureaucratie, continuaient à penser qu'ils ne pouvaient pas s'en passer. Les courants non directement rattachés à la bureaucratie étaient jeunes et manquaient de tradition. Ils ne pouvaient obtenir la confiance des ouvriers. En particulier, la grande majorité des cadres de base de ces courants étaient extérieurs à la classe ouvrière. Leur sentiment d'identification avec les travailleurs avait une base matérielle très faible. Comme ces derniers ne voyaient pas d'issue révolutionnaire à leur rejet de la bureaucratie, la route était ouverte à la démoralisation.

Tous ces développements au sein de la DISK devaient trouver un écho dans la classe ouvrière prise dans son ensemble.

A LA VEILLE DU COUP

Dans les derniers mois de 1979, le gouvernement CHP était proche de sa fin. La réaction des masses laborieuses contre les actes du gouvernement CHP au cours des vingt mois précédents se refléta dans une série d'élections locales et d'élections partielles au Sénat. Le soutien des travailleurs au CHP déclina considérablement.

Par exemple, lors des élections de 1973 à Istanbul, le CHP avait obtenu 981 000 voix mais, en 1977, il n'en obtint que 493 000. En outre, l'ensemble des votes pour les partis de gauche à Istanbul s'élevait au chiffre dérisoire de 56 000. Qui plus est, lors des dernières élections, avant le coup, le taux d'abstention fut extrêmement élevé.

Au cours de ces mois-là, en dépit de la proclamation de l'état de siège, dans un grand nombre de provinces, les grèves illégales se sont poursuivies et, en 1979, 40 000 travailleurs participèrent à des grèves légales.

A Istanbul, 10 000 travailleurs des manufactures de tabac et des brasseries, secteurs décisifs des entreprises d'Etat, se mirent en grève officielle. Ils réclamaient « l'auto-défense contre les attaques fascistes » menaçant leurs vies. A Izmir, près de 5 000 travailleurs ont occupé l'usine textile Taris, parce que la direction de l'entreprise avait essayé de faire entrer des fascistes dans les locaux. Le conflit sur cette question durait depuis 1975. Ces luttes étaient l'indice d'une nouvelle montée, mais elle ne dura guère.

Ce mouvement s'est éteint après la répression impitoyable des manifestations de rue qui eurent lieu dans plusieurs endroits de la ville en soutien à l'occupation de l'usine Taris à Izmir.

Un gouvernement bourgeois ouvertement droitier fut formé en décembre 1979, sous la présidence de Suleyman Demirel. En janvier 1980, il annonça de nouvelles mesures économiques qui ne furent, en fait, totalement appliquées que

plus tard, par la junte qui arriva au pouvoir le 12 septembre de la même année.

Ces mesures constituent une attaque économique brutale contre la classe ouvrière et les masses laborieuses. Il ne fallut pas attendre des mois ni même des semaines avant que les effets ne s'en fassent sentir sur la vie quotidienne des travailleurs.

L'inflation atteignit alors le plus haut niveau de ces dernières années. Même les statistiques gouvernementales montrent que les salaires réels des travailleurs ont considérablement baissé. De plus, selon les statistiques de 1978, 581 000 travailleurs ne gagnaient que le salaire minimum. Cela représentait environ 27 % de travailleurs assurés. Et ce salaire minimum était le maximum de ce que gagnaient les millions de travailleurs non déclarés.

Dans ces conditions, une puissante vague de grèves légales se déclencha. Mais les grèves illégales furent considérablement moins nombreuses que l'année précédente. Cela reflète le recul du mouvement ouvrier et le fait qu'en dépit de sa dispersion et de sa démoralisation, la classe ouvrière se raccrochait en dernier ressort à l'arme de la grève légale.

Dans les huit mois qui ont précédé le coup du 12 septembre, des préavis de grève impliquant 122 000 travailleurs furent déposés, mais le gouvernement et les autorités chargées de faire respecter la loi martiale leur imposèrent un délai. Des 78 grèves ainsi retardées, 28 ont été gelées, pour la première fois. Cela s'est produit surtout dans l'industrie pétrochimique et dans l'industrie mécanique. Parmi ces préavis de grève, 35 avaient été déposés par des syndicats affiliés à Türk-İs, et 42 par des syndicats affiliés à la DISK.

Peu avant le 12 septembre, 54 200 ouvriers étaient en grève, dont environ 48 491 affiliés à la DISK. La grande majorité des grévistes travaillaient dans la mécanique, la fonderie et le textile. Mais ces grèves étaient extrêmement faibles du point de vue de l'organisation et de la combativité.

Les patrons, comme les bureaucrates, qui se plaisaient à répéter que les coffres des syndicats étaient vides, n'eurent qu'à attendre que la patience des travailleurs s'use et que le moment arrive où ces derniers seraient prêts à accepter un contrat désavantageux.

Durant tout ce temps, les syndicats, comprenant près d'un million de travailleurs, se limitaient à négocier des contrats. Sentant que ces discussions menaient à une impasse, des centaines de milliers d'ouvriers affiliés à Türk-İs, en particulier dans l'automobile, les chemins de fer et le textile, paraissaient prêts à partir en grève. C'est dans ce contexte que les militaires eurent recours au coup d'Etat.

Dans quelle mesure ont-ils réussi à briser le mouvement ouvrier turc, l'un des plus puissants et des plus expérimentés des pays dominés ? Cela sera le sujet d'un prochain article. ■

Mehmet SALAH
Juin 1982.

Deux ans après : manifestations et perspectives

DES dizaines — et plus vraisemblablement des centaines — de milliers de personnes sont descendues dans la rue à l'appel de Solidarité, le 31 août, dans toute la Pologne. En de nombreuses villes, les affrontements ont été très durs, les forces de l'ordre n'hésitant pas à tirer sur la foule lorsque les gaz lacrymogènes et les coups de matraque ne suffisaient pas à disperser les manifestants.

La junte tue, la junte assassine : telle est la seule conclusion que pourront tirer les masses polonaises au lendemain du deuxième anniversaire des accords de Gdansk. L'impasse est manifeste pour ce pouvoir qui, la veille encore, affirmait : « *La population est avec nous et ne soutient pas ceux qui violent l'ordre et la loi.* »

4 morts, des centaines de blessés, plus de 4 000 arrestations, tel est le bilan de cette journée d'affrontements entre une classe ouvrière exaspérée et l'appareil répressif au service d'une clique de bureaucrates et de généraux. Les promesses fallacieuses d'entente nationale, réitérées dans l'allocution du général Jaruzelski quelques jours auparavant, apparaissent pour ce qu'elles sont : des mots, de la fumée, du vide, une piètre ruse pour tenter d'endormir l'ennemi. Mais en vain.

La détermination dont ont fait preuve les foules de jeunes manifestants est d'autant plus impressionnante que le dispositif de dissuasion mis en place ne laissait aucun doute quant aux intentions du pouvoir. « *Les lois de l'état de siège peuvent plaire ou déplaire, affirmait Jaruzelski, menaçant du bâton après avoir agité la carotte, mais elles doivent être respectées. Aucune atteinte ne sera tolérée.* »

Ni les colonnes de blindés, ni les manœuvres des troupes du pacte de Varsovie aux portes mêmes de la capitale, ni les appels au calme de la hiérarchie catholique demandant aux travailleurs de ne pas descendre dans la rue n'auront empêché les manifestations.

Certes, les dirigeants de la Commission nationale provisoire de coordination de Solidarité (TKK) étaient conscients des risques qu'ils prenaient en appelant à la mobilisation du 31 août. « *Nous nous rendons compte que la décision de la TKK pourrait entraîner des victimes. Oui. Mais des manifestations auront lieu de toute façon, et elles seront réprimées* », disait Z. Bujak, dans l'appel lancé le 18 août. Par ailleurs, il soulignait ceci : « *Il est impossible de taire une manifestation. Le pouvoir en a peur* », alors qu'« *il s'est avéré que les différentes formes de grève de courte durée sont peu efficaces, parce que plus faciles à dissimuler.* »

Certes, des victimes, il y en a eu. Certains y verront une confirmation de leurs craintes quant aux conséquences sanglantes de telles manifestations et au découragement que cela pourrait entraîner dans la population. Mais l'image de la résistance opiniâtre et massive qu'opposaient les manifestants face aux blindés ne marquera-t-elle pas encore bien plus la conscience et la mémoire de tous les Polonais, leur redonnant confiance dans la possibilité de dire « non » à la junte, « non » à l'ordre bureaucratique, « non » à la répression ?

L'impudence de la télévision polonaise, tentant de présenter la mobilisation comme une « *manifestation artificielle organisée par des bandes de voyous et des nervis déchaînés* », n'aura pu susciter que rires ou grincements de dents. Pour tous ceux qui pouvaient encore en douter, la preuve est faite que Solidarité vit et poursuit le combat.

Quelles perspectives donner à la mobilisation après cette démonstration de force du mouvement de résistance ? Telle est

la question à laquelle la direction clandestine se trouve confrontée de manière plus aiguë que jamais.

Le point de vue exprimé par Z. Bujak à propos des grèves partielles est partagé par de nombreux ouvriers s'exprimant dans la presse clandestine, en raison notamment du nombre très élevé de licenciements qui en a résulté sans que les travailleurs puissent riposter.

Quant aux manifestations de rue, si elles permettent de marquer un rapport de forces à un moment donné — à condition d'être massives et très bien préparées — elles ont, elles aussi, des limites évidentes : outre la répression sanglante à laquelle elles peuvent donner lieu, elles n'ont guère de sens si elles ne s'articulent pas avec la lutte dans les places fortes de la classe ouvrière.

Certains, tel le Groupe de Solidarité combattante de Wrocław, font l'apologie des manifestations de rue en les opposant à la grève, sous prétexte que « *dans la rue, tu es incognito* », alors que « *dans les entreprises, ce sont toujours les mêmes qui font la grève* ». Ils se prononcent délibérément en faveur de la lutte dans la rue : « *Ne nous laissons pas enfermer dans le cadre restreint des entreprises.* »

A quoi Wladyslaw Frasyniuk, le dirigeant de Solidarité clandestine de cette même ville leur répond : « *La lutte menée par une organisation sociale forte, efficace et consolidée sera seule capable de "changer le cours des événements"*. Il n'y a qu'une telle organisation qui puisse obliger le pouvoir à signer un compromis avec la société. Notre tactique, c'est une reconstruction apparemment pénible et peu spectaculaire de l'organisation des travailleurs dans les entreprises ; il s'agit de reconstruire une organisation qui soit en mesure de défendre l'intérêt social en employant la grève générale comme dernier recours. La situation dans le pays est telle que ce dernier recours peut s'avérer bientôt une nécessité. Toutes nos actions sont et doivent être soumises à la préparation d'une telle grève. »

Voici un an, le 1er Congrès de Solidarité fixait pour objectif l'établissement d'une République autogérée et démocratique. Or, une telle perspective ne peut signifier que le renversement du pouvoir actuel. La bureaucratie polonaise, appuyée en cela par celle du Kremlin, n'hésitera devant rien pour défendre sa place et ses privilèges. Comment penser, en effet, que ceux qui ont plongé le pays dans le chaos au point de provoquer une chute du pouvoir d'achat de 50 % à la fin de l'année,

Les chantiers Lénine à Gdansk. (DR)



soient capables d'employer autre chose que la force pour maintenir leur contrôle sur la masse des travailleurs ?

Face à l'inévitabilité d'un tel affrontement, certains pas en avant ont été effectués dans Solidarité en ce qui concerne le travail en direction de l'armée. « Ne pas agir contre l'armée, mais mener un travail de l'intérieur. Ne pas compter sur un réflexe de conscience nationale au moment de l'épreuve, lorsqu'un ordre place le soldat polonais face à l'ouvrier. Devancer de tels moments, en stimulant l'atmosphère de lassitude et d'amertume qui commence à naître parmi les officiers, due à leur rôle d'occupant », préconise un militant de Solidarité dans *Tygodnik Mazowsze*, hebdomadaire clandestin de Varsovie.

Dans le même sens, deux jours avant les manifestations du 31 août, le Comité de fondation du syndicat indépendant des miliciens lançait un appel aux miliciens à travers *Radio Solidarnosc* : « Ne suivez pas les ordres du 31 août. Refusez d'arrêter les manifestants, de les brutaliser. » Il leur était conseillé, au cas où ils seraient vraiment obligés de procéder à des arrestations et à des interrogatoires, « de le faire avec un minimum de zèle ». Ceci ne constitue bien sûr qu'un aspect de la préparation des masses à un affrontement avec le pouvoir.

La perspective de préparation à la grève générale, qui a occupé une place importante dans la presse clandestine depuis plusieurs mois — comme l'atteste l'article qui suit —, semble

avoir perdu un peu de son actualité. En effet, la direction de Solidarité a décrété une trêve en juillet, et la TTK a adopté des thèses qui mettent l'accent avant tout sur le caractère progressif de la conquête « de positions qui doivent lui permettre d'élargir les droits sociaux et politiques de la société », et sur la nécessité de construire un mouvement décentralisé.

Quels que soient les rythmes et les étapes du combat engagé, c'est bien le problème de l'orientation stratégique de Solidarité qui est posé au lendemain de ce 31 août. C'est la nécessité de définir le contenu même de ce que Wladyslaw Frasiński appelle : « *Changer le cours des événements.* »

Nous publions ci-dessous la traduction française d'un article publié dans le numéro 5 de juin-juillet 1982 d'*Inprekor* polonais. Cet article, qui est une prise de position de la rédaction d'*Inprekor* polonais dans le débat en cours au sein de Solidarité en Pologne, permet à la fois de présenter ce débat et les positions que défendent les militants de la IV^e Internationale. D'autres éléments de ce débat ont été publiés dans *Inprekor* numéro 128 du 14 juin 1982, et dans *Inprekor* numéro 129 du 28 juin 1982. ■

J. A.

Vendredi 3 septembre 1982.

Quelle stratégie pour Solidarité ?

Rédaction d'« INPREKOR » polonais

Au cours du mois de mai 1982, les dirigeants clandestins de Solidarité des régions de Wrocław dans le sud-ouest du pays et de Varsovie, suivis peu après par ceux d'autres régions, ont appelé à préparer une grève générale avec défense active des entreprises occupées. La Commission exécutive régionale de Varsovie (RKW) a par ailleurs annoncé que « les formes actuelles de manifestation de notre refus, telles que les grèves de protestation de 15 mn ou l'extinction des feux, sont suspendues dans notre région (1) ». Le samedi 26 juin, la Commission provisoire de coordination (TKK) de Solidarité a décidé de suspendre dans tout le pays les grèves et les manifestations jusqu'à la fin du mois de juillet et a annoncé que cette période « sera mise à profit par le syndicat pour développer et renforcer ses structures organisationnelles et pour se préparer à la grève générale, si les circonstances nous obligent à la faire ».

Les actions de résistance passive symboliques qui, durant les premiers mois de l'état de guerre, ont sans doute joué un rôle important dans la construction du mouvement social Solidarité, ont fini par montrer leurs limites, du moins comme forme principale de l'activité de la résistance. Les grèves de courte durée, menées dans plusieurs régions, et même la grève d'avertissement du jeudi 13 mai, menée dans tout le pays à l'initiative de la TTK, ont été jugées de manière diversifiée. Les réactions des militants syndicaux de Varsovie, recueillies après les initiatives du jeudi 13 mai, en témoignent. D'une part, elles ont renforcé la combativité et l'auto-organisation de la classe ouvrière. Mais, de l'autre, leurs résultats ont été sans commune mesure avec l'effort nécessaire à leur préparation. Pire même, le prix que les grévistes de nombreuses entreprises

ont dû payer s'est montré très lourd. La dictature militaire a licencié de très nombreux travailleurs à la suite de ces grèves. Les travailleurs, explique Zbigniew Romaszewski, de la direction régionale de Varsovie et responsable de *Radio Solidarnosc*, « sont cependant prêts à prendre un risque beaucoup plus grand, s'ils savent "que ce sera leur lutte finale" ».

VERS LE DÉPASSEMENT DE LA CRISE DE STRATÉGIE

La stratégie de « guerre de position », unilatérale, mise en avant par certains militants de Solidarité, et en particulier ceux de la région de Varsovie, s'est ainsi avérée insuffisante et contraire à la dynamique du mouvement. Au lieu de se limiter à la construction de structures de la Société clandestine — en accord avec les fondements de cette stratégie —, les masses travailleuses ont commencé, à partir du samedi 1^{er} Mai, à descendre dans les rues pour d'imposantes manifestations. Celles-ci ont rapidement donné lieu à des affrontements de rue. Bien que des éléments de « guerre de mouvement » aient accompagné les formes de « guerre de position » déjà avant — sous la forme de grèves —, à partir du 1^{er} Mai, ils ont commencé à occuper le devant de la scène. Mais cela s'est passé de façon spontanée : les affrontements de rue ont été menés sans connaissance de la tactique de cette forme de lutte et sans aucune sorte d'organisation. C'est dans de telles conditions, par exemple, qu'ont eu lieu les affrontements sur la place du marché de Cracovie, le jeudi 13 mai, quand les ZOMO (réserves motorisées de la milice — police anti-émeute) ont brutalement agressé une foule sans défense ; certains disent même qu'à cette occasion le mouvement a subi une défaite d'importance. « *Dispersée à plusieurs reprises, lit-on à*

ce sujet dans un bulletin clandestin (3), la foule peut perdre le moral, elle peut se laisser envahir par un sentiment d'impuissance, voire même céder à la panique. Les symptômes visibles de cela ont été le fait qu'après la manifestation du jeudi 13 mai, les flics en civil arrêtaient sans difficulté dans la foule les personnes repérées précédemment — et c'était cette même foule qui, quelques instants plus tôt, attaquait les canons à eau dans la rue Grodzka ; après le 13, il n'y a plus eu d'autres manifestations, et les inscriptions murales ont disparu — ce qui témoigne du temps qui a été nécessaire à la société pour s'en remettre. »

Ce ne sont pas les bastions naturels de la classe ouvrière, les grandes entreprises industrielles, qui ont été le théâtre de cette « guerre de mouvement ». « Les manifestations du 1^{er} et du 3 mai, qui ont le plus fortement témoigné de la force de résistance face à la dictature militaro-partidaire, non seulement par leur forme, mais aussi par leur composition sociale, différaient des grèves de juillet-août 1980. Bien qu'il n'ait pas manqué d'ouvriers dans les rues, c'est la jeunesse étudiante, les travailleurs non industriels et les lycéens, qui y étaient en majorité. Bien qu'ils n'aient pas avancé des mots d'ordre différents de ceux mis en avant par Solidarité ouvrière, bien qu'ils n'aient ressenti aucune différence, et que les ouvriers — à notre connaissance — n'aient pas considéré les manifestants comme des étrangers, il n'en reste pas moins que ce printemps met à la tête de la résistance

1. *Tygodnik Mazowsze*, numéro 16, Varsovie, 2 juillet 1982.

2. *Ibid.*

3. *Głos wolny, wolność ubezpieczający*, numéro 19, 30 mai 1982.

des milieux sociaux qui, au sein même de Solidarité, étaient en minorité. (4) »

Il ne fait pas de doute que la stratégie poursuivie par le mouvement de résistance est alors entrée en crise. Le vendredi 7 mai, Bogdan Lis, de la direction régionale de Gdansk, écrivait à Zbigniew Bujak, président de la région de Varsovie : « J'ai rendu compte de la réunion de la TKK et j'ai exposé aux représentants des grandes entreprises la position des quatre régions en ce qui concerne la stratégie et la tactique d'action. Ils ont été consternés. Tous pensaient que, s'il n'y a pas d'action décidée, si les gens n'ont pas la certitude que nous nous préparons quand même à la grève générale — en vue d'imposer une entente (nationale) même au prix d'un grand compromis —, nous n'aurons pas de soutien. (5) » Peu après, les travailleurs de plusieurs dizaines de grandes entreprises de la région de Varsovie ont à leur tour exigé de la Commission exécutive régionale (RKW) la préparation de la grève générale.

L'annonce de la grève générale est un événement décisif :

— Premièrement, elle signifie que la dynamique du mouvement conduit inexorablement à lier les formes de « guerre de mouvement » avec celles de « guerre de position ». La grève générale est la plus importante forme de « guerre de mouvement » dont dispose la classe ouvrière. Même ceux des militants de Solidarité qui se prononçaient pour la « guerre de position » ont été obligés, par la dynamique même de la résistance — qui, par les affrontements de rues spontanés, a commencé à échapper au contrôle des organes de coordination du mouvement —, de reconnaître qu'on ne peut tourner le dos ni même renvoyer à un rôle tactique limité les formes de « guerre de mouvement ». Car celles-ci apparaissent de toute façon, même si elles ne sont ni planifiées ni organisées.

— Deuxièmement, l'annonce de la grève générale signifie que la classe ouvrière désapprouve de plus en plus aussi bien les actions symboliques de la résistance passive que les grèves limitées, coûteuses et sans perspectives. Elle tend, en revanche, et elle y est prête, à engager des actions d'ampleur stratégique, des batailles sinon finales du moins décisives, qui pourraient concentrer toute l'énergie de la classe ouvrière et d'autres groupes sociaux opprimés qu'elle unifie autour d'elle, batailles qui pourraient conduire à des acquis décisifs qui, en d'autres termes, forceraient la bureaucratie sinon à s'effacer, du moins à céder beaucoup.

— Troisièmement, l'annonce de la grève générale — c'est-à-dire la transposition de la « guerre de mouvement » sur le terrain des usines et sa large application sur ce terrain — est la confirmation du caractère fondamentalement ouvrier de la résistance face à la dictature militaire. Depuis le début, depuis l'été 1980, la révolution polonaise a eu ce caractère, non seulement à cause de son contenu social ouvrier et du rôle dirigeant que la classe

ouvrière y joue, mais également parce que ses formes de lutte — la grève de masse économique ou politique — ont été la forme principale de la lutte du mouvement social dans son ensemble. La résistance maintient entièrement tous ces traits de la révolution polonaise. « La lutte décisive commencera là où avait commencé la lutte précédente : derrière les murs des usines, là où la force vitale du syndicat indépendant des travailleurs a pris sa source. Sur les arrières des manifestations de rue spectaculaires, le processus de retour de la confiance en soi que donne une grève solidaire a déjà commencé et continue à se développer. Cette fois, il s'agit de la conscience de la force qui émane des murs des usines et des hommes qui s'y enferment. (6) »

En prenant la décision de préparer la grève générale, nous devons être conscients qu'il s'agit là de la décision la plus importante, la plus responsable, et même de caractère historique pourrait-on dire, de la direction du mouvement social. Nous devons être conscients du caractère que revêt chaque grève générale réelle et des conditions nécessaires pour qu'une telle grève puisse être couronnée de succès. Car la grève générale obéit à certaines lois qui doivent être absolument respectées.



1981 : le Congrès de Solidarité. (DR)

Tout d'abord, il faut être conscient que la grève générale est une grande action révolutionnaire des masses, de tout le mouvement social, et qu'elle signifie qu'on entre dans une situation directement révolutionnaire. « La grève générale, écrivait Trotsky, n'est possible que lorsque les tensions politiques sont à leur apogée et c'est pourquoi elle signifie que nous avons affaire à une situation directement révolutionnaire. (7) » Il en découle que le déclenchement d'une telle grève doit exprimer le fait que les masses sont prêtes à une action révolutionnaire et que tous les chaînons du syndicat Solidarité sont prêts à se lancer dans cette lutte.

Dans les écrits des dirigeants de Solidarité on peut actuellement discerner deux tendances qui, si elles devaient perdurer, pourraient limiter, voire même enrayer, les chances de victoire d'une grève générale.

L'une d'elles est par exemple exprimée par Zbigniew Bujak qui écrit, dans une lettre datée du vendredi 21 mai, à Bogdan Lis, en commentant l'attitude des

travailleurs des grandes entreprises de Gdansk qui se prononcent pour la grève générale : « Explique-leur cependant qu'en vérité, du fait du caractère de la grève (autodéfense active), ce serait une révolution (le renversement du pouvoir). » Il a raison : il faut que toute la classe ouvrière soit consciente qu'il s'agit d'une action révolutionnaire d'une grande ampleur, et que l'on prend là le chemin qui mène au renversement du pouvoir bureaucratique. Mais, contrairement à ce qu'affirme Zbigniew Bujak, une grève générale n'aboutit pas obligatoirement à la défaite du mouvement ou bien au renversement de la bureaucratie. Comme nous allons le montrer dans la suite de cet article, on peut envisager une défaite partielle de la bureaucratie et une victoire partielle du mouvement social.

Zbigniew Bujak poursuit plus loin : « S'ils acceptent cela, explique-leur que la TKK peut se préparer à diriger une telle grève et que nous commençons de tels préparatifs mais, moi personnellement, je ne serai pas celui qui appellera à la grève. Car un tel appel équivaut à envoyer à la mort des milliers de gens, et ils ne peuvent exiger de moi que je prenne une telle responsabilité. Ce que la TKK peut faire, c'est prendre la direction d'une grève qui a déjà commencé. Qui, par exemple, a été appelée par le chantier naval "Lénine" ou par le Comité interentreprises de Gdansk, ou encore par le Réseau des grandes entreprises du pays. La prise de la direction d'une telle grève (si nous y sommes préparés) permettra de limiter les pertes grâce à une résistance coordonnée. (8) »

On ne peut être d'accord avec une telle attitude. Si la question de la grève générale se pose, la TKK ne peut prendre sa direction seulement au moment où elle éclatera à l'initiative de la base. Elle doit prendre la responsabilité de sa bonne préparation, et cela non seulement au niveau des entreprises et entre elles (la garantie d'une bonne coordination des entreprises qui passe, entre autres, par l'articulation entre elles des coordinations interentreprises existant actuellement dans diverses régions ou la mise sur pied de liaisons — notamment par radio — entre les entreprises pendant la grève, ce que propose Zbigniew Romaszewski). Elle doit assurer, et cela dès l'étape préparatoire, une direction centralisée de la grève dans chaque région comme à l'échelle nationale, ainsi que la possibilité d'une action unifiée et planifiée. Elle doit prendre la responsabilité de lancer le mot d'ordre de la grève générale et d'indiquer la date de son

4. « Le printemps polonais : dans les rues ? » (article anonyme envoyé de Pologne), Bulletin d'Information du Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France, numéro 21.

5. Tygodnik Mazowsze, numéro 15, 27 mai 1982.

6. « Le printemps polonais : dans les rues ? », art. cit.

7. Léon Trotsky, « Encore une fois, où va la France ? », Oeuvres, t. V, EDI, Paris, 1979, p. 177.

8. Tygodnik Mazowsze, numéro 15, op. cit.

commencement. Comme le disait Wladyslaw Frasnysniuk, dirigeant régional de Wrocław, en posant, dès le mois d'avril, la question d'une telle grève : « *Il faut préparer la société, la maintenir dans un état de préparation consciente et choisir le moment le plus propice à la victoire. La société doit être préparée à saisir une telle chance.* (9) » La responsabilité des dirigeants du mouvement doit être comprise comme le dit Zbigniew Romaszewski : « *Mes responsabilités, je les ai prises lorsque j'ai accepté le mandat à la direction nationale et régionale. Je ne suis pas seulement responsable de telle ou telle décision, mais de l'absence de décision. Du fait que Solidarité risque d'être condamné au marasme et notre pays à une normalisation à la tchèque. Je suis responsable d'actions désorganisées qui peuvent se terminer de manière sanglante et qui ne sont d'aucune utilité.* (10) »



Solidarité résiste... (DR)

Une autre tendance dangereuse est notamment exprimée notamment par Zbigniew Romaszewski. Il souligne, à juste titre, que la défaite de décembre 1981 était due notamment « *à la disproportion existant entre les revendications mises en avant par le mouvement Solidarité et les moyens qu'il était prêt à utiliser* ». Les moyens étaient trop limités. D'un autre côté, il commet aujourd'hui la même erreur, bien qu'inversée, en soutenant que « *seule une totale détermination de la société et des revendications limitées peuvent pousser le pouvoir au compromis* (11) ». La disproportion des moyens et des buts — dans les deux cas — peut conduire à la défaite. Et ce danger n'est pas moins grand lorsque les revendications avancées sont par trop limitées en comparaison avec les moyens utilisés dans la lutte pour leur réalisation. C'est une telle erreur justement qui menace Solidarité aujourd'hui.

LA GREVE GÉNÉRALE ET LA QUESTION DU POUVOIR

Toute grande lutte révolutionnaire, et donc également une grève générale,

doit être armée d'un programme d'action. En préparant la grève générale, il faut avancer un tel programme. Sa mise en forme et sa popularisation jouent un double rôle. Premièrement, seule son acceptation par les larges masses, par le mouvement social tout entier, permet de conclure qu'il est réellement prêt à la grève générale. Deuxièmement, il permet de développer la conscience et la combativité des masses, et joue donc un rôle primordial dans la préparation de la grève elle-même. C'est pourquoi « *l'organisation d'un sondage dans les entreprises pour savoir quand elles seront prêtes à la grève et quelles formes elle doit prendre* (11) » — comme le propose la Commission exécutive régionale de Varsovie (RKW) —, bien que juste et nécessaire, n'est pas en elle-même suffisante. Un tel sondage devrait également concerner le programme d'action, c'est-à-dire les buts immédiats et

transitoires, dont la réalisation devrait être obtenue par la grève.

Un tel programme doit s'accorder avec la nature de la grève générale. Il devrait bien évidemment comprendre toutes les revendications les plus brûlantes du mouvement social Solidarité. Mais il faut se poser la question de savoir jusqu'où ces revendications doivent aller. On peut les partager en deux catégories : les revendications qu'on peut voir satisfaites dans les limites du régime de la dictature militaire, et celles qu'on peut voir satisfaites dans le cadre de la dictature bureaucratique en général (la dictature militaire n'étant qu'une des formes possibles du pouvoir bureaucratique). La libération de tous les prisonniers politiques est concevable — bien que peu probable — dans le cadre de la dictature militaire. Cette dernière peut l'accepter lorsque, voyant sa fin approcher, elle cherchera à faire des concessions pour sauver son pouvoir. Par contre, les deux autres revendications actuelles du mouvement — la levée de l'état de guerre et le rétablissement des libertés syndicales — ne peuvent être réalisées que par le renversement (ou en la forçant à la démission) de la dictature militaire, bien

que leur réalisation n'impose pas dans l'immédiat le renversement du pouvoir bureaucratique, mais seulement des concessions de sa part.

Toutes ces revendications doivent trouver place dans le programme d'action de Solidarité pour préparer la grève générale, car non seulement elles ne sont pas trop ambitieuses mais, au contraire, elles sont insuffisantes quand il s'agit d'une telle grève. « *Au-delà de la grève générale, il n'y a plus que l'insurrection armée. Toute l'histoire du mouvement ouvrier démontre que chaque grève générale, indépendamment des mots d'ordre qui ont conduit à son déclenchement, a une tendance intrinsèque à se transformer en lutte révolutionnaire ouverte, en une lutte directe pour le pouvoir.* (12) » Il s'agit là d'une sorte de « loi du mouvement » de la grève générale. « *La signification essentielle de la grève générale, indépendamment des acquis partiels qu'elle permet — ou non — d'obtenir, est fondée sur le fait qu'elle pose de manière révolutionnaire la question du pouvoir,* écrit encore Trotsky. *Le prolétariat, en paralysant les usines, les transports et les liaisons en général, les centrales électriques, etc., paralyse non seulement la production, mais également le gouvernement. Le pouvoir d'Etat est de ce fait suspendu en l'air. Il doit donc soit défaire le prolétariat par la faim ou par la force, et le forcer à remettre en marche la machine étatique de la bourgeoisie, soit lui céder la place.* (13) »

Cela concerne également le pouvoir bureaucratique, bien qu'il ne faille pas oublier certaines spécificités propres à ce dernier. La bureaucratie est plus résistante face au refus généralisé du travail que ne l'est la bourgeoisie car, contrairement à cette dernière, elle n'est pas une classe intégrée dans le processus de production, mais seulement une couche parasitaire. En conséquence, la grève générale doit être longue pour briser sa résistance. Le danger de la faim est donc plus grand. Ne serait-ce que pour cette raison, il faut envisager de passer de la grève générale passive à la grève active, et cela dans un nombre d'entreprises d'autant plus important que la grève se prolonge. Trotsky, à propos de la grève active qui, en 1920, avait touché la majorité des usines d'Italie du Nord, soulignait que cette grève signifiait en réalité l'établissement du pouvoir des travailleurs : « *Il fallait seulement l'organiser et en tirer toutes les conclusions qui s'imposaient.* (14) » Car la grève active pose le problème du pouvoir de manière plus forte encore que la grève d'occupation passive. Antonio Gramsci, commentant cette grève active au moment même où elle se développait, se demandait : « *Est-ce que toutes ces républiques prolétariennes que sont les entreprises — occu-*

9. Tygodnik Mazowsze, numéro 13, 12 mai 1982.

10. Tygodnik Mazowsze, numéro 16, op. cit.

11. Ibid.

12. Léon Trotsky, op. cit., p. 177.

13. Ibid., p. 184.

14. Léon Trotsky, *The Struggle against Fascism in Germany*, New York, 1977, p. 189.

pées et dirigées par les travailleurs — ne seront pas obligées, par la force interne de la dialectique du développement historique, à se confédérer, à s'organiser unitairement, à opposer au pouvoir bourgeois leur propre pouvoir central ? (15) »

Quelles sont les conclusions de tout cela ? Revenons une fois encore aux réflexions de Trotsky sur la grève générale. « Les dirigeants du prolétariat devraient comprendre cette logique interne de la grève générale car, s'ils ne la comprennent pas, ils s'avèreront être non pas des dirigeants, mais des dilettantes et des aventuriers. En termes politiques, cela signifie que les dirigeants devraient poser dès maintenant la question de la prise du pouvoir par la voie révolutionnaire devant le prolétariat. Dans le cas contraire, ils ne devraient pas jouer avec le mot d'ordre de la grève générale. (16) » Cela s'impose pour vérifier si le mouvement social Solidarité est déjà mûr pour avancer (et lutter avec conséquence pour leur réalisation) les revendications qui devraient être celles de toute grève générale.

Mais tout cela ne signifie pas, cependant, que la grève générale ne serait victorieuse que dans le cas où la dictature militaire et le pouvoir bureaucratique en général seraient renversés et remplacés par le pouvoir des travailleurs des villes et des campagnes. La grève générale peut aboutir à une victoire partielle, à un compromis entre le pouvoir et la bureaucratie. Mais il faut se rendre compte de deux questions.

— Premièrement, les intérêts de la classe ouvrière et de la très grande majorité de la société ne peuvent s'accorder avec ceux de la bureaucratie. Ils sont et resteront diamétralement opposés. C'est pourquoi il ne peut y avoir entre eux aucun « compromis historique ». Le pouvoir bureaucratique, dégénéré et isolé, ne peut être — de par sa nature — que totalitaire, et il le restera. Sous un tel pouvoir, la classe ouvrière et la société ne peuvent être autogérées. Seul un compromis de caractère tactique, et non stratégique, est possible. S'il se réalise, il sera l'expression non pas de la tendance de la bureaucratie à chercher une « entente nationale » mais seulement une concession devant la force et la détermination du mouvement social. Il sera l'expression du rapport de forces existant à un moment donné entre les camps opposés et marqué par une relative égalité entre eux, qui empêche l'un ou l'autre de remporter une victoire totale. Ce sera un cessez-le-feu et donc, en même temps, l'annonce d'autres luttes, de luttes dures.

Un tel compromis ne sera pas la fondation d'un « Etat d'entente nationale », dont la perspective utopique et confusionniste est avancée par les auteurs d'un texte sur le programme d'action qui circule clandestinement en Pologne (17). « Regardons la réalité en face : on ne peut rétablir en Pologne les libertés démocratiques élémentaires, on ne peut reconstruire Solidarité sans renverser en même temps la dictature instaurée le dimanche 13 décembre. L'espoir d'une entente na-

tionale a été ce jour-là justement détruit par le pouvoir. Et si l'idée même d'une entente a pu survivre, elle ne pourra se réaliser que contre ce pouvoir. C'est ce qui se passe. La véritable entente nationale se crée chaque jour au sein des organisations clandestines, dans les usines, les universités, les prisons et les camps d'internement. Des gens de diverses opinions et ayant des passés politiques différents rejoignent cette entente. Et il ne manque plus qu'une liaison entre les divers milieux et les différentes régions pour que cette entente prenne un caractère réelle national. (18) » Nous sommes d'accord avec ces phrases, tirées du bulletin du Comité ouvrier interentreprises de Varsovie.

— Deuxièmement, la grève générale, même si elle ne résoud pas la question du pouvoir — et il est probable qu'elle ne la résoudra pas —, la posera en tout cas avec force. Le mouvement social pourra sauvegarder la victoire partielle obtenue par la grève générale, à la seule condition qu'il utilise le compromis tactique — que la bureaucratie sera amenée à accepter le dos au mur — pour transformer le rapport de forces acquis dans la lutte, en une situation de dualité de pouvoir plus ou moins développée. Développer une situation de dualité de pouvoir, telle est justement la condition et le sens d'une victoire partielle au cours d'une grève générale. Il est nécessaire d'en tirer des conclusions qui doivent être présentes dans le programme d'action de Solidarité en vue de préparer une grève générale.

LA QUESTION DU POUVOIR

La libération de tous les militants de Solidarité et d'autres organisations indépendantes condamnés après procès ou internés sans jugement dans les camps : telle est la première revendication qui doit se trouver dans le programme d'action. « Dans chaque guerre — comme le souligne à juste titre Zbigniew Romaszewski —, même dans une guerre menée contre son propre peuple, un principe s'applique : avant de parler d'accord, on parle des prisonniers. Sans cela, tout accord n'est qu'une capitulation. Une capitulation d'autant plus grave qu'elle briserait notre arme la plus importante : notre solidarité. (19) » L'abolition de l'état de guerre, et donc de la dictature militaire, doit être le second point de ce programme. Enfin, il doit inclure la revendication du rétablissement des droits syndicaux et des libertés démocratiques en général, obtenues entre août 1980 et décembre 1982. Il s'agit en particulier du plein rétablissement de la liberté d'action du syndicat indépendant autogéré Solidarité, avec ses statuts actuels, toutes ses directions démocratiquement élues et avec ses structures organisationnelles et sa résolution programmatique du Ier Congrès national de délégués, choisis par la volonté des masses.

Mais il ne s'agit là que de revendications immédiates. A leur côté, le programme d'action de Solidarité doit comporter des revendications plus avancées qui sont

des éléments d'un programme de transition. Car on ne peut séparer les revendications qui peuvent être réalisées sous la domination de la bureaucratie du but — la construction d'une République autogérée — que proclame la résolution politique du Ier Congrès national de Solidarité. On ne peut les isoler de ce but stratégique que la classe ouvrière polonaise s'est donnée après août 1980, en entamant la lutte pour un socialisme véritable — démocratique, ouvrier et autogestionnaire —, liant la démocratie ouvrière et la démocratie républicaine avec une réelle socialisation des principaux moyens de production. La condition nécessaire à la réalisation de ce but, c'est de renverser le pouvoir de la bureaucratie. Les revendications dont la réalisation permettra d'ouvrir la voie qui conduit à ce but doivent donc figurer dans le programme d'action.

Nous pensons que les acquis partiels dans le domaine de la démocratie politique — comme la réalisation des revendications immédiates déjà mentionnées — doivent être accompagnés d'acquis au moins limités, permettant de protéger la société des dangers qui pèsent sur son existence matérielle, permettant de la protéger des effets de la crise économique et ouvrant la voie à une lutte efficace contre la crise. Le programme social (ouvrier) de lutte contre la crise, le programme de lutte contre le spectre de la famine, de la pauvreté, du chômage massif et plus généralement contre l'écroulement final de notre économie nationale, doit donc être partie intégrante du programme d'action de Solidarité.

Les priorités sociales pour aujourd'hui sont au nombre de deux : la garantie du plein emploi pour tous les travailleurs, et la garantie d'un minimum social pour tous les citoyens. C'est à ces priorités que devrait être subordonnée la planification du développement socio-économique du pays dans l'avenir le plus proche. Le but de la production ne doit pas être le profit individuel de l'entreprise, expression de l'économie du marché, mais au contraire la satisfaction des besoins sociaux les plus brûlants, expression de la coopération des producteurs. Cela signifie qu'il faudra bien souvent maintenir la production dans telle ou telle entreprise, voire la démarrer, même si les coûts de cette production sont plus élevés que les coûts moyens dans une branche donnée. Mais cela nécessite une transparence totale des coûts de production dans toutes les entreprises : la société doit savoir combien elle « paie » et pourquoi, et en même temps la somme totale de ces

15. Antonio Gramsci, *Ecrits politiques*, t. I, p. 385.

16. Léon Trotsky, « Encore une fois... », art. cit., p. 184.

17. W. Brzoza, S. Dobry, J. Kowalski, A. Malinowski, *Août après Décembre : programme de lutte pour un Etat d'entente nationale*, ro-néoté, 1982.

18. CDN, numéro 2, 17 avril 1982.

19. Prise de parole de Zbigniew Romaszewski à Radio Solidarnosc, Varsovie, 30 avril 1982, reproduite en polonais dans *Inprekor* numéro 4, avril-mai 1982, en français dans *Inprekor* numéro 127, du 31 mai 1982.

subventions ne peut dépasser le revenu global obtenu par les autres entreprises.

L'instauration du contrôle des travailleurs sur la production et la distribution (y compris sur le rationnement — un tel contrôle a été mis en place en automne 1981 par Solidarité dans la région de Lodz), du contrôle sur toutes les entreprises, tel est l'axe du programme de lutte contre la crise, et donc telle doit être la principale revendication de cette partie du programme d'action de Solidarité.

En 1932, Trotsky écrivait : « Dans l'Allemagne d'aujourd'hui, dans les conditions de la crise actuelle, le contrôle sur l'industrie signifie non seulement le contrôle sur les entreprises qui travaillent à plein rendement, mais également le contrôle sur celles qui tournent au ralenti et sur les entreprises fermées. Cela suppose également la participation à ce contrôle des prolétaires qui travaillaient dans de telles entreprises avant leur fermeture. Leur tâche consiste à remettre en marche les entreprises qui ont cessé la production, sous la direction des comités d'usine et sur la base des plans économiques. (20) » Explicitons ici de quels plans il s'agit. « S'il apparaît que, dans une entreprise donnée, l'arrêt de la production est plus bénéfique à la société que sa poursuite, il faut exiger que les travailleurs intéressés puissent disposer de temps pour élaborer un plan alternatif. Pendant ce temps, les travailleurs, sous la direction de leur conseil et avec la participation du syndicat, doivent élaborer le plan d'une nouvelle production socialement utile, sur la base des machines et des matières premières disponibles, de telle sorte que l'entreprise puisse fonctionner à nouveau et pour qu'on puisse y maintenir le niveau actuel d'emploi. (21) »

Il est donc nécessaire d'exiger le rétablissement des conseils ouvriers librement élus. Ces conseils devraient avoir le statut d'organes de contrôle ouvrier et, en même temps, car le compromis tactique annonce de nouvelles luttes, ils devraient être de fait des organes de lutte pour l'autogestion, préparant les travailleurs à prendre le pouvoir dans les entreprises, et la classe ouvrière dans son ensemble à établir le système d'autogestion dans toute l'industrie, dans le commerce, etc., par un développement vertical, la coordination, la coopération et donc la centralisation démocratique des organes d'autogestion.

Le contrôle ouvrier est une forme de transition vers l'autogestion. C'est d'ailleurs ainsi que l'avait compris — pour donner un précédent dans l'histoire de la Pologne —, le Parti socialiste polonais, sous l'inspiration duquel le Conseil national des ministres de l'Etat clandestin a voté, le 1er août 1944 — au moment du déclenchement de l'insurrection de Varsovie —, un décret sur les conseils d'entreprise (c'est ainsi qu'alors on appelait les conseils de travailleurs). Un militant de ce parti a pu écrire plus tard : « Le décret sur les conseils d'entreprise, expression de la volonté de socialisation des moyens de production, et en même temps sa garantie, introduisait les principes démocratiques



... manifeste ... (DR)

dans la vie interne des usines et des mines. Il instaurait le principe de la participation des ouvriers à la gestion des entreprises et au contrôle de la production. C'était un premier pas vers la gestion ouvrière. Ce décret, élaboré dans la clandestinité, impliquait la mise en place d'une représentation ouvrière et annonçait l'introduction du système d'économie planifiée, qui est une forme de transition au socialisme. (22) »

La mise en place d'un tel contrôle dans nos conditions actuelles signifiera l'éclosion d'une situation de dualité de pouvoir dans l'industrie et plus généralement dans le secteur étatique de l'économie dans son ensemble, car le système de contrôle ouvrier « a un caractère contradictoire, car il est une sorte d'interrègne économique (23) ».

La bureaucratie ne disposera plus totalement et de manière exclusive des principaux moyens de production et, de même, son monopole de pouvoir dans l'Etat sera touché. Trotsky écrivait : « Cela signifie que le système de dualité de pouvoir dans les entreprises correspond au système de dualité de pouvoir dans l'Etat. Il ne faut pas cependant comprendre cette dépendance de façon mécanique, dans le sens que la dualité de pouvoir dans les entreprises et la dualité de pouvoir dans l'Etat naissent le même jour. » Dans certaines conditions — et on doit prendre en compte de telles conditions en Pologne, si la grève générale conduit à une victoire partielle de Solidarité —, « le contrôle ouvrier sur la production peut être établi bien plus tôt que ne commencera le développement d'une situation de dualité de pouvoir dans l'ensemble du pays (24) ».

La revendication du contrôle ouvrier devrait être accompagnée de celle d'un contrôle des citoyens sur les organes d'administration locale. Seuls des conseils nationaux, élus au cours d'élections libres — d'abord au moins ceux du niveau élémentaire — peuvent être des organes d'un tel contrôle (et en même temps être des organes de lutte pour l'autogestion

territoriale). Une telle revendication apparaît même dans les *Thèses du Conseil social du primat de Pologne* (ronéoté, Varsovie, 1982), pourtant très modérées face au pouvoir bureaucratique ; elle doit donc, *a fortiori*, faire partie du programme d'action de Solidarité.

On ne peut prévoir quel sera le rapport de forces entre le pouvoir et la société au moment de la victoire de la grève générale. On ne peut exclure que cette grève renversera le pouvoir de la bureaucratie. On ne peut également exclure que ce rapport de forces s'exprimera dans une situation de dualité de pouvoir largement développée. Il se peut également que le pouvoir économique — à la suite de la mise en œuvre de la grève active dans un grand nombre d'entreprises — passe en grande partie aux mains de la classe ouvrière, et pourra être institutionnalisé dans le cadre d'une Chambre autogestionnaire ou Chambre socio-économique de la Diète (Sejm), bien que les principaux leviers du pouvoir politique demeurent encore, pour un temps, entre les mains de la bureaucratie. Il est enfin possible que la dualité de pouvoir ne soit, dans un premier temps, possible qu'au niveau économique par le développement du contrôle ouvrier et social dans ce domaine.

Cela, c'est le minimum vers lequel nous devons tendre en entreprenant la grève générale, c'est-à-dire en posant en même temps la question du pouvoir. Solidarité devrait lutter pour un tel contrôle avec la même force, la même détermination, la même assurance, que celle avec laquelle il lutte pour la libération de ses militants, pour l'abolition de l'état de guerre

20. Léon Trotsky, *The Struggle ...*, op. cit., p. 242.

21. Zbigniew Kowalewski, « *Solidarnosc* » et la lutte pour l'autogestion des travailleurs, Lodz, 1982, p. 24-25.

22. Z. Zaremba, *La commune de Varsovie*, p. 41.

23. Léon Trotsky, op. cit., p. 77.

24. Ibid., p. 78.

et pour le rétablissement des libertés syndicales.

Nous insistons sur le fait qu'il s'agit là du programme avec lequel on entreprend la grève. Mais, au cours de celle-ci, si cela s'avère possible, rien ne s'opposera à ce que naissent de la grève des revendications plus avancées, par exemple ne se limitant pas à exiger le contrôle ouvrier et social sur l'économie, mais revendiquant l'instauration immédiate de l'autogestion ouvrière et territoriale.

AUTODÉFENSE — AGITATION AU SEIN DE L'ARMÉE ET DE LA MILICE — GREVE ACTIVE

Voyons maintenant quelles sont — mis à part un programme d'action en accord avec les lois de la grève générale — les autres conditions de réussite d'une telle grève.

Avant tout, comme le soulignent à juste titre les dirigeants de Solidarité des régions de Varsovie, de Gdansk et d'ailleurs, pendant la grève générale, il faut assurer l'autodéfense généralisée des entreprises. Antonio Gramsci, parlant des usines touchées par la grève d'occupation, disait que « la défense de l'usine de manière militaire est le premier et le principal problème auquel sont confrontés les citoyens de l'Etat-usine ». Il observait en même temps : « Les ouvriers sont prêts à considérer l'autodéfense comme une obligation pour tous, et cela est juste, mais en même temps ils ont tendance à penser que cette obligation devrait être remplie par tous sans exception, et cela immédiatement, et cela est déjà une erreur. La défense militaire doit être organisée par des détachements spéciaux. (25) » C'est pourquoi la préparation de l'autodéfense active doit aller de pair avec la création dans les usines des groupes et détachements de la garde ouvrière du syndicat Solidarité. Ces derniers devraient être prêts non seulement à la défense des entreprises, mais également à celle des manifestations de rue (qui, comme on le prévoit, vont se dérouler pendant la grève pour obliger une partie de l'appareil de répression à se retirer de devant les usines occupées).

Durant la période préparatoire à la grève, la structure de la garde ouvrière devrait être simple, c'est ce qui découle du moins des expériences du mouvement ouvrier : des petits groupes de 3, 5 ou 10 personnes, obéissant au dirigeant de la garde au niveau de l'usine ou du quartier, et à une cellule spéciale du comité régional ou interentreprises de coordination de Solidarité. La création des détachements de la taille d'une compagnie (250 hommes) ou plus importants encore, n'est en règle générale pas possible avant la grève, si on veut leur conserver un caractère clandestin. En parlant du secret, nous pensons bien sûr seulement à la composition et aux aspects techniques de la garde ouvrière. Par contre, la campagne politique pour la création des gardes ouvrières devrait être menée ouvertement dans les journaux syndicaux, car aussi bien le mot d'ordre que les principes organisationnels

et d'action de la garde ouvrière doivent être connus des plus larges masses. Pendant la grève, il sera nécessaire de créer des détachements plus importants, mais il faut avoir à l'esprit que, dans les affrontements de rue, ce sont des détachements limités — groupes de dix ou de cent (ces derniers regroupés parfois dans des bataillons de l'ordre du millier d'hommes) — qui sont les plus utiles.

« Le mot d'ordre de création de la milice ouvrière, c'est-à-dire des détachements d'autodéfense, n'a de sens dans la lutte révolutionnaire que s'il s'agit de milice armée », écrivait Trotsky (26). L'armement de la garde ouvrière peut sembler une tâche très difficile, mais cela n'est pas vrai. Si l'on développe parmi les travailleurs la conscience, la soif et la volonté farouche de se procurer des armes, alors des conditions seront mûres pour armer les gardes ouvrières. Cette tâche ne doit cependant pas retomber sur les seuls militants de cette garde. Il faut expliquer que l'armement de la garde ouvrière est une tâche pour tout le mouvement, car la garde est non seulement une partie du mouvement, mais sa constitution est un pas sur la voie de l'armement généralisé des masses. Au début, la garde ouvrière sera armée de façon artisanale, primitive même. Mais même un tel armement est un moyen permettant de se procurer de vraies armes au moment de l'affrontement avec les forces de la répression. Durant la défense active des entreprises qui s'est déroulée dans quelques mines de Silésie en décembre 1981, des haches, des épées, des piques ont été usinées dans les forges, les travailleurs s'armaient de matraques, de pics... Parmi les ZOMO, il y a eu des morts, car des travailleurs ont utilisé des extincteurs à très basse température ou des lances métalliques chauffées à blanc pour défendre la grève.

La création de la garde ouvrière et son armement supposent que le mouvement social est prêt à recourir à la force, si nécessaire. Mais la violence des masses ne doit pas être confondue avec le terrorisme individuel ou de petits groupes agissant en marge du mouvement des masses ou s'efforçant de s'y substituer. « La peur d'être soupçonné de tendances terroristes (et la propagande du régime fait son possible pour identifier chaque manifestation d'autodéfense au terrorisme) paralyse parfois la réflexion critique, lit-on dans un bulletin clandestin. La peur devant le spectre du terrorisme a rendu impossible, avant décembre 1981, la création d'une garde ouvrière. Si une telle garde avait été créée et organisée à temps, les autorités auraient dû réfléchir à trois fois avant d'attaquer de front le syndicat. Une attaque contre des travailleurs désarmés pouvait réussir, mais l'affaire aurait été différente si les entreprises avaient été préparées à se défendre. (27) »

Wladyslaw Frasyuniuk, de la direction de Varsovie, évoquant le coup de force militaire, disait : « A ce moment, j'ai appelé à ne pas se défendre de façon active. Aujourd'hui, je pense que la situation aurait peut-être évolué différemment si la

Silésie n'avait pas été la seule à défendre les entreprises occupées. (28) »

Dans un autre bulletin on peut lire : « A la lumière de ce qui s'est passé en décembre 1981, on est en droit de penser que si la résistance avait eu un caractère plus actif et plus déterminé à l'échelle de masse, l'action des "forces de l'ordre" se serait soldée par un échec du Conseil militaire de salut national (WRON). Les grèves menées alors, surtout dans les grandes entreprises, ont eu le caractère d'une survie passive de bastions isolés, dans la plupart des cas sans aucune tentative d'autodéfense active au moment de l'attaque contre elles. Dans une telle situation, il n'était pas difficile de les briser les unes après les autres en quelques jours. L'exemple de la mine "Wujek", tout comme celui des affrontements de rue de Gdansk, témoignent que là où la résistance a été active, il n'a pas été facile de la briser ("Wujek" n'a pas été pris, mais a capitulé, isolé). Si la résistance avait été active partout, il n'y aurait pas eu assez de forces pour une action simultanée dans plusieurs endroits, et l'attitude des soldats aurait été différente également. D'après les données fragmentaires que nous avons à notre disposition, il apparaît clairement que si les soldats n'ont nulle part mis la crosse en l'air (mais au vu du développement de la situation, pouvait-on l'espérer ?), dans de nombreux cas, néanmoins, les soldats et même les officiers ont témoigné de leur gêne face à ce qui se passait, et le WRON lui-même a évité de les utiliser directement contre les travailleurs. Beaucoup de choses auraient pu se passer s'il y avait eu des affrontements réels à une échelle de masse. (29) »

Mais ne faut-il pas s'attendre à ce que l'autodéfense active des entreprises provoque l'appareil de répression ? Un bulletin clandestin apporte une bonne réponse à cette question : « Les pogromes du type du massacre des manifestants pacifiques à Cracovie témoignent du fait que les autorités n'ont aucun besoin de prétextes pour abuser de la terreur physique : si elles en ont envie, elles se créent de tels prétextes toutes seules, sans aucune aide ni invitation. Au contraire, dans les endroits où le pouvoir a rencontré une riposte déterminée (en particulier dans les grandes entreprises), la répression après les manifestations de mai 1982 a été minime, voire inexistante. Le langage de la force est le seul qui parvienne à la conscience de ce pouvoir dictatorial. (30) »

L'argument de tous ceux qui considèrent qu'il ne faut pas constituer de garde ouvrière armée, car elle ne serait pas à même, de toute façon, de s'opposer à une armée moderne, n'est qu'en apparence réaliste. Car la tâche de la garde ouvrière, ce n'est pas de vaincre l'armée, ni mé-

25. Antonio Gramsci, op. cit., p. 384-385.

26. Léon Trotsky, « La guerre et la IV^e Internationale », Oeuvres, t. IV, EDI, Paris, 1979, p. 78.

27. Druck, numéro 13, 10 juin 1982.

28. Tygodnik Mazowski, numéro 13.

29. Wolna Mysl, numéro 4, 1982.

30. Druck, numéro 13.

me de repousser ses attaques contre les entreprises occupées. L'adversaire principal — comme le montre l'expérience des opérations répressives de décembre 1982 — ce sont les ZOMO. Et les ZOMO ne sont pas seulement un corps spécial destiné à lutter contre les travailleurs et spécialement éduqué dans ce sens. Leur tâche est également de séparer les soldats des travailleurs, partout où l'utilisation de l'armée devient nécessaire, afin d'empêcher la jonction des soldats et des ouvriers. La garde ouvrière, en tant que détachement avancé du mouvement social et de l'ensemble des travailleurs, doit être capable de faire face aux ZOMO, de s'équiper d'armes modernes au cours de ces luttes, et de les écarter, au cours de l'affrontement, de la voie qui mène Solidarité à la fraternisation avec l'armée. Elle doit se présenter comme une force combattante, qui peut être rejointe par les détachements de l'armée qui, d'abord, auront refusé de tirer sur les ouvriers et qui, ensuite, se rendront compte que leur refus, pour être conséquent, doit s'accompagner du soutien actif aux travailleurs en lutte. Zbigniew Romaszewski a raison quand il rappelle : *« Il suffit qu'un bataillon refuse de tirer... C'est ce qui s'est passé en février 1917, lorsqu'un petit détachement des cosaques est passé du côté des manifestants et, un mois après, il n'y avait plus de tsar... »* (31) »

La tâche de la garde ouvrière consiste donc non pas, ou en tout cas pas prioritairement, à lutter contre l'armée, mais au contraire à lutter pour l'armée.

Une autre condition importante de la réussite de la grève générale, intimement liée à la condition décrite précédemment, est de lutter de manière prolongée pour gagner l'armée et la milice par une agitation conséquente en leur sein. Du travail politique mené par Solidarité envers les soldats et les miliciens dépend beaucoup de choses : la vitalité du ferment révolutionnaire dans leurs rangs ; l'amplitude des écarts entre l'obéissance à la junte militaire et le soutien au mouvement social ; la probabilité du passage de certains détachements aux côtés des masses et leur nombre.

Une telle agitation ne peut se limiter à convaincre les militaires et les miliciens de quel côté de la barricade doivent se trouver les fils du peuple travailleur. Elle doit expliquer à la masse des soldats et des miliciens les mots d'ordre, les buts et le programme d'action de Solidarité. Elle doit de plus stimuler, au sein même de l'armée et de la milice, la lutte pour la réalisation des revendications propres à ces corps, dans le but de défendre les droits, la dignité, les intérêts matériels et moraux de ceux qui y sont embrigadés. Elle doit stimuler l'apparition au sein de l'appareil répressif de revendications tendant à l'introduction de réformes progressistes dans le système de défense nationale et de la protection de l'ordre public. De telles revendications, si elles apparaissent au sein de l'armée et de la milice, doivent être énergiquement soutenues par Solidarité et être intégrées dans son programme

d'action. Enfin, Solidarité devrait appeler à créer des conseils de soldats et de miliciens en tant qu'organes de lutte pour leurs droits, coordonnant l'activité du mouvement démocratique au sein de ces corps. Le syndicat Solidarité devrait collaborer et coopérer avec de tels organes. Dès aujourd'hui, en suivant l'exemple de la fabrique de tracteurs de Varsovie, « Ursus », il faut créer des commissions ouvriers-soldats de Solidarité.

Solidarité devrait également appeler à créer des syndicats au sein de l'armée et de la milice. En 1981, durant quelques mois, des comités constitutifs du syndicat indépendant des fonctionnaires de la milice avaient déjà vu le jour. Mais il ne s'agit pas seulement de relancer la lutte qu'ils ont commencée. Il faut également lutter pour le droit des soldats à s'organiser dans un syndicat indépendant. Cela n'a rien d'extraordinaire. Une telle lutte est menée au sein de nombreuses armées



... et espère... (DR)

occidentales et même cordonnée au niveau international par ses participants. Certains syndicats ouvriers soutiennent cette lutte. Plus même : depuis 1966 existe et agit — de manière tout à fait légale — un syndicat au sein de l'armée hollandaise, le Syndicat national des soldats (VVDM). Solidarité devrait implanter en Pologne l'idée démocratique du droit des soldats à se syndiquer.

La dernière condition de succès de la grève générale dont nous voudrions parler ici, est la préparation du syndicat à passer à la grève active. Dans aucun mouvement de masse connu dans l'histoire, l'idée et la tactique de la grève active n'a eu sans doute la popularité qu'elle a eue au sein de Solidarité durant l'automne et le début de l'hiver 1981. Il s'agit là d'un capital considérable déjà accumulé par la révolution polonaise, qui ne peut rester inutilisé alors qu'on prépare la grève générale. L'utilisation et l'enrichissement de l'expérience d'un nombre non négligeable de structures d'entreprise de Solidarité, et également de certaines directions régionales, qui avaient alors commencé la prépara-

tion de la grève active, peut être aujourd'hui un bon point de départ.

Comme on le sait, la grève active consiste en la remise en marche de la production par les travailleurs en grève, sous contrôle ou sous direction des comités de grève. Dans les entreprises qui, pour diverses raisons (sociales ou techniques), ne peuvent arrêter la production, une telle grève est une nécessité dès le début du mouvement. Le contrôle exercé par les comités de grève doit dans ce cas concerner non seulement la production, mais encore la distribution des biens qui sont produits pendant la grève.

Si la grève doit être réellement générale, elle ne pourra l'être qu'à la condition que certaines entreprises y participent en passant immédiatement à la grève active. Dans le cas d'une grève générale, les « exceptions » nécessaires ne contredisent pas le principe de la généralité de la grève, à la condition que les entreprises « exceptionnelles » entreprennent une grève active. Nous avons déjà eu affaire à une grève active partielle en août 1980, lorsque certaines entreprises, bien que faisant partie du MKS (comité de grève interentreprises) ont continué la production socialement nécessaire ou utile pour les besoins même de la grève, avec une autorisation spéciale du MKS.

La grève active concerne donc, dès les premiers jours de la grève générale, les entreprises qui assurent la production des biens alimentaires de première nécessité, de médicaments, etc., ainsi que les services publics : centrales électriques et thermiques, distribution du gaz, de l'eau et autres services.

Mais cela n'est pas tout. Lorsque les effets d'une grève générale qui dure deviendront de plus en plus pesants pour la société, et qu'en même temps la structure du pouvoir bureaucratique commencera à craquer, il s'avérera que seul le passage à la grève active dans un nombre sans cesse croissant d'entreprises permettra à la fois de soutenir la grève et d'écarter l'appareil du pouvoir des positions qu'il tient encore. La prise du pouvoir économique par les masses travailleuses et leurs comités de grève — par le passage à la grève active — est une perspective qui doit être prise en compte dans une stratégie d'ensemble de la grève générale.

Nous avons déjà mentionné plus haut la grève active de 1920 en Italie du Nord, à l'initiative du syndicat de la métallurgie et sous la direction des conseils ouvriers. Il est bon de rappeler également celle de 1936 : après que les masses aient brisé la rébellion franquiste en Catalogne, les syndicats et les comités d'usine ont remis en marche, sous leur propre contrôle, voire sous leur propre gestion, la majorité des entreprises industrielles, commerciales et de transport, dont les propriétaires avaient pris la fuite. Au début des années 1970, une grève active a duré plusieurs mois dans les chantiers navals Upper Clyde en Ecosse. Bien que, dans toute l'histoire du mouvement ouvrier, il

y ait peu d'exemples de grève active, il y en a eu assez pour considérer cette forme de lutte comme déjà expérimentée et efficace.

LA DIMENSION INTERNATIONALE DE LA GREVE GÉNÉRALE EN POLOGNE

La révolution polonaise, comme toute révolution ouvrière, est nationale par sa forme mais internationale par son contenu. La conscience de ce fait se développe au sein de Solidarité, comme en témoigne la revendication grandissante des symboles du mouvement ouvrier international en son sein. Il y a peu, Solidarité a repris à son compte, pour la classe ouvrière polonaise, la fête internationale du 1er Mai, que la bureaucratie avait confisquée à son profit durant des décennies. « En Pologne, lit-on dans un bulletin clandestin, ce sont les ennemis du peuple qui gouvernent en agitant cyniquement le drapeau rouge. Il suffit de le leur reprendre pour qu'ils n'aient plus rien pour se draper et qu'ils apparaissent pour ce qu'ils sont : des exploiters et des tyrans. (32) »

« La crise polonaise a, dès le début, dépassé les frontières de la Pologne », lit-on dans un autre bulletin. C'est pourquoi, de l'avis du militant anonyme que nous citons ici, « il fallait dès le début expliquer de façon claire le sens de notre conflit et les buts de notre lutte, qui est une lutte commune, commencée en 1953 par les ouvriers allemands, continuée par les ouvriers polonais et hongrois en 1956, lutte qui a traversé la Tchécoslovaquie en 1968, et que nous avons entreprise à nouveau en décembre 1970, en juin 1976 et en août 1980 (33) ».

Dans un autre bulletin, il est affirmé : « Les derniers événements de Pologne ont démontré, dans le contexte du système communiste (nous dirions plutôt, de notre point de vue : système du pouvoir de la bureaucratie totalitaire — NDLR), la justesse de la maxime de Trotsky, selon laquelle la révolution ne peut vaincre dans un seul pays (et en tout cas pas dans un pays satellite). (34) » Cette interprétation de la pensée de Trotsky doit être corrigée : la victoire de la révolution dans un seul pays, même satellite, est possible, bien que difficile ; il n'est par contre pas possible de mener à son terme la construction d'une République autogérée des travailleurs dans un seul pays.

La conscience du caractère international de la révolution polonaise sera plus que jamais nécessaire à l'heure de la grève générale. Car une telle grève sera un appel dramatique au réveil des ouvriers et plus généralement à celui des sociétés soumises au même pouvoir totalitaire dans les autres pays d'Europe de l'Est et en URSS, et elle deviendra le modèle de la lutte pour la libération du travail également pour les ouvriers du monde capitaliste. Solidarité, dans l'attente de la réponse des ouvriers de l'Est, tout en devenant l'exemple pour les ouvriers de l'Ouest, devra appeler ces derniers à réagir à la grève générale en Pologne par l'intensifi-

cation et le développement de la campagne de solidarité avec Solidarité que nombre d'entre eux mènent déjà, tout en la liant encore plus à leur propre lutte. Tant il est vrai que la solidarité internationale des travailleurs avec la grève générale des ouvriers polonais peut s'avérer être un facteur important pour la réussite de cette grève.

« S'il y avait eu des luttes réelles à une échelle de masse bien des choses auraient été possibles. Mais l'échec de la junte aurait presque certainement conduit à une intervention armée des forces du Pacte de Varsovie et, en conséquence, après une lutte plus ou moins longue, à noyer dans le sang le mouvement pour la liberté. (35) » Cette opinion, largement répandue dans Solidarité, se rapporte à décembre 1981, mais on pourrait également la rapporter à la grève générale, durant laquelle une autodéfense active des entreprises devrait être mise en place.

Il s'agit là pourtant d'un point de vue très unilatéral. Même une érosion du pouvoir bureaucratique à la suite d'une « guerre de position » prolongée — à supposer que cela soit réellement possible — peut conduire à une intervention militaire soviétique. Mais ce danger n'est pas aussi certain, pour de nombreuses raisons, dont celles que cite Zbigniew Romaszewski dans l'interview qu'il a donnée, consacrée à la préparation de la grève générale (36).

Le problème doit être posé de façon différente. Le pouvoir bureaucratique est déjà et continuera d'être menacé dans son existence. Il a puisé en décembre 1981 dans ses dernières réserves internes — l'appareil de répression — sans parvenir à asséoir sa domination sur la société, c'est-à-dire qu'il n'a pas rempli la tâche qu'il s'était fixé et que lui avaient fixé les maîtres du Kremlin. Ne serait-ce que pour cette raison, le danger d'intervention soviétique s'est accru. La dictature militaire « ne ca-

che plus qu'une carte dans sa manche : l'appel à l'aide fraternelle de l'Union soviétique. Mais l'usage de cette carte n'est pas de la seule décision de la junte, il est conditionné par la stratégie géopolitique du "Big Brother" (Grand Frère), et celui-ci, heureusement, a encore d'autres problèmes actuellement (37) ». Et cela aussi bien dans son propre pays que de son camp, essentiellement à cause du développement de la crise économique et sociale, mais également à l'extérieur de celui-ci, ne serait-ce qu'en Afghanistan, où l'ampleur de la résistance l'oblige à engager un potentiel militaire non négligeable.

Au lieu de nous cacher la tête dans le sable, nous devons répondre à la question de savoir si la bureaucratie totalitaire d'URSS se décidera à sauver la bureaucratie totalitaire en Pologne en voyant en face un adversaire avec lequel la lutte s'annonce rude. Qu'est-ce qui peut neutraliser, ou du moins limiter, ce danger ? Solidarité puissant, mais ne pouvant que se réfugier dans la résistance passive ? ou Solidarité plus puissant encore, car prêt à une occupation d'usines coordonnée et organisée, à lutter dans la rue sous la direction d'une garde ouvrière armée, à mener enfin, pendant une longue période, une intense agitation parmi les soldats soviétiques, qui n'auront rien à gagner dans une telle guerre ?

Plus le rapport de forces créé par Solidarité au cours de la grève générale lui sera favorable, plus nombreux seront ses partisans dans les rangs du mouvement ouvrier des autres pays — aujourd'hui à l'Ouest, demain aussi à l'Est —, et plus le pouvoir bureaucratique de l'URSS et de ses alliés dans les autres pays du Pacte de Varsovie hésitera avant de lancer ses armées contre le mouvement social en Pologne. Si Solidarité avait été prêt à engager une défense active et à user de la violence en décembre 1982, « le pouvoir — nous avons déjà cité plus haut cette formule tirée d'un bulletin clandestin — aurait dû réfléchir à trois fois avant d'attaquer le syndicat de front ».

Aujourd'hui, en cherchant à faire évoluer le rapport de forces de manière favorable à Solidarité, par la grève générale et en préparant toutes les conditions pour le succès de cette grève, en appelant les travailleurs de l'Ouest à soutenir énergiquement la grève en Pologne et ceux de l'Est à ce qu'ils s'en inspirent, il est également possible de forcer les régimes totalitaires d'URSS et d'Europe de l'Est à réfléchir à trois fois avant de décider d'envahir la Pologne. Face à cet adversaire, la force est le moyen de persuasion le plus approprié.

Rédaction d'« INPREKOR » polonais
Dimanche 4 juillet 1982.



32. Tygodnik Stanu Wojennego, numéro 7, 17 avril 1982.

33. Przegląd Prasy, numéro 1, 19 avril 1982.

34. Wolna Mysl, numéro 4.

35. Ibid.

36. Tygodnik Mazowsze, numéro 16.

37. Druck, numéro 12, 31 mai 1982.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

PORTUGAL

Le PSR et les élections anticipées

Le Comité exécutif (CE) du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section portugaise de la IVe Internationale, a rendu public le 15 juillet 1982 sa déclaration « Organiser et centraliser toutes les forces et toutes les luttes pour renverser l'Action démocratique (AD) », que nous reproduisons ci-dessous.

1) Au cours de ces derniers mois, les travailleurs portugais ont fait l'expérience de grandes luttes qui ont pris la forme d'innombrables grèves de secteurs ou d'entreprises, de manifestations massives, et surtout de deux grèves générales qui ont profondément modifié le panorama politique du pays. Ces formes de lutte ont démontré la force des travailleurs organisés, donné confiance au mouvement ouvrier et populaire, et prouvé que les travailleurs étaient prêts à combattre pour leurs droits. Contrairement à ceux qui pensent déjà à l'imminence du fascisme ou à la fascisation, comme ils disent, inévitable du pays, le Parti socialiste révolutionnaire (PSR) tire de l'expérience des dernières luttes la conviction qu'une dictature fasciste ne peut pas s'installer graduellement, sans avoir à affronter la volonté de lutte des travailleurs portugais pour la démocratie et le socialisme. Ce n'est que sur les cendres d'une défaite décisive du mouvement ouvrier qu'il serait possible d'édifier une nouvelle dictature fasciste. (...)

2) Vigoureusement attaqué par les travailleurs, le gouvernement de l'AD (coalition du Parti social-démocrate - PSD, ex-PPD, et du Centre démocratique et social - CDS) tire parti de l'absence d'une alternative claire. Le mécontentement est énorme, jusque dans les propres rangs de l'AD, où l'on parle ouvertement de changer de gouvernement. Tout le pseudo-projet social-démocrate du PSD, qui passait par la modernisation du pays et l'amélioration du niveau de vie, est parti en fumée. L'intégration au Marché commun européen a été reportée, et les préconditions à l'acceptation du Portugal se multiplient. Le projet stratégique de l'AD se trouve ainsi compromis. En matière économique, l'AD n'a plus qu'une seule politique, et elle s'appelle austerité. Augmentation des prix et du chômage, augmentation des loyers, attaques contre les luttes tendant à obtenir de meilleurs salaires : voilà quelle est la

politique de l'AD. Joao Salgueiro, le cuisinier de ces recettes, a une préoccupation supplémentaire : celle de rendre aux capitalistes les entreprises nationalisées et aux grands propriétaires les terres expropriées par la Réforme agraire. (...)

Renverser ce gouvernement est une tâche décisive pour les travailleurs et les démocrates portugais. Le laisser se stabiliser serait lui donner tous les moyens de renforcer son offensive anti-ouvrière et anti-populaire.

3) Mais renverser ce gouvernement dans quelle perspective ? Le Parti communiste (PC), la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP) et un secteur du Parti socialiste (PS), celui de Francisco Almeida Salgado Zenha et de son courant, avancent comme alternative le général président Ramalho Eanes. Nous ne refusons pas de voir les différences existant entre Eanes et l'AD. Mais Eanes n'est pas l'alternative que réclament les travailleurs. Entre Eanes et l'AD, il y a une lutte pour le pouvoir, mais les objectifs fondamentaux restent les mêmes. Eanes veut que le Portugal soit un pays capitaliste, intégré à l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN), où les patrons continuent à être maîtres de tout. Une partie substantielle du patronat appuie les projets du président. Eanes veut avant tout construire son propre mouvement ou parti et renforcer son propre projet en utilisant, comme il l'a déjà fait lors des élections présidentielles de décembre 1980, l'appui des partis de gauche sans pour autant s'engager auprès d'eux. (...) Ainsi, subordonner les luttes des travailleurs à Eanes, c'est affaiblir toute alternative ouvrière et populaire à l'AD.

4) Au sein du PS se déroule une dure lutte entre deux projets. Malheureusement, aucun d'eux ne représente une alternative socialiste et populaire à l'arrogance du gouvernement Pinto Balsemao.

Le dirigeant du PS, Mario Soares, propose un compromis avec le PSD et est à la recherche d'un accord avec l'AD pour la révision de la Constitution de février 1976. Quant à Zenha, il mise sur le président Eanes et sur la possibilité de créer un large mouvement autour de cette alternative à l'AD. Zenha critique les accords de la droite de son parti, non pas au nom de la trahison qu'ils signifient pour les travailleurs et pour le socialisme, mais au nom de la trahison qu'ils constituent du point de vue des accords avec le président Eanes. (...)

5) Les travailleurs doivent préparer leur propre alternative en se différenciant clairement de toute solution à la crise tournant autour du président Eanes. Les luttes des travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions de vie et pour la libération des antifascistes emprisonnés ont

déjà obligé le gouvernement à reculer. Mais seul le renforcement de la mobilisation pourra renverser ce gouvernement. Il faut pour cela une unité plus forte de tous les travailleurs. Le PSR s'adresse à tous les partis de gauche et aux syndicats pour qu'ils s'unissent dans la lutte pour le renversement de ce gouvernement. Nous appelons le PS à rompre l'unité avec la droite de l'Union générale du travail (UGT) (dirigée paritairement par le PS et les partis de droite) et à s'engager dans un syndicalisme de combat contre la droite et le gouvernement de l'AD. (...)

Le PSR lutte contre la révision de la Constitution par un Parlement dans lequel l'AD est majoritaire depuis la fin de 1979, et contre tous les accords des partis de gauche qui ne servent qu'à renforcer le pouvoir de l'AD, la hiérarchie militaire, et à perpétuer le maintien au pouvoir de la droite. Le PSR dénonce les accords PS-AD, qui renforcent l'AD et son gouvernement. ■

Lisbonne, 15 juillet 1982.

URUGUAY

Solidarité avec les prisonniers politiques uruguayens

Le 30 avril 1982, la Direction de la Police de Montevideo en Uruguay annonçait l'arrestation de six personnes, présentées comme des militants du Parti socialiste des travailleurs (PST), organisation « dissoute, d'inspiration trotskyste, affiliée à la IVe Internationale ayant son siège à Paris », et dont « les activités visent au recrutement et à l'endoctrinement de cadres étudiants et ouvriers, à l'organisation de collectes pour accroître les finances du groupe, à l'impression et à la distribution de propagande clandestine et à la réactivation des relations internationales du groupe ».

Les personnes arrêtées sont :

— Roberto Rodriguez Suarez : 60 ans, marié, père de deux filles, ouvrier de la construction civile, militant syndical depuis quarante ans et membre du Syndicat de la construction ;

— Ulises Marshall Negro Ortiz : célibataire, ouvrier à l'entreprise textile Alpartagas ;

— Jorge Frutos Oliva : 28 ans, marié, père d'une petite fille de dix-huit mois, ouvrier du textile ;

— Angel Diego Nigro Ortiz : 24 ans, marié et père d'une petite fille de six mois, ouvrier du bâtiment ;

— Alicia Locatelli Miserocchi : 33

ans, mariée et mère d'un garçon de dix ans, employée administrative à l'aéroport Carrasco de Montevideo ;

— Maria Cecilia Dufau Echevarren : 28 ans, célibataire, employée administrative.

En plus de ces six personnes, deux autres travailleurs ont été également arrêtés. Il s'agit de José Bruzzone, ouvrier, et de Miguel Matos Fanfio, employé de banque.

La police s'est montrée incapable d'apporter la moindre preuve de ses accusations contre ces travailleurs ; elle n'a pu démontrer ni leur appartenance politique supposée ni les instances auxquels ils étaient censés participer. Il est clair qu'il s'agit d'une manœuvre policière destinée à réprimer des militants syndicaux qui travaillent à la construction d'un syndicat autorisé par la Loi sur les associations professionnelles édictée par la dictature elle-même.

Les organismes uruguayens de lutte contre la répression ont dénoncé les tortures infligées à ces prisonniers, ainsi que les mauvais traitements auxquels ils ont été soumis. Ulises Marshall Negro Ortiz a été interné à l'hôpital militaire à cause d'une fracture de la jambe, consécutive à une chute du deuxième étage du centre de torture de la rue Maldonado à Montevideo. Alicia Locatelli Miserocchi a été internée à l'hôpital militaire pour des problèmes cardiaques et d'autres lésions provoquées par la torture.

Une campagne internationale est nécessaire pour la libération de ces prisonniers. Le mouvement syndical a, à cet égard, une responsabilité particulière.

Des télégrammes exigeant la libération des syndicalistes uruguayens doivent être envoyés au président de la République, Dr. Aparicio Mendez, Casa de Gobierno, Plaza de la Independencia, Montevideo, Uruguay.

PANAMA

Nouvelles menaces contre Miguel Antonio Bernal

Aux mois de juin et de juillet derniers, les enseignants de Panama ont déclenché un puissant mouvement de grève pour des réajustements salariaux et l'établissement de clauses d'échelle mobile des salaires.

Au début du mouvement, deux manifestations ont rassemblé respectivement 50 000 et 60 000 personnes. Le 13 juillet, une manifestation monstre a mobilisé plus de 200 000 personnes. Comme lors de la précédente grève victorieuse des enseignants, il y a quelques années, notre camarade Miguel Antonio Bernal, dirigeant du Mouvement socialiste révolutionnaire (groupe sympathisant de la IVE Internationale), était le conseiller officiel et légal du mouvement.

Il a fait l'objet d'une campagne de presse déchaînée de la part de la bourgeoisie. En voici quelques exemples :

— *El Matutino* du 20 juillet titrait à la « une » : « Les dirigeants gauchistes introduisent la violence dans la grève ». Le même quotidien, à la « une » le lendemain : « Les dirigeants trotskystes utilisent les mêmes méthodes qu'en URSS ».

— *La Republica* du 11 juillet, à la « une » : « Miguel Bernal oriente le mouvement vers la violence ». Et le jour suivant, toujours à la « une » : « Grèves et violence à l'échelle internationale : l'agent trotskyste Bernal dirige à Panama ».

Notre camarade avait déjà été victime par le passé d'agressions policières violentes au cours de manifestations anti-impérialistes. Cette campagne de presse visait cette année à diviser le mouvement des enseignants en agitant le spectre de la manipulation, à isoler ce mouvement en lui collant une étiquette communiste, à discréditer et isoler plus particulièrement Miguel Bernal comme « terroriste » et « agent trotskyste ».

Une telle campagne peut préparer de nouvelles agressions contre notre camarade. *Inprecor* lui exprime son entière solidarité et appelle à une vigilance accrue du mouvement ouvrier international et de tous les défenseurs des droits démocratiques.

MEXIQUE

La fraude électorale : le PRT légalisé, mais interdit de Parlement

La falsification des résultats électoraux au Mexique, que nous annoncions déjà dans notre numéro du 26 juillet 1982, a dépassé toutes les prévisions.

Le ministère de l'Intérieur reconnaît que la candidate aux élections présidentielles, Rosario Ibarra de Piedra, soutenue par le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVE Internationale, a obtenu 416 000 voix, soit nettement plus que les 1,5 % nécessaires pour assurer au PRT le statut de parti légal. Mais le ministère prétend en même temps que la liste des candidats du PRT aux élections législatives n'aurait obtenu que 308 099 voix, soit 1,46 %. Ainsi, le PRT se voit refuser, pour 0,04 % de voix les 8 députés auxquels il avait droit.

La fraude est grossière, cynique et maladroite. Le gouvernement avait commencé par publier les résultats circonscription par circonscription, les premiers jours après les élections. Ces résultats n'indiquèrent que de faibles écarts entre les voix obtenues à l'élection présidentielle et à l'élection législative. L'écart de 25 % finalement décidé par la machine gouvernementale pour maintenir le PRT au-dessous de la barre des 1,5 % a donc dû être concentré sur un nombre réduit de circonscriptions, ce qui donne dans



Rosario Ibarra de Piedra, candidate du PRT aux élections. (DR)

certain districts des résultats grotesques, tels que 1 000 voix pour Rosario Ibarra de Piedra et 8 seulement pour la liste du PRT aux législatives !

Une étude réalisée par le Centre d'Enquêtes et d'Etudes supérieures d'Anthropologie sociale du Mexique (CIESAS) conclut que sur huit millions de nouveaux électeurs (jeunes), le PRT aurait obtenu 300 000 voix, soit 3,7 % (*Uno mas Uno*, 17 août 1982). Il faut en conclure, pour respecter les chiffres du ministère de l'Intérieur, que le PRT n'aurait obtenu que 8 000 voix auprès des électeurs de plus de 25 ans !

Le principal hebdomadaire de gauche du Mexique, *Proceso*, souligne que dans les 171 circonscriptions dans lesquelles le PRT présentait, outre la liste nationale de candidats députés, des candidats à la députation individuelle, le gouvernement leur attribue en tout 279 072 voix. Il faut en conclure, toujours pour respecter les chiffres officiels, que la liste du PRT n'aurait obtenu que 30 000 voix dans les 129 autres circonscriptions !

Enfin, au cours des premières révisions du résultat par la commission électorale pour le principal district du pays, celui de la vallée de Mexico, le gouvernement à fini par attribuer au PRT 85 000 voix, soit 13 400 de plus qu'il ne lui avait initialement reconnu. Cette différence est largement supérieure aux voix qui « manquent officiellement » au PRT pour obtenir 7 ou 8 députés à la répartition proportionnelle. Pourtant, malgré cette révision, le gouvernement s'obstine à refuser au PRT le moindre député.

Il est donc clair qu'il s'agit là d'une décision politique arbitraire prise par l'appareil gouvernemental du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), et plus vraisemblablement par sa machine militaire. Les raisons pour exclure le PRT du Parlement sont évidentes : dans une situation de crise économique et sociale très grave, le PRT défendra au Parlement les intérêts des ouvriers et des paysans, ainsi que la révolution centro-américaine, sans aucune concession à une quelconque Union sacrée avec la bourgeoisie mexicaine.

L'aspect cynique et scandaleux de la fraude a amené toute l'opposition à soutenir la demande du PRT de révision du résultat électoral. La procédure est toujours en cours au Collège électoral. Le 22 juillet, une manifestation de protestation contre cette fraude électorale a rassemblé plus de 5 000 personnes dans le centre de Mexico. Elle était organisée par le PRT et le Parti socialiste unifié du Mexique (PSUM), qui est le PC mexicain. ■

Face à "l'invasion silencieuse"



NICARAGUA

DEPUIS le début juillet, la tension a encore monté d'un cran au Nicaragua. L'augmentation notable du nombre de raids meurtriers des bandes « *contras* » (contre-révolutionnaires), et l'augmentation du nombre de Nicaraguayens tués dans ces opérations ont obligé le gouvernement à prendre une attitude beaucoup plus ferme face aux pays voisins. Le commandant Daniel Ortega, coordinateur de la Junte de gouvernement, a déclaré le lundi 19 juillet, devant les 100 000 personnes rassemblées à Masaya à l'occasion du troisième anniversaire de la révolution, que le Nicaragua était victime d'une « *invasion silencieuse* », et le commandant Luis Carrion, vice-ministre de l'Intérieur, a précisé : « *L'agression a déjà commencé. Nous ne pouvons plus continuer à dire qu'il faut nous préparer à la guerre, parce que la guerre est déjà enclenchée.* »

Entre le jeudi 1er et le dimanche 18 juillet, l'Armée populaire sandiniste (EPS) a livré sa plus importante bataille depuis la chute de Somoza contre une unité militaire de plus de deux cents hommes, qui avait établi un campement à Seven Bank, très à l'intérieur des frontières du Nicaragua, dans la zone de la côte Atlantique. Venus du Honduras, ils disposaient d'un armement considérable, dont des lance-roquettes qui leur ont permis d'abattre un hélicoptère. Au bout de deux semaines de combat, l'EPS a mis ce bataillon en déroute, tuant soixante-quinze « *contras* », mais perdant près d'une cinquantaine d'hommes.

Selon les sandinistes, la cinquantaine d'attaques armées subies entre le 1er mai et le 1er août ont fait plus de cent morts parmi la population civile. Les principales attaques ont été les suivantes :

— Le lundi 19 juillet, un avion bimoteur venant du Honduras a lancé deux roquettes contre les dépôts de combustible du port de Corinto. Ces dépôts sont les plus importants du Nicaragua et leur explosion aurait pu entraîner la mort de milliers de personnes.

— Le samedi 24 juillet, un groupe de « *contras* » a essayé de faire sauter une centrale hydroélectrique près de Bonanza sur la côte Atlantique. Sept miliciens dont une femme ont été tués.

— Le samedi 24 juillet, cent « *contras* » venant du Honduras ont attaqué le village de San Francisco del Norte. L'autodéfense, assumée par une quarantaine de paysans-miliciens, n'a pu les repousser. Quinze miliciens ont été tués, dont plusieurs torturés au préalable. Huit autres ont été enlevés. Les agresseurs ont peint sur les murs du village des sigles du FDN (Front démocratique nicaraguayen) et des slogans comme : « *Avec Dieu et le patriotisme, nous battons le communisme !* » Puis ils se sont retirés derrière la frontière hondurienne où les attendaient des camions de l'armée et des troupes pour protéger leur retraite.

Selon Miguel d'Escoto, ministre de l'Intérieur, les Etats-Unis veulent faire du Honduras « *l'Israël de l'Amérique centrale* », le gendarme des intérêts et de l'ordre impérialistes dans la région. Le général US Nutting a déclaré publiquement qu'il y avait cent vingt conseillers nord-américains au Honduras. Dans le *New York Times* du jeudi 8 juillet, Raymond Bonner cite un

officiel hondurien selon lequel : « *Nous ne pouvons accepter d'avoir un gouvernement socialiste au Nicaragua. Ce sera nous ou eux !* » L'administration Reagan vient d'augmenter spectaculairement son aide économique et militaire au Honduras. 21 millions de dollars vont servir à l'extension de trois aéroports. 41,2 millions de dollars de crédits pour l'achat de denrées et de matériels militaires ont déjà été accordés. Une centaine d'autres millions auraient été promis au président Suazo Cordoba et au chef de l'armée, le général Alvarez, lors du voyage qu'ils ont effectué à Washington à la mi-juillet. De nouvelles manœuvres combinées américano-honduriennes ont eu lieu entre le lundi 19 et le samedi 31 juillet, à quelques 20 km des frontières du Nicaragua.

Le Honduras est toutefois fragile. Des grèves y éclatent régulièrement. Ainsi, les enseignants se sont-ils mis en grève à la mi-août pour réclamer des augmentations de salaires et une démocratisation de l'enseignement primaire.

La stratégie nord-américaine repose actuellement sur une volonté d'encerclement du Nicaragua, destinée à le maintenir sous tension interne et à l'isoler totalement du Salvador. La mise en place de la « Communauté démocratique centro-américaine » (CDCA) qui comprend le Salvador, le Honduras, le Costa-Rica et, depuis le 7 juillet, le Guatemala, fait partie de ce plan. De fortes pressions ont lieu pour que Panama s'y joigne.

Sur le plan interne, l'offensive la plus significative se déroule par l'intermédiaire de l'Eglise et des sectes religieuses. Celles-ci se multiplient miraculeusement en nombre et en richesses. Le ministère de l'Intérieur en a compté près de deux cent, dont quatre-vingt-dix-neuf pour la seule capitale, Managua. Très violemment anticommunistes, elles sont une base de regroupement de l'opposition au Front sandiniste de libération nationale (FSLN). De son côté, la hiérarchie catholique essaie d'isoler les secteurs progressistes de l'Eglise, en particulier les quatre ministres qui se trouvent être des prêtres. Les sandinistes sont convaincus que c'est autour de la « défense de la religion menacée » que va se mener la prochaine grande campagne d'intoxication internationale.

La mobilisation populaire reste toutefois à la hauteur des enjeux. Les milices sont de plus en plus nombreuses (au moins 200 000 membres, hommes et femmes) et se mobilisent avec une rapidité impressionnante en cas de danger. Tous les locaux et objectifs économiques importants sont gardés jour et nuit par des miliciens en armes. Au lendemain de la tuerie de San Francisco del Norte, une manifestation quasi improvisée a rassemblé plus de cinquante mille personnes à Managua, faisant preuve d'une combativité extraordinaire. Trois ans après la chute de Somoza, malgré les difficultés économiques immenses, malgré les plans impérialistes, la révolution nicaraguayenne s'affirme plus forte et plus profonde que jamais. La solidarité internationale doit, elle aussi, se maintenir à la hauteur des enjeux.

Alain VITOLD
Septembre 1982.